



FOOTBALL
LES BLEUS EN FAVORIS
DE L'EURO ?

MALI — UNE GUERRE SANS FIN POUR
LA FRANCE **ÉCONOMIE — UNE GRANDE**
AVANCÉE CONTRE L'ÉVASION FISCALE



Courrier
international

N°1597 du 10 au 16 juin 2021
 courrierinternational.com
 France : 4,50 €

Afrique CFA 3400F CFA, Algérie
 530 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
 5 €, Autriche 5,40 €, Canada
 7,75 \$ CAN, DOM 5 €, Espagne 5,20 €,
 Grande-Bretagne 4,60 €, Grèce
 5,20 €, Italie 5,20 €, Japon 850 ¥,
 Maroc 41 DH, Pays Bas 5,20 €,
 Portugal cont. 5,20 €, Suisse 6,70 CHF,
 TOM 850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

DIPLOMATIE

LE BAL DES EMPIRES

*Alors que le risque d'un conflit
 avec la Chine s'accroît,
 le voyage de Joe Biden
 en Europe marque
 le grand retour de l'Amérique.
 Objectif : remobiliser ses alliés
 et obtenir la "neutralité" de Poutine
 face à Pékin.*





Un conseiller face à vous, c'est toute une banque à vos côtés.

Conseillers, experts patrimoniaux, financiers ou immobiliers, gestionnaires de portefeuilles : quels que soient vos projets, nous mobilisons tous nos experts pour vous aider à les réaliser.

C'est sans doute cet engagement et cette implication qui nous ont permis d'être récompensés en 2020 pour la qualité de notre accompagnement dans la réalisation de vos projets*.

Rendez-vous sur [hsbc.fr/expert](https://www.hsbc.fr/expert)

LES TROPHÉES DE LA BANQUE
2020



SATISFACTION
CONSEILLER PROJET

par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com)



Nourrir vos ambitions

*Les Trophées de la qualité bancaire sont décernés par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com) (société du Groupe meilleurtaux.com). L'édition 2020 de cette étude a été réalisée online en association avec l'Institut Opinion Way, entre le 27 septembre et le 23 octobre 2019, sur un échantillon de 5035 Français bancarisés et représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. HSBC Continental Europe - Société anonyme au capital de 491 155 980 euros - SIREN 775 670 284 RCS Paris. Siège social : 38 avenue Kléber 75116 Paris. Banque et intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance - orias.fr) sous le n°07005894. Crédit photo : Getty Images.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Diplomatie : le bal des empires

p.26

L'Amérique ouvre le bal d'une semaine diplomatique intense et cette fois le monde, enfin une partie du monde, l'attend, sinon à bras ouverts au moins avec une relative bienveillance. À partir du 10 juin, Joe Biden entame sa première tournée officielle à l'étranger depuis son entrée à la Maison-Blanche. Au menu : un G7 au Royaume-Uni (avec une visite à la reine d'Angleterre), un sommet avec l'Union européenne, un autre avec l'Otan, et enfin une rencontre avec Vladimir Poutine. Ce n'est pas un hasard si le président américain a choisi d'effectuer son premier voyage en Europe. C'est lui qui en février avait lancé :

"L'Amérique est de retour. L'Alliance atlantique est de retour", à la conférence virtuelle de Munich sur la sécurité mondiale. Joe Biden avait alors révélé les grands axes de sa politique étrangère : coordonner une action multilatérale pour répondre à la pandémie de Covid-19, à la crise économique mondiale, à la crise climatique. S'appuyer, toujours, sur ses alliés européens pour faire face à la menace de la Russie et surtout contenir les ambitions de la Chine. Si Joe Biden a considérablement revu la façon dont l'Amérique se projette à l'extérieur (quand Donald Trump prônait *"l'Amérique d'abord"*), il est un dossier sur lequel il ne s'éloigne guère de son prédécesseur : c'est la Chine. Et à Genève, le 16 juin, il devra convaincre Vladimir Poutine de rester au moins neutre face aux velléités expansionnistes de Xi Jinping. Le projet de Pékin de réunification avec Taïwan, les grandes manœuvres

en mer de Chine, la guerre commerciale, la question des Ouïgours... les points de friction ne manquent pas et, malgré un précédent dossier consacré récemment à la pénurie de puces électroniques dans le monde (qui disait en creux déjà cette rivalité-là), nous avons décidé depuis des semaines de revenir sur la menace d'un conflit, bien réel, dans les prochaines années entre ces deux grandes puissances. Avec des articles américains, chinois et taïwanais. *"Dans le roman 2034 [2034 : A Novel of the Next World War, inédit en français], James Stavridis raconte comment la Chine et l'Amérique entrent en guerre en 2034, le conflit commençant par une bataille navale au large de Taïwan, et Pékin bénéficiant du soutien de ses alliés tacites, l'Iran et la Russie,* écrit Thomas Friedman dans le **New York Times**. *Ce que ce livre a d'inquiétant, c'est que quand je l'ai refermé et que j'ai ouvert le journal du jour, j'y ai retrouvé une grande partie de ce qui,*

selon ses auteurs, va se passer dans treize ans." Alors, fiction ou menace réelle ? C'est ce que nous tentons de décrypter dans ce dossier auquel nous avons ajouté, à l'annonce, tardive, du voyage de Biden, les articles sur son voyage en Europe. Taïwan est-il vraiment l'endroit le plus dangereux du monde, comme titrait récemment **The Economist** en une ? Va-t-on vers un conflit global comme l'affirme **The Diplomat** ? *"Les États-Unis se sont développés grâce aux crises et aux guerres qu'ils ont déclenchées ou auxquelles ils ont dû faire face",* écrit un universitaire chinois dans **Huanqiu Shibao**. Pour lui, pas de doute, les Américains cherchent à *"déplacer le centre de leurs opérations vers l'Asie de l'Est"*, où ils espèrent créer une sorte de nouvel Otan en entraînant leurs alliés européens. Le point de vue est clairement pro-chinois mais permet de mieux comprendre ce qui est vraiment en jeu. Plus nuancé, un ancien cadre

du Parti communiste chinois évalue dans **Duanchuanmei** (un site hongkongais) les risques d'une guerre dans le détroit de Taïwan. *"Que Pékin récupère ou non Taïwan par les armes dans les dix prochaines années dépendra également du coût à payer, comparé à celui d'un affrontement avec les États-Unis ou avec l'Occident dans son ensemble",* avance-t-il. Côté taïwanais, on se tient prêt. Pour le magazine de Taipei **Tien Hsia**, la Chine se prépare à une guerre éclair, seule façon pour elle d'éviter une intervention étrangère. A-t-elle les moyens de ses ambitions ? Pas sûr, affirme le journal, d'autant que les forces taïwanaises auraient selon lui les moyens de riposter. À voir.

En couverture :

Vladimir Poutine, Joe Biden et Xi Jinping. Dessin de **Pismestrovic**, Autriche, pour **Courrier international**. *Kylian Mbappé. Dessin de Glez, Burkina Faso.*



Sommaire



DESSIN DE MEDDY TANZANIE

MALI p.10

La guerre sans fin de la France

Cela fait presque dix ans que la France est entrée en guerre contre les terroristes au Mali. Et pourtant, les attaques sont plus nombreuses, la violence s'est étendue et la réputation des troupes françaises se ternit.

ISRAËL p.22

Un parti arabe au gouvernement : une première, et après ?

La Liste arabe unie de Mansour Abbas a accepté de faire partie du futur gouvernement israélien. Mais, pour **Ha'Aretz**, les contreparties ne sont pas à la hauteur des attentes des Arabes.

360° p.42

L'Angleterre, pays de craie

Sans le gigantesque bloc crayeux sur lequel ils reposent, les paysages anglais ne seraient pas ce qu'ils sont. Géologues et cartographes percent les secrets de ce sous-sol longtemps dédaigné, raconte **The Guardian**.

HISTOIRE P.50

Ainsi fut la Vespa

Il y a soixante-quinze ans, un ingénieur aéronautique italien a donné naissance à la célèbre "guêpe". Un récit du **Spiegel**.

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Ha'Aretz Tel-Aviv, quotidien. **Cicero** Berlin, mensuel. **Daraj** (daraj.com) Beyrouth, en ligne. **Duanchuanmei** (The Initium) (theinitium.com) Hong Kong. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **El Espectador** Bogota, quotidien. **Expert** Moscou, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Hakai Magazine** (hakaimagazine.com) Victoria (Canada), en ligne. **Huanqiu Shibao** (Global Times) Pékin, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **Panenka** Madrid, mensuel. **Le Pays** Ouagadougou, quotidien. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **Le Temps** Lausanne, quotidien. **Tien Hsia** (Commonwealth Magazine) Taipei, mensuel. **Vecernji List** Zagreb, quotidien.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. G7. Grande avancée contre l'évasion fiscale

D'un continent à l'autre

10. Mali. La guerre sans fin de la France

14. France. Pourquoi Paris devrait écouter les Franciliens

16. France. L'éolien offshore fait des vagues

18. Croatie. Ne touchez pas à mon vin !

19. Allemagne. La CDU soulagée après sa victoire lors d'un scrutin régional test

20. Colombie. À Cali, la bombe sociale a déjà explosé

22. Israël. Un parti arabe au gouvernement : une première, et après ?

24. Égypte. Le pervers brésilien et la vendeuse de papyrus

À la une

26. Diplomatie : le bal des empires

Transversales

38. Économie. OMC : les cent jours tambour battant de Ngozi Okonjo-Iweala

39. Climat. Le retour de la lutte des classes

40. Environnement. Contagion chez les saumons

41. Signaux. Artères vitales

360°

42. Géologie. L'Angleterre, pays de craie

46. Euro 2020. Les trois joueurs que l'Europe nous envie

48. Cinéma. "Nomadland", une belle leçon d'empathie

50. Histoire. Ainsi fut la Vespa



SUR NOTRE SITE

À suivre. Les deux pieds dans l'Euro 2020

Reporté d'un an à cause de l'épidémie de Covid-19, l'Euro 2020 commence ce vendredi 11 juin. Quelles sont les chances des Bleus? Faut-il remplir les stades, comme en Hongrie? Quel est le sens politique du maillot de l'Ukraine? Les réponses à ces questions sont sur notre site, où vous pourrez aussi retrouver le deuxième épisode de notre podcast *Les Mots des autres*. *Golazo, third half, Bananenflanke...* si vous ne parlez pas encore football, vous serez bilingue après l'avoir écouté.

Société. Comment réapprendre à dire non ?

Le magazine belge néerlandophone **Knack Weekend** revient sur la tendance de certains à vouloir toujours faire plaisir aux autres et à ne pas savoir dire non... Un comportement qui s'est apparemment renforcé tout en devenant plus difficile à vivre en ces temps de pandémie et d'injonctions contradictoires.

L'horoscope de Rob Breznsy Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NEWSLETTER

Sacrés Français



Nous vous invitons à découvrir notre nouvelle newsletter : Sacrés Français.

Chaque samedi, retrouvez ce que la presse étrangère a écrit de plus drôle, de plus grinçant, de mieux ou de pire sur nous, nos singularités, nos travers, ainsi que sur les débats qui agitent la France.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par *Courrier international SA*, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mai 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)
Responsable du numérique Jeffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Fatima Rizki (17 30), 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Benjamin Morante (Italie, 19 72), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Vincent Barros (Portugal), Carolin Lohrenz (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) AMÉRIQUES Bérandère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Marc Saghie (chef de service, 16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Anna Sylvestre-Trainer (chef de rubrique, 16 29), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie), MAGAZINE 360° Marie Bétouil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76), HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition, 16 65), Paul-Boris Bouzin (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérold, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Dialla Konate (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Julien Abiramia, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, François Burkard, Antoine Cuny-Le Callet, Marie Daoudal, Maddalena De Vio, Marion Doutreligne, Corinne Duqueyroux, Klara Durand, Isabelle Gabrion, Juliette Gache, Elorri Laborde, Armelle Lafferrerie, Pauline Le Troquier, Léna Loiseau, Dounia Mahieddine, Valentine Morizot, Blandine Mosnat, Astrid Mouget, Claire Olivès, Adrien Palluet, Anne Romefort, Valentin Scholz, Nina Schreier, Isabelle Taudière, Léo Thomas, Yuta Yagishita, Yutao Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75017 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicazzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque *Courrier international* David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (français) deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Hervé Bonnaud Responsable des ventes France et International Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemant (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 01 47 Service clients Abonnements *Courrier international*, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and December), by *Courrier international SA* c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to *Courrier international* c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

pefc-france.org

Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: Ptot = 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.



***Les victimes de cyber-harcèlement
ont besoin d'une assistance qui
ne soit pas virtuelle.***

Une assurance avec un suivi psychologique.



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Communication à caractère publicitaire.

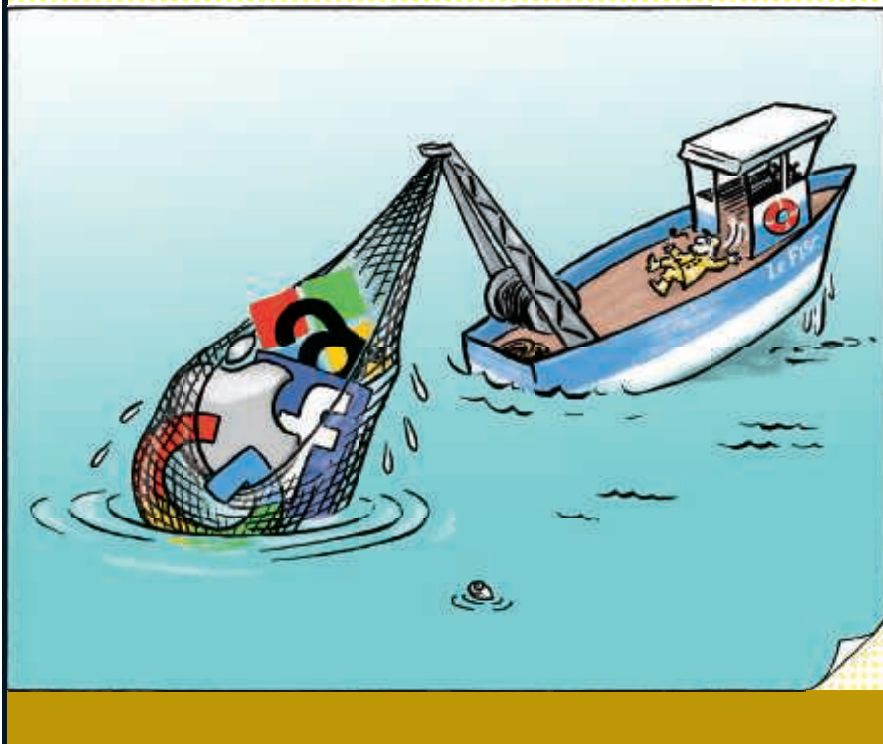
Assistance présente dans la formule « Optimal » de l'Assurance Habitation ou via l'option Assurance Scolaire. Contrat de BPCE ASSURANCES, Société Anonyme au capital de 61 996 212 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 350 663 860, entreprise régie par le Code des assurances ayant son siège social au 88 avenue de France 75641 Paris Cedex 13, et distribué par la Caisse d'Épargne. Voir limites, conditions et exclusions prévues dans les engagements contractuels en vigueur.

BPCE - Société anonyme à directeur et conseil de surveillance au capital de 173 613 700 euros - Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13 - RCS Paris N°493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orient.fr - ALTMANN + PACREAU - Crédit photo : Sandra Mehl.



G7. Grande avancée contre l'évasion fiscale

En s'accordant sur un impôt mondial d'au moins 15 % sur les sociétés, les pays du G7 marquent pour la première fois leur volonté de reprendre le contrôle des multinationales.



—The Guardian Londres

Le Guardian a révélé [le 3 juin] qu'une filiale irlandaise du géant de l'informatique Microsoft n'avait pas payé l'impôt sur les sociétés l'année dernière, malgré 315 milliards de dollars de profits [259 milliards d'euros]. Round Island One, qui perçoit les droits d'utilisation pour les logiciels Microsoft, est en effet domicilié aux Bermudes pour raisons fiscales. Les Bermudes ne taxant pas les entreprises, la seule somme reversée a pris la forme de dividendes exceptionnels pour les actionnaires de Microsoft, à hauteur de 55 milliards de dollars.

Ces dix dernières années, ces pratiques sans scrupules sont devenues monnaie courante. Mais [samedi 5 juin], les ministres des Finances du G7 ont décidé d'agir en s'attaquant à cette version dévoyée du capitalisme qui prive les États de centaines de milliards de livres de légitimes recettes fiscales. La fiscalité internationale des entreprises a été conçue il y a un siècle afin de protéger les multinationales des appétits des gouvernements et du risque d'être doublement imposées. Mais depuis la fin du xx^e siècle

et notamment avec l'avènement d'Internet, le rapport de force s'est inversé. À une époque de mondialisation effrénée, les géants des multinationales piochent comme bon leur semble dans les juridictions fiscales, mettent leurs profits à l'abri à l'étranger grâce à des montages financiers compliqués et utilisent leur influence pour faire jouer la concurrence fiscale.

Par conséquent, cet accord destiné à s'attaquer aux abus des grandes entreprises en matière de fiscalité, signé samedi en Cornouailles, marque un tournant. Le taux d'imposition minimal sur les entreprises – d'au moins 15 % – qui a été proposé mettrait un terme à ce que la ministre des Finances américaine Janet

Yellen décrit comme *“trente années de course effrénée pour réduire à peau de chagrin le taux d'imposition des entreprises”*. Cette mesure contraindrait également les paradis fiscaux, dont beaucoup sont des territoires d'outre-mer du Royaume-Uni, à agir en conséquence.

La deuxième partie de l'accord s'attache à réformer la fiscalité des multinationales. Et notamment à mieux prendre en compte le lieu où les entreprises comme Amazon, Google et Facebook font des affaires et

gagnent de l'argent, au-delà de leur domiciliation. Une mesure très attendue puisque les réalités économiques de l'ère du numérique font que les géants d'Internet pratiquent l'évasion fiscale depuis bien trop longtemps en toute impunité.

Cet accord sera discuté au sommet du G20 à Venise le mois prochain. Le diable va sans doute se nicher dans les détails. Ce minimum de 15 % n'est pas beaucoup plus élevé que les taux d'imposition déjà en vigueur dans des pays comme l'Irlande et la Suisse, et loin du taux de 21 % souhaité [initialement] par Joe Biden, le président américain. Néanmoins, un important principe de coopération entre les États a été formulé, marquant la reprise du contrôle des politiques sur les milieux des affaires mondialisés et leurs manœuvres.

Ce changement de cap soudain est le fruit de plusieurs facteurs. Les déficits accumulés par les gouvernements à cause de la pandémie de Covid-19 et l'explosion des profits des géants de la tech pendant les confinements successifs ont donné à réfléchir en Europe. Aux États-Unis, Biden est déterminé à taxer davantage les entreprises afin de financer la reprise économique et son plan de relance de 2300 milliards de dollars. Le départ de Donald Trump a également joué en faveur d'un consensus. Par conséquent, l'équilibre des pouvoirs entre les grandes multinationales et les gouvernements est en train de basculer en faveur de ces derniers. Le ministre des Finances allemand, Olaf Scholz, a qualifié cet accord d'*“excellente nouvelle pour la justice fiscale et la solidarité, et [d]e mauvaise nouvelle pour les paradis fiscaux”*. Certes il y a lieu de se réjouir, mais il reste encore un long chemin à parcourir pour contraindre les grandes entreprises à payer leur juste part. —

Publié le 6 juin



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Retrouver sur notre site la “controversé” : **“L'Irlande doit-elle se résoudre à taxer davantage les entreprises?”** Après la validation du principe d'un impôt mondial sur les sociétés fixé à 15 % minimum, pour l'heure, Dublin résiste, le pays ayant attiré depuis des années sur son territoire de nombreuses multinationales, comme Google et Apple, grâce à un taux particulièrement faible de 12,5 %.

✓ Dessin de **Bénédicte** paru dans **24heures**, Lausanne.

CONTREPOINT

Mauvaise nouvelle pour les entreprises

● L'accord du G7 Finances conclu le 5 juin pour un taux d'imposition commun sur les multinationales à 15 % est une *“mauvaise nouvelle”* pour l'économie, et *“particulièrement pour les États-Unis”*, selon un éditorial du **Wall Street Journal**. Ce *“nivellement”* de la fiscalité sur les sociétés étouffera *“la concurrence fiscale”*, élément fondamental depuis les années 1980 pour la croissance, l'innovation et la création d'emplois, estime le quotidien libéral. La stratégie lancée par Joe Biden, qui entend éviter toute perte de compétitivité américaine en appelant à un *“taux minimum d'imposition commun, est vouée à l'échec”*. *“Il faudrait une crise mondiale ou deux”* avant que l'harmonisation atteigne le niveau voulu par le président démocrate. Son plan de relance de l'économie s'appuie sur la hausse des impôts domestiques. *“Les entreprises américaines seront fortement désavantagées, jusqu'à ce que d'autres pays acceptent de paralyser leurs propres entreprises”*, ajoute le journal. Et à mesure que les réalités de l'accord se précisent, l'espoir que la politique fiscale des États-Unis n'ait pas de conséquences fâcheuses pour leurs entreprises s'amenuise. *“Les travailleurs, les consommateurs et les actionnaires américains en paieront le prix.”* Surtout, critique le **WSJ**, alors que le monde peine à sortir de la pandémie, *“plutôt que de se concentrer sur la croissance”*, les dirigeants des sept pays les plus riches ont *“conclu un accord fiscal au profit des gouvernements”*. Ils ont préféré remplir les caisses de leurs États endettés par la lutte contre le Covid-19 plutôt que soutenir l'activité des entreprises. —

Le maillot de la discorde



UKRAÏNE — “Gloire aux héros ! dans les stades d’Europe”, titre le 8 juin **Oukraïna Moloda** en reprenant un

des slogans qui ornent la nouvelle tenue de la sélection ukrainienne, engagée dans l’Euro 2021. Sur la photo, l’attaquant Andriy Yarmolenko apparaît vêtu de ce maillot sur lequel figure également une carte du pays “englobant la Crimée occupée”. De quoi provoquer l’ire de certains politiciens en Russie, raconte le quotidien de Kiev. À Moscou, des appels ont été lancés pour que l’UEFA interdise aux hommes d’Andriy Chevtchenko d’arborer cet équipement.

Sur écoute

AUSTRALIE — Plus de 220 personnes arrêtées, 3,7 tonnes de drogue, 104 armes et 45 millions de dollars australiens en espèces (29 millions d’euros) saisis : c’est le bilan australien d’une opération internationale impliquant plus de 4 000 policiers, rapporte le 8 juin le **Sydney Morning Herald**. Le coup de filet a été déclenché par les polices de plusieurs pays d’Europe, des États-Unis, d’Australie et de Nouvelle-Zélande, qui ont décodé pendant trois ans des milliers de communications cryptées au sein de réseaux criminels utilisant une application baptisée “ANoM”, qui était en fait contrôlée par le FBI.

Comme l’éclair

CROATIE — Son nom : Nevera, en référence aux tempêtes soudaines qui balaient la mer Adriatique. Son concepteur : Ante Rimac, 33 ans, surnommé “l’Elon Musk croate”. Sa puissance : 1 914 chevaux qui lui font atteindre 100 km/h en 1,85 seconde et 412 km/h en vitesse de pointe. “Un véritable missile électrique”, résume le site croate **Telegram** après la présentation, le 1^{er} juin, du bolide, le plus rapide du monde. Disposant d’une autonomie de 650 kilomètres, cette voiture, produite à 150 unités pour une première série, sera vendue au prix de 2 millions d’euros.

Et vogue le navire



ITALIE — “Célébrations et contestations pour le retour des géants des mers”, titre l’édition locale du **Corriere della Sera** le 6 juin. La veille, sous les sifflets des uns et les vivats des autres, le **MSC Orchestra** (92 000 tonnes, 294 mètres de longueur, 60 de hauteur) a inauguré le retour des paquebots à Venise. Ils y étaient interdits depuis dix-sept mois. En attendant la construction d’un terminal extérieur, ces bateaux de croisière pourront revenir dans la lagune. Mais – maigre consolation pour ceux qui y sont opposés – seuls trois passages par semaine sont prévus contre... 530 au total au cours de l’été d’avant pandémie.

→ Andrés Manuel López Obrador. Dessin de **Cajas** paru dans **El Comercio**, Quito.

MEXIQUE

López Obrador gagne... tout en perdant

Selon les résultats préliminaires du 7 juin, le parti du président de gauche perd sa majorité absolue à la Chambre des députés mais reste en tête grâce à ses alliés.

Le Mexique votait dimanche 6 juin pour de “mégaélections” : les électeurs se sont rendus aux urnes pour renouveler la totalité des 500 députés, la moitié des postes de gouverneurs des États fédérés ainsi que pas moins de 20 000 élus locaux, notamment les maires et les conseillers municipaux. Selon les résultats préliminaires fournis par l’Institut national électoral le 7 juin, **Morena** (Mouvement de régénération nationale), le parti du président Andrés Manuel López Obrador – dit **Amlo** –, perd la majorité absolue des 256 députés qu’il détenait depuis 2018. Il pourrait même perdre jusqu’à une cinquantaine de sièges.

Cependant, le parti du président peut espérer conserver une majorité absolue

en s’appuyant sur ses fidèles alliés depuis 2018, les Verts (en forte hausse) et le Parti du travail, qui atteignent à eux deux environ 80 sièges. “On peut donc gagner... tout en perdant”, souligne le quotidien **El Financiero**. Dans un commentaire, le quotidien **Milenio** écrit : “La réalité est que le parti au pouvoir n’a pas obtenu les résultats attendus... mais cette situation n’a rien d’inédit, comme le montre l’histoire électorale récente de notre pays. Le vote sanction lors des élections de mi-mandat a toujours eu pour conséquence de faire perdre sa majorité

au gouvernement en place. Cette fois, **Morena** se retrouve avec une simple majorité.”

De leur côté, les trois principaux partis de l’opposition, alliés pour l’occasion, voient tous leur nombre de sièges augmenter. Tant le Parti d’action nationale (PAN) que le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et le Parti de la révolution démocratique (PRD). “Bienvenue à l’opposition”, commente **Milenio**, qui explique : “L’événement principal du scrutin, c’est que l’opposition a fait sa réapparition sur la scène politique. Lors de la première moitié du mandat de ce gouvernement, l’opposition était inexistante ou presque, comme si le pays vivait dans une espèce de réalité parallèle où seul existaient le président, le parti dominant **Morena** et ses alliés au Congrès, [...] et où cette force politique paraissait à la fois omniprésente, redoutable et inattaquable.”

“Ce n’est pas que les partis, les députés ou les gouverneurs d’opposition avaient disparu, poursuit le journal. Mais ils avaient été mentalement et politiquement écrasés par le rejet de l’électorat, en 2018, et l’ascension de López Obrador, et ils avaient cédé tout le terrain au vainqueur.”

De son côté, **El País México** insiste dans son éditorial sur la perte de la majorité qualifiée d’Amlo (deux tiers des députés), qui lui permettait de modifier la Constitution : “Les élections contrarient les ambitions du président et le privent de sa majorité qualifiée au Congrès. S’il veut changer les structures de l’État, il lui faudra avoir recours à la négociation, un procédé auquel il est allergique.”

— **Courrier international**



74,7%

C’EST LE TAUX DE CHÔMAGE CHEZ LES SUD-AFRICAINS DE MOINS DE 25 ANS, selon les chiffres que vient de dévoiler **StatsSA**, l’agence statistique sud-africaine. “L’administration du président **Cyril Ramaphosa** accumule de nombreux records, mais pas le genre qui devrait plaire aux électeurs en cette année électorale”, résume le **Daily Maverick**. La génération des **born free**, ces enfants nés après la fin de l’apartheid, essuie les conséquences les plus visibles de l’état désastreux de l’économie sud-africaine, durement secouée par des mesures de confinement particulièrement strictes.

↳ Dessin de De Angelis,
Italie.

Voiture-bélier



CANADA — “Un acte prémédité motivé par la haine”, titre le **National Post** le 8 juin en reprenant les propos

du chef de la police de London, dans l'Ontario. Dans la soirée du 6 juin, un homme de 20 ans, au volant d'un pick-up, a foncé sur une famille musulmane. Trois adultes et une adolescente sont morts, un garçon de 9 ans a été hospitalisé. Le suspect a été interpellé. L'attaque a ravivé le souvenir douloureux d'une fusillade de masse dans une mosquée de Québec en janvier 2017.

Confusion vaccinale

INDE — Alors que l'épidémie de Covid-19 recule à grande vitesse en Inde, avec désormais moins de 100 000 cas détectés par jour, contre plus de 400 000 mi-mai, Le Premier ministre Narendra Modi a opéré une énième volte-face sur la vaccination le 7 juin. Le dirigeant nationaliste a recentralisé les achats de vaccins, un mois après les avoir confiés aux régions, et il a promis de rendre les doses gratuites pour tous, comme le réclamait l'opposition. “Le chaos et la confusion qui règnent autour du sujet rendaient le changement absolument nécessaire”, estime l'**Hindustan Times**.

Quasi-extinction

PALÉONTOLOGIE — Le film *Les Dents de la mer* a failli ne jamais exister. Une étude, parue le 4 juin dans **Science** et relayée par **New Scientist**, suggère que les requins, apparus il y a plus de 400 millions d'années, ont subi une extinction massive il y a 19 millions d'années, qui aurait causé la disparition de 99 % d'entre eux. Les auteurs américains de l'étude sont parvenus à cette conclusion après avoir analysé 1 300 denticules de requins (écailles à base d'émail), dont le nombre et la diversité ont brutalement chuté à cette période. L'origine de cette hécatombe reste inconnue.

BURKINA FASO

Un démenti sanglant au retour de la paix

Le 4 juin, le Burkina Faso a vécu sa pire attaque terroriste depuis 2015. Un désaveu pour le gouvernement, estime ce quotidien burkinabé. Il dénonce l'inaction des forces armées, qui opéraient pourtant dans la zone.

— **Le Pays Ouagadougou**

Le décompte macabre se poursuit. Cent quarante ! C'est le bilan provisoire officiel de civils froidement exécutés par des Hommes armés non identifiés (Hani) dans le village de Solhan, le 4 juin. [Dans ce village situé au nord-est du Burkina Faso, non loin de la frontière avec le Niger, le bilan serait de 160 morts selon des sources locales le 7 juin.] L'on se serait cru dans un film d'horreur si l'on n'était pas dans un pays du Sahel où des fanatiques, sous l'emprise de la drogue, ont décidé de défier la raison humaine en profitant des vastes espaces du désert qu'ils ont transformés en cimetières.

Au-delà de ces chiffres qui font froid dans le dos, la première question qui se pose est la suivante : que visent ces hommes sans foi ni loi

qui ont perpétré le massacre de Solhan ? Par son ampleur, c'est le pire depuis 2015, date à laquelle le Burkina a basculé dans l'œil du cyclone terroriste ?

À défaut d'être dans le secret des fous d'Allah, on ne peut que se risquer à émettre des hypothèses. La première est que les assaillants ont voulu apporter un démenti sanglant à l'armée nationale alors qu'il y a peu, le ministre de la Défense, Chérif Sy, annonçait le retour de la paix dans cette province.

La deuxième hypothèse est que ce massacre vient comme une action de représailles contre des populations accusées par les groupes armés de complicités avec les Forces de défense et de sécurité. [Selon les premières informations, les assaillants ont d'abord attaqué le poste des Volontaires pour la défense de la patrie, des supplétifs de l'armée, avant d'entrer dans le village et de s'en prendre à la population.]

Une troisième hypothèse enfin pourrait s'inscrire dans la logique de prédation des ressources naturelles par les groupes armés. On le sait, en effet, Solhan dispose d'un important site aurifère qui doit faire l'objet de convoitises de la part des bandes armées qui n'hésitent pas à exploiter les ressources minières des zones sous coupe réglée, faisant ainsi de l'exploitation de l'or l'une des sources importantes de financement du terrorisme dans les pays du Sahel. L'enjeu du massacre serait donc de semer le chaos propice à l'exploitation illégale et illicite



des gisements aurifères pour alimenter la contrebande qui alimente à son tour le terrorisme en Afrique de l'Ouest.

Mais comment les criminels sont-ils arrivés à concrétiser leur funeste dessein ? La question n'est pas saugrenue quand on sait que l'armée burkinabée dispose d'un détachement à quelques encablures de Solhan. Et quid des troupes du G5 Sahel et de la force française Barkhane qui ont pris pied dans cette zone appelée “le triangle de la mort” ? [La zone dite des “trois frontières” entre le Burkina Faso, le Niger et le Mali concentre les attaques terroristes depuis plusieurs mois.]

Ces interrogations sans réponse laissent croire qu'il y a un malaise au sein des Forces de défense et de sécurité du Burkina Faso tant le manque de réaction est palpable. Et si la cohésion au sein de la grande muette est mise en cause, alors cette question : le pays est-il gouverné ? On a des raisons sérieuses d'en douter d'autant que le Premier ministre a dit ne pas disposer de stratégie pour contrer l'insécurité.

Le chef de l'État doit sortir de son légendaire sommeil. Ses concitoyens commencent à ne plus avoir foi en sa parole.

Toutes ces inquiétudes rappellent la nécessité de repenser en profondeur la stratégie de défense et de sécurité et cela, sans délais. L'urgence est là surtout avec les contrecoups de la suspension des patrouilles conjointes avec le Mali voisin décidée par la France et de la suspension de la coopération militaire par les Américains [à la suite du nouveau coup d'État au Mali - lire pages 10 à 12]. Il nous faut donc, après que le seuil de l'horreur a été franchi, nous poser les bonnes questions pour trouver les bonnes solutions. Le chef de l'État, Roch Marc Christian Kaboré, en premier, doit sortir de son légendaire sommeil pour jouer les premiers rôles dans cette impérieuse introspection.

Il y va de son propre intérêt car ses concitoyens commencent à ne plus avoir foi en sa parole. En effet, pendant qu'il annonçait des opérations de ratissage pour retrouver et neutraliser les meurtriers de Solhan, les assaillants sont revenus à la charge en pillant et incendiant tout sur les lieux du drame.

En attendant que soit revue la politique de défense et de sécurité nationales, l'armée burkinabée se doit de laver son honneur. À défaut d'avoir pu prévenir l'hécatombe, elle doit démasquer les bourreaux de Solhan pour les envoyer vider leur contentieux avec leurs victimes dans l'au-delà.—

Publié le 6 juin

Un gentleman cambrioleur, des servantes écarlates, un été à sensations.

Livebox Up
Fibre
Série Limitée

OCS + **NETFLIX**

39 €99
/mois

pendant 12 mois
au lieu de 70,98€/mois

Livebox Up Fibre Série Limitée : Fibre + TV + OCS + Netflix

Le prix comprend l'offre Livebox Up à 29,99€/mois avec 15€ de remises et 5€ remboursés (au lieu de 49,99€/mois)⁽¹⁾ et le Pack OCS+Netflix Standard HD à 10€/mois⁽²⁾ (au lieu de 20,99€/mois).

Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine du 3 juin au 18 août 2021, sous réserve d'éligibilité, pour toute 1^{re} souscription Internet avec changement d'opérateur. Engagement 12 mois. Frais d'activation du décodeur : 40€. L'accès au service Netflix Standard HD (2 écrans simultanés) nécessite une création et une activation auprès de Netflix. Frais de résiliation Livebox : 50€.

(1) Remboursement différé sur facture avec changement d'opérateur après le 03/04/2021 (détail et formulaire sur odr.orange.fr). (2) Remise exclusivement valable pour toute 1^{re} souscription. Perte de la remise en cas de changement d'offre ou de résiliation.

orange™

d'un
continent
à l'autre.

afrique



France	14
Europe	18
Amériques.....	20
Moyen-Orient...	22

Mali. La guerre sans fin de la France

Cela fait presque dix ans que la France est entrée en guerre contre les terroristes au Mali. Aujourd'hui, le bilan est bien maigre. Les attaques sont plus nombreuses, la violence s'est étendue et la réputation des troupes françaises se ternit. La guerre est-elle de fait perdue ?

—Der Spiegel *Hambourg*

Ils s'étaient retrouvés pour faire la fête. Une centaine de personnes s'étaient rassemblées en janvier à l'orée du village de Bounti, au Mali, en Afrique de l'Ouest, pour célébrer des noces. Beaucoup étaient assises sur des nattes à l'ombre et buvaient du thé. Le banquet allait être servi lorsque des avions de chasse français ont surgi dans le ciel, raconte un des invités, Madabbel Diallo, berger de 71 ans.

Aussitôt après, Madabbel a entendu une explosion, puis une seconde. Tout ce dont il se souvient ensuite, c'est de s'être retrouvé étendu sur le sol, grièvement blessé, les jambes en sang. Certains invités avaient les membres en charpie. Un homme était éviscéré. Des gens, accourus du village, ont amené Madabbel à la clinique de la ville la plus proche.

Quelques jours plus tard, il est encore sous le choc tandis qu'il raconte l'attaque au téléphone. À la clinique, il partage sa chambre avec son cousin, Mamoudou Diallo, blessé lui aussi pendant la frappe. Trois de ses neveux ont trouvé la mort. "Les gens ramassaient les bras, les jambes et les têtes arrachés, ils les jetaient dans un trou et les enterraient", confie-t-il.

En tout, la frappe de l'armée française sur Bounti a fait 22 morts. Paris affirme que les victimes sont exclusivement des terroristes islamistes, que la France combat au Mali. Or, Madabbel et Mamoudou Diallo ainsi que six autres témoins oculaires de la frappe, interviewés séparément par le *Spiegel*, contredisent

cette version. "Ce n'étaient pas des djihadistes, dénonce Madabbel Diallo. Personne n'avait d'arme, même pas un couteau." Aliou Barry, un fermier, se plaint : "Nous étions en train de célébrer un mariage. Ils sont venus en avion puis nous ont bombardés."

Les enquêteurs de la mission de maintien de la paix des Nations unies au Mali (Minusma) sont du même avis. C'est vrai, trois personnes dont l'appartenance au groupe djihadiste Katiba Serma a pu être établie se trouvaient parmi les morts, peut-on lire dans le rapport d'enquête, mais toutes les autres victimes étaient des civils [la Katiba Serma, qui opère dans le centre du Mali, a prêté allégeance à l'une des organisations les plus

"Nous étions en train de célébrer un mariage. Ils nous ont bombardés."

Madabbel Diallo,
HABITANT DE BOUNTI

puissantes du Sahel, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, dirigé par Iyad ag Ghali]. François Lecointre, le chef d'état-major français, parle de "manipulation". Si l'armée partageait l'enregistrement vidéo des drones, cela dédouanerait peut-être ses soldats. Mais elle [s'y] refuse, en invoquant le secret militaire.

La frappe de Bounti braque les projecteurs sur un conflit qui se déroule pour l'essentiel à l'abri des regards. Voilà plus de huit ans que la France mène une intervention militaire au Mali. Ce qui n'était en janvier 2013 qu'une opération de faible envergure contre des insurgés djihadistes (qui sévissaient surtout dans le nord du Mali) a fini par devenir une des plus longues guerres de l'histoire récente de l'Hexagone. Plus de 5 000 hommes ont été déployés par Paris dans le cadre de l'opération Barkhane, au Mali et dans les pays voisins, soit un tiers des troupes de l'armée française à l'étranger, ce qui n'a pas empêché les djihadistes d'essayer dans une grande partie du Sahel, au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Emmanuel Macron a demandé à plusieurs reprises à des pays tiers, dont l'Allemagne, de renforcer leur implication dans la traque des djihadistes.

Paris dit vouloir mettre un coup d'arrêt à l'offensive islamiste au



↓ Dessin de Khalid,
Maroc.



11 ← dissimule sciemment des attaques sur des civils. Il ressort ainsi d'un document interne de Barkhane, que le *Spiegel* a pu consulter, que les soldats français ont abattu en mai de l'année dernière un homme qui circulait à moto dans un village du centre du Mali et qu'ils avaient pris, à tort, pour un kamikaze. Au lieu de faire rendre des comptes aux militaires concernés, la France a indemnisé en catimini les proches de la victime. L'absence d'enquête sur de possibles crimes de guerre pousse les gens dans les bras des djihadistes, prévient Bréma Ely Dicko, anthropologue et conseiller du gouvernement malien.

Pendant ce temps, Paris s'efforce d'associer plus étroitement l'armée malienne à Barkhane. Depuis 2014, les Français disent avoir formé 18 000 soldats maliens. Mais les forces maliennes restent sous-équipées, désorganisées, et souvent surclassées par les djihadistes. En outre, les observateurs dénoncent régulièrement des violations des droits de l'homme commises par les soldats maliens. L'armée française dit former leurs alliés

sur la bonne manière de traiter les civils. "On leur explique qu'on ne lave pas une souillure par une autre souillure", révèle Serge Camus, le chef de Barkhane à Gossi, dans le nord-est du Mali. Reste que, l'année dernière, les forces de sécurité ont fait plus de morts que les terroristes au Sahel.

À Boulkessi, à la frontière du Burkina Faso, l'armée malienne tient une base qui s'est étoffée avec le concours de la France. Pourtant,

à Boulkessi et ses environs, les forces de sécurité maliennes ont fait plus de victimes civiles que dans les autres régions du Mali, d'après les informations de l'ONG Acled – 153 rien que sur ces trois dernières années. Tidiani Diallo, un ado de Boulkessi, a vu les soldats maliens faire irruption dans la ville en 2018, supposément pour venger la mort d'un des leurs. Ils ont tiré sur les habitants à l'aveuglette, raconte-t-il. Puis ils ont

arrêté le chef du village et l'imam et leur ont dit : "On vous a dit que, si l'un d'entre nous mourait, on tuerait 20 des vôtres."

"Comme des sacs de riz". En janvier, les soldats maliens et français ont conduit une opération conjointe autour de Boulkessi. Ils ont déboulé dans plusieurs maisons, à la recherche de terroristes. Quatre hommes ont été arrêtés. Les soldats maliens les ont jetés "comme des sacs de riz" dans un véhicule, raconte un témoin. Le lendemain, deux d'entre eux étaient retrouvés morts, un troisième est revenu à Boulkessi après quinze jours de prison, et on est sans nouvelles du quatrième à ce jour. Entre-temps, tous les habitants de Boulkessi ont fui.

Le côté sombre de l'intervention française au Mali se déroule pour l'essentiel à l'abri des regards. Les Français reçoivent surtout les bonnes nouvelles, les victoires, le nombre de terroristes éliminés par leur armée. Et les forces maliennes ne se voient pour ainsi dire jamais demander de comptes pour leurs crimes de guerre présumés.

Au Mali, l'intervention française commence à hérissier l'opinion. En début d'année, des manifestations ont éclaté à Bamako contre la France. Les militaires français ne sont plus seulement considérés comme des

Les auteurs

Journalistes et chercheurs indépendants, les auteurs de cet article sont tous des spécialistes de l'enquête et de l'Afrique. Pour les uns experts sur le Mali, pour d'autres spécialistes des questions militaires ou encore de l'investigation à partir de fuites de documents confidentiels, ils ont mis leurs spécialités respectives en commun. Cet article dans le est le fruit de leur travail.

protecteurs, mais souvent, aussi comme des occupants.

Emmanuel Macron lui-même semble avoir des doutes sur l'opération Barkhane. En janvier 2020, il a menacé de retirer ses troupes au Sahel lors d'un sommet avec des chefs d'États d'Afrique de l'Ouest... avant d'étoffer le contingent sur place. Depuis le dernier putsch [fin mai], il est encore plus difficile de justifier l'opération. Dans une interview, le président français a expliqué en des termes qui n'ont jamais été plus clairs qu'il ne soutiendrait pas de gouvernement sans légitimité démocratique. Le 3 juin, il a suspendu la collaboration avec l'armée malienne. Une décision toutefois "temporaire et réversible", a-t-il dit. Son chef d'état-major, François Lecointre, a prédit que la lutte européenne contre l'extrémisme islamiste allait encore durer une dizaine d'années.

— Emmanuel Freudenthal,
Patricia Huon, Youri van der Weide, Héli Nsaibia,
Maximilian Popp, Matthias Gebauer et Britta Sandberg
Publié le 4 juin

Enquête réalisée avec le soutien du fonds Investigative Journalism for Europe.

Réactions

Le désengagement français, une insulte

●●● Emmanuel Macron avait menacé. Il l'a fait. Après le nouveau coup d'État, le président français a annoncé le 3 juin la suspension de sa coopération militaire bilatérale avec Bamako. Paris estime qu'il ne peut pas rester "aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique". L'annonce a provoqué la colère de certains éditorialistes du pays, et est en mesure de susciter des incompréhensions de la part des populations, alors qu'au Tchad le même président français a adoubé la prise de pouvoir

de force du fils d'Idriss Deby [en avril 2021]. "Cette attitude de Paris n'est pas que de la mauvaise plaisanterie contre le peuple malien mais une insulte [...]. Quelle arrogance !" s'écrie **L'Aube**. C'est une décision "rude", constate **Le Djely** en Guinée. "Voilà que, subitement, la France abandonne le Mali et le Sahel en pleine rade." Pas tout à fait. Barkhane reste déployée mais la France exprime de plus en plus sa volonté de se désengager. Reste que, alors que les violences s'étendent et s'accroissent, son départ semble pour l'instant impossible.

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

FAUCONIER
Courrier international

VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

Un tour du globe des solutions les plus innovantes pour nos déplacements



BIENTÔT DES AVIONS ZÉRO ÉMISSION PROPULSÉS À L'HYDROGÈNE

LE GÉANT DE L'AÉRONAUTIQUE AIRBUS S'EST ENGAGÉ À FAIRE VOLER DES AVIONS À L'HYDROGÈNE D'ICI À 2035. CETTE ANNONCE INTERVIENT APRÈS LE LANCEMENT DE L'ALLIANCE EUROPÉENNE POUR L'HYDROGÈNE PROPRE PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE.

Le projet ZEROe, lancé par Airbus, a pour objectif de présenter plusieurs avions à hydrogène. Le modèle retenu décollera d'ici à 2035. L'avionneur estime que ce nouveau carburant remplacera le kérosène, conduisant à terme à une aviation sans émissions.

En septembre 2020, Airbus a dévoilé trois avions à hydrogène. Le premier, doté d'hélices, est capable de transporter une centaine de passagers sur environ 2000 kilomètres. Le second, un jet, peut transporter 200 passagers deux fois plus loin.

Les deux ressemblent à des avions déjà existants, mais le troisième avion de ZEROe est composé d'ailes mixtes d'aspect futuriste et se démarque de manière frappante des modèles commerciaux d'aujourd'hui.

Le géant de l'aéronautique affirme que cette troisième conception pourrait être capable de transporter plus de passagers sur une plus longue distance que les deux autres. Pour l'instant, peu de détails ont été publiés. Les trois modèles sont des hybrides à hydrogène, ce qui signifie qu'ils sont alimentés par des moteurs qui brûlent de l'hydrogène liquide comme carburant, et génèrent également de l'électricité via des piles à hydrogène.

PRODUIRE DE L'HYDROGÈNE BON MARCHÉ DEVIENT POSSIBLE

À l'heure actuelle, la majeure partie de la production d'hydrogène à grande échelle repose sur les combustibles fossiles, en particulier le méthane. L'hydrogène vert est, quant à lui, produit en plus petites quantités grâce à un processus appelé électrolyse. Il s'agit de décomposer de l'eau en dioxygène et en dihydrogène. Le tout à partir d'une électricité renouvelable. Jusqu'à présent, ce processus était long et coûteux. Récemment, une équipe de chercheurs australiens a trouvé le moyen



© CREDIT AIRBUS

d'accélérer l'électrolyse grâce à des métaux bon marché et abondants tels que le fer et le nickel. L'autre solution, étudiée par l'avionneur américain Boeing, repose sur le carburant d'aviation durable. Il s'agit d'un mélange élaboré à partir de déchets végétaux, de déchets domestiques recyclés ou d'huile de cuisson usagée, qui est directement utilisé dans les modèles actuels.

La course à l'aviation sans kérosène est lancée entre les deux géants aéronautiques. L'industrie est sur la bonne voie pour atteindre son objectif de réduire de 50 % les émissions de dioxyde de carbone d'ici à 2050 par rapport au niveau de 2005. ●

QUAND LES TAXIS CIRCULENT À L'HYDROGÈNE

Faire circuler des véhicules qui ne rejettent que de l'eau a longtemps été une idée de science-fiction. Aujourd'hui, c'est une réalité dans laquelle Toyota joue un rôle majeur. Le secteur des taxis en particulier a déjà entamé sa mue. La plus grande flotte de taxis à hydrogène au monde - exploitée par Hype - est entièrement composée de Toyota Mirai et connaît une expansion rapide. En rachetant SLOTA, un opérateur historique de taxis parisiens, HysetCo prévoit le remplacement progressif de 600 véhicules diesel par des véhicules zéro-émission !



france

Régionales. Pourquoi Paris devrait écouter les Franciliens

L'Île-de-France est l'un des territoires délaissés par la classe politique. Pourtant, la vie dans les zones périurbaines est pleine de leçons, estime cet hebdomadaire britannique.



—The Economist Londres

Au milieu des champs du Val-d'Oise, au cœur d'un parc naturel régional, La Chapelle-en-Vexin pourrait se distinguer par son église du ^{xix}^e siècle, mais non : ce qui frappe d'emblée le nouvel arrivant, ce sont ces maisons neuves à un étage, au toit de tuiles percé de lucarnes, et entourées d'un jardin aux haies bien taillées. Des lotissements qui sont la version française de la banlieue résidentielle américaine : de l'espace pour les enfants, un barbecue en dur et – c'est crucial – un stationnement fermé. Dans ce village de 333 habitants, une maison sur plan de 3 chambres avec garage se négocie 260 000 euros – autant qu'un studio sans charme dans le centre de Paris. La Chapelle-en-Vexin n'est qu'à 65 kilomètres des

grands boulevards de la capitale française. Les deux communes font partie de la même région, l'Île-de-France. Pourtant, les habitants de l'une et de l'autre ne pourraient avoir des préoccupations plus éloignées.

Le Réseau express régional (RER) ne va pas jusqu'à La Chapelle-en-Vexin, dont 85 % des habitants prennent la voiture pour aller travailler. Les villageois s'inquiètent de la pollution. Ici, on aimerait faire construire une route de contournement pour dévier la circulation qui passe par le centre

“Nous ne nous sentons pas proches de Paris. Nous sommes oubliés.”

Joëlle Valençon,
MAIRE DE
LA CHAPPELLE-EN-VEXIN

de la commune. Mais les routes sont au cœur du quotidien. On fait ses courses en voiture, à l'hypermarché. Personne dans le village ne va travailler à vélo. “Nous ne nous sentons pas du tout proches de Paris”, confirme la maire, Joëlle Valençon. Nous sommes un peu oubliés.”

Paris et ses 2,2 millions d'habitants ne pèsent pas très lourd dans une région de 12,2 millions d'âmes. De 3 à 4 millions de Franciliens vivent dans la périphérie semi-rurale de la région. Là, 87 % des déplacements se font en voiture, et l'on se sent à des années-lumière des enjeux parisiens. Dans la capitale, dirigée par Anne Hidalgo, une socialiste soutenue par les écologistes, la politique tourne de plus en plus autour de concepts du genre vélo en libre-service, piétonnisation, végétalisation des espaces bétonnés et agriculture urbaine sur les toits. Paris aspire à devenir une “ville du quart d'heure”, concept développé par l'urbaniste Carlos Moreno : il s'agit de faire en sorte que chacun ait accès à tout le nécessaire du quotidien (école, travail, commerces, lieux de pratiques sportives, cafés) à moins de quinze minutes à pied de son domicile ou de cinq minutes à vélo. “Personnellement, je vis déjà dans la ville des deux minutes”, se félicite un Parisien heureux locataire d'un vélo électrique.

Ce fossé entre Paris et les confins de l'Île-de-France a des implications politiques. D'abord pour Anne Hidalgo, qui envisage de se présenter à la présidentielle de 2022 mais qui, avec son image de croisée antivoitures, peine à séduire au-delà du périphérique. La rocade parisienne construite il y a un demi-siècle est aujourd'hui un symbole en béton, au propre comme au figuré, de la fracture entre la capitale et sa banlieue. De fait, la vie dans les lotissements de la périphérie francilienne ressemble davantage à celle des villes et villages en région qu'au quotidien dans Paris intra-muros.

Ces intérêts divergents expliquent aussi en partie pourquoi la volonté de simplifier le millefeuille de collectivités concurrentes qui se répartissent les prérogatives à Paris et dans la région ne porte guère ses fruits. En l'état, les instances parisiennes semblent plutôt satisfaites de ne pas avoir à s'occuper des banlieues difficiles, dont les HLM à l'architecture

brutaliste se dressent tout autour de la capitale. Quant aux communes semi-rurales, elles sont plus négligées encore. “Depuis trente ans, la croissance de la capitale bénéficie à la banlieue proche, et le contraste avec la grande périphérie n'a fait que s'aggraver”, constate Aurélien Delpirou, de l'École d'urbanisme de Paris.

Dans ces confins du Grand Paris s'exprime aussi une mise en garde politique. Aux élections européennes de 2019, le vote écologiste s'était concentré à Paris intra-muros. Une grande partie de l'électorat périurbain avait en revanche jeté son dévolu sur le Rassemblement national, le parti populiste de Marine Le Pen. Comme l'a montré le démographe Hervé Le Bras, plus on habite loin d'une gare, plus on est susceptible

Plus on habite loin d'une gare, plus on est susceptible de voter Rassemblement national.

de voter RN. L'isolement et la peur de la délinquance y contribuent, mais aussi le sentiment que l'État ignore les problèmes des habitants des zones rurales. Aux régionales de ce mois-ci, le Rassemblement national présente en Île-de-France le jeune Jordan Bardella, numéro deux du parti.

En Île-de-France, la campagne illustre bien la fracture entre Paris et sa région. La présidente de la région, Valérie Pécresse, de droite, part favorite pour sa réélection. Tous les candidats qui feront plus de 10 % iront au second tour : elle pourrait ainsi affronter Jordan Bardella et un candidat de la gauche, peut-être le Vert Julien Bayou ; le candidat du parti d'Emmanuel Macron se classe pour l'heure quatrième dans les intentions de vote. Valérie Pécresse, à l'origine du déménagement en banlieue du conseil régional, auparavant installé à Paris, a pris ses distances avec la vie politique parisienne. Elle dénonce la piétonnisation de certains quartiers du centre de Paris, qui a déplacé les embouteillages et la pollution en dehors de la capitale. Quant au jeune branché Julien Bayou, il a perdu des points le mois dernier avec des affiches de campagne qui entendaient mobiliser les jeunes électeurs en dénonçant

le peu d'intérêt des “chasseurs” et des “boomers” pour la défense du climat.

L'environnement est au cœur des tensions, avec des sensibilités variées, et complexes. À Marines, petite ville [du Val-d'Oise] organisée autour d'une place centrale pavée, les habitants sont aussi attachés à la nature environnante qu'à leur voiture. Daniel Hermand, employé municipal, dit avoir quitté Paris pour vivre au calme et au vert. Si, sous l'effet de la pandémie et de l'essor du télétravail qui l'accompagne, l'exode se poursuit, ces nouveaux habitants pourraient bien arriver dans le périurbain avec, dans leurs bagages, leurs loisirs et leurs inclinations politiques. Aussi Valérie Pécresse veille-t-elle à verdifier sa politique : sous sa présidence, la région a ainsi lancé un programme de location de vélos électriques, et la candidate promet un “Réseau express régional vélo”, ou RER-V, qui suivrait le tracé du RER ferré.

“Bien sûr, le vélo est bon pour les gens, tente de synthétiser Othman Nasrou, vice-président du conseil régional. Mais la politique environnementale ne peut pas se faire au détriment de ceux qui ont besoin de leur voiture.” Emmanuel Macron l'a appris à ses dépens au moment du mouvement des “gilets jaunes”, parti de la contestation d'une taxe sur les carburants. Il n'est pas de bon ton ces temps-ci, quand on est un élu, d'écouter les desiderata des automobilistes ou les discrètes doléances des habitants du périurbain. Mais à voir la tendance politique des électeurs dans ces lotissements du Grand Paris, nul doute que les politiques risquent gros quand ils pénalisent des populations tributaires de la voiture.—

Publié le 29 mai

SOURCE



THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni

Hebdomadaire

1 583 955 ex. (2020)

economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843, est la bible de ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Il est imprimé dans six pays, et 85 % de ses ventes se font à l'extérieur du Royaume-Uni.



3 OSCARS®

**MEILLEUR FILM
MEILLEURE RÉALISATION
MEILLEURE ACTRICE**

**“SAISSANT D’HUMANITÉ ET DE POÉSIE.
UN FILM RARE.”**

FRANCE INTER

FRANCES McDORMAND

NOMADLAND

UN FILM DE CHLOÉ ZHAO



Télérama



ACTUELLEMENT AU CINÉMA



LE FIGARO



ÉNERGIES VERTES

L'éolien offshore fait des vagues

La France possède un des plus longs littoraux d'Europe, mais elle n'a mis en service aucun parc au large de ses côtes. Emmanuel Macron a beau s'afficher en pionnier des énergies renouvelables, il se heurte à une opposition frontale.

— Cicero Berlin

Jusqu'à maintenant, on a été gentils", lâche Alain Coudray en triturant ses trois énormes bagues à tête de mort. L'homme en noir, au crâne lisse et aux tatouages qui lui montent jusque dans le cou, n'est pas un rocker, mais un marin-pêcheur. En tout cas, il l'a été, vingt-huit années durant. Aujourd'hui, il est à la retraite et préside le Comité départemental des pêches des Côtes-d'Armor.

Voilà quelques semaines, Alain Coudray a écrit une lettre à Emmanuel Macron. "La coupe est pleine, les marins-pêcheurs ont été trahis", vitupère-t-il, avant d'avertir : "Nous mettrons tous les moyens en œuvre pour arrêter ce projet."

Le projet en question est un immense parc éolien dans la vaste baie [de Saint-Brieuc], et il fait plus de vagues que les marées pourtant fortes de la Manche. Alain Coudray précise qu'il envisage uniquement des moyens "légaux". Reste qu'il se livre aux mêmes calculs que Nelson à Trafalgar. "On a 300 bateaux et on a 800 pêcheurs." Suffisamment pour entraver les travaux dans la baie.

Puis l'imposant marin-pêcheur, devant le drapeau noir et blanc de la Bretagne accroché en bonne place derrière le fauteuil de son bureau, rappelle que la baie de Saint-Brieuc est une zone naturelle reconnue, riche en poissons, en oiseaux et en fruits de mer. Et que le vent n'y souffle guère. "Or ils ont prévu d'implanter 62 éoliennes, toutes de 214 mètres, visibles de la côte. C'est sans nous !"

Paris n'avait-il pas promis d'associer les marins-pêcheurs au projet lorsqu'il l'a adjugé au groupe espagnol Iberdrola ? "De l'enfumage en règle, fustige Alain Coudray. La vérité, c'est qu'on n'a pas voix

au chapitre, les dés sont jetés depuis belle lurette." De fait, l'exécutif a lancé en 2011 un programme ambitieux de parcs éoliens offshore en vue de rattraper son retard sur la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Neuf parcs géants doivent ainsi produire 2,4 gigawatts à l'horizon 2023. Sauf que, pour l'heure, aucun n'est encore en service. Partout, les doléances, les pétitions et les recours fleurissent contre la destruction des écosystèmes et autres atteintes à l'environnement, notamment visuelles.

Les écologistes et les pêcheurs font aujourd'hui cause commune contre l'éolien.

Dans le port de Saint-Quay-Portrieux, où l'air sent l'iode et où les câbles tintent dans les mâtures, le *Fury Breizh* vient d'accoster. Son capitaine, Jonathan Thomas, n'a pas beaucoup de temps, il décharge des coquilles Saint-Jacques à l'arrière de son bateau. La pêche de la Saint-Jacques fait l'objet d'une réglementation stricte ici, dans la baie, afin de préserver les populations. "On n'a le droit de la pêcher que deux fois par semaine – pendant trois quarts d'heure, explique Capt'ain Jo. Et la taille des ouvertures des dragues métalliques vient d'être revue à la hausse afin qu'on attrape moins de jeunes coquilles."

Les coquilles Saint-Jacques ne restent pas longtemps au port. Dès la fin de l'après-midi, l'épouse de Jonathan, Aurélie, vend les coquillages fraîchement pêchés dans le centre-ville, dans la rue, à cause du Covid. Jo doit donc faire ficelle. "Plus qu'une, dit-il. Mon bateau a un an, il m'a coûté un bras. Si le parc éolien se fait, on n'aura plus qu'à faire nos valises,

parce qu'on pourra dire adieu aux coquillages, aux crabes, aux calmars, aux rougets, aux barbues. Il faudra faire 100 kilomètres vers la Bretagne Sud pour aller pêcher. Et on ne va pas se laisser faire."

Iberdrola rétorque que le parc éolien de Saint-Brieuc permettra d'alimenter 835 000 foyers en électricité, soit un quart de la Bretagne. Les 30 kilomètres de câbles électriques ont été pour l'essentiel enfouis dans les fonds marins afin d'épargner les zones de nourrissage et de reproduction. Par égard pour les pêcheurs, de gros efforts ont été consentis pour réduire les nuisances sonores générées par le chantier.

L'argument fait rire Alain Coudray : "Iberdrola prétend que les forages sous-marins ne font pas plus de bruit qu'un jet-ski. Mais, quand un jet-ski passe, ça dure quelques secondes à peine – là, les travaux vont durer trois ans. Les poissons et les coquillages auront disparu depuis longtemps."

Les marins-pêcheurs de Bretagne Nord ne sont pas les seuls à être vent debout contre les parcs offshore. La résistance s'organise également à Dunkerque, à Belle-Île, à Oléron et au Tréport. Les parcs terrestres sont de plus en plus contestés, eux aussi, et les nouveaux projets peinent désormais à voir le jour, ce qui montre au passage que les différentes lignes de front se recoupent largement en matière de politique environnementale. Les écologistes et les pêcheurs, qui ont souvent une vision divergente de la protection de la faune et de la flore maritimes, font aujourd'hui cause commune contre l'éolien, une énergie pourtant renouvelable ; les Verts sont divisés.

Déception. Si Macron fait des pieds et des mains pour s'afficher en pionnier des énergies renouvelables à l'approche de la présidentielle de 2022, il se heurte localement à une opposition frontale. Seuls trois parcs offshore sont en cours d'implantation, ceux de Courseulles, Fécamp et Saint-Nazaire, et leur date de mise en service n'est pas encore en vue.

En 2020, Macron a dû lui-même reconnaître que "le consensus sur l'éolien est en train de nettement s'affaiblir [en France]".

La fédération du secteur, France énergie éolienne (FEE), s'est dite "déçue" par ce gouvernement, qui avait promis que les énergies renouvelables totaliseraient 40 % de la production nationale d'électricité avant la fin de la décennie en cours. Un chiffre dont l'Hexagone est encore très loin.

Le nucléaire assure à l'heure actuelle près des trois quarts de la production nationale. À terme, il ne devrait plus représenter que 60 % du bouquet énergétique. Sauf que la volonté politique nécessaire n'est pas au rendez-vous.

Il faut dire que le parc nucléaire français, amorti depuis belle lurette, produit une électricité bon marché, à [environ] 50 euros le mégawattheure. Pour les parcs éoliens offshore de Saint-Brieuc, le gouvernement a dû proposer un prix d'achat garanti de 155 euros le

✎ Dessin de Boligan paru dans *El Universal*, Mexico.

mégawattheure pour séduire des opérateurs comme Iberdrola. En d'autres termes : tant que la France misera sur le nucléaire, ses parcs éoliens ne seront jamais concurrentiels. Katherine Pujol, de l'association locale Gardez les caps, a ainsi calculé que l'État allait devoir verser 4,7 milliards d'euros à Iberdrola au cours des vingt ans qui viennent, afin, entre autres, de garantir ce généreux prix d'achat. "C'est un scandale, fulmine l'écologiste. En réalité, l'éolien n'est ni écologique ni économique." Un argument qu'on retrouve d'un bout à l'autre de l'Hexagone.

Cocktail Molotov. Katherine Pujol et les marins-pêcheurs de Saint-Brieuc défendent une solution alternative : une centrale houlomotrice, qui produirait de l'électricité dans la baie selon le principe d'Archimède, malgré la faible amplitude des marées. Alain Coudray soutient également cette technologie, baptisée Hace et mise au point par l'entrepreneur Jean-Luc Stanek : "Elle préserve la biosphère marine, elle est neutre en émissions et, à 20 euros le mégawattheure, elle est sept fois moins chère que l'éolien. Je m'y connais surtout en filets de pêche, mais je vois aussi que cette technologie tient la route. J'espère que Macron va s'impliquer."

Seulement voilà, le gouvernement y tient, à son parc éolien, comme la ministre de l'Environnement, Barbara Pompili, vient de le rappeler. Les travaux ont commencé le 3 mai dans la baie. L'appareillage de plusieurs dizaines de bateaux de pêche en direction du site n'y a rien changé. À Saint-Brieuc, un agent de sécurité a été poussé à l'eau pendant une manifestation et des inconnus ont lancé un cocktail Molotov sur un site d'entreposage des câbles destinés au chantier.

L'ambiance est tendue. Alain Coudray pousse un profond soupir. Il n'aime pas ce genre de conflit. "Mais on verra bien qui est le plus fort", confie le patron des marins-pêcheurs en massant les têtes de mort argentées qui ornent ses doigts.

— Stefan Brändle
Publié le 14 mai



“UN HOMME INTÈGRE DANS LA POUDRIÈRE
ISRAËLO-PALESTINIENNE”

L'OBS

SHELLAC présente une production ODEH FILMS



200 MÈTRES

L'ODYSSÉE D'UN PÈRE AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

مئتا متر

AU CINÉMA LE 9 JUIN

Un film de Ameen Nayfeh



L'OBS

Courrier international

PREMIERE

LE FIGARO.fr

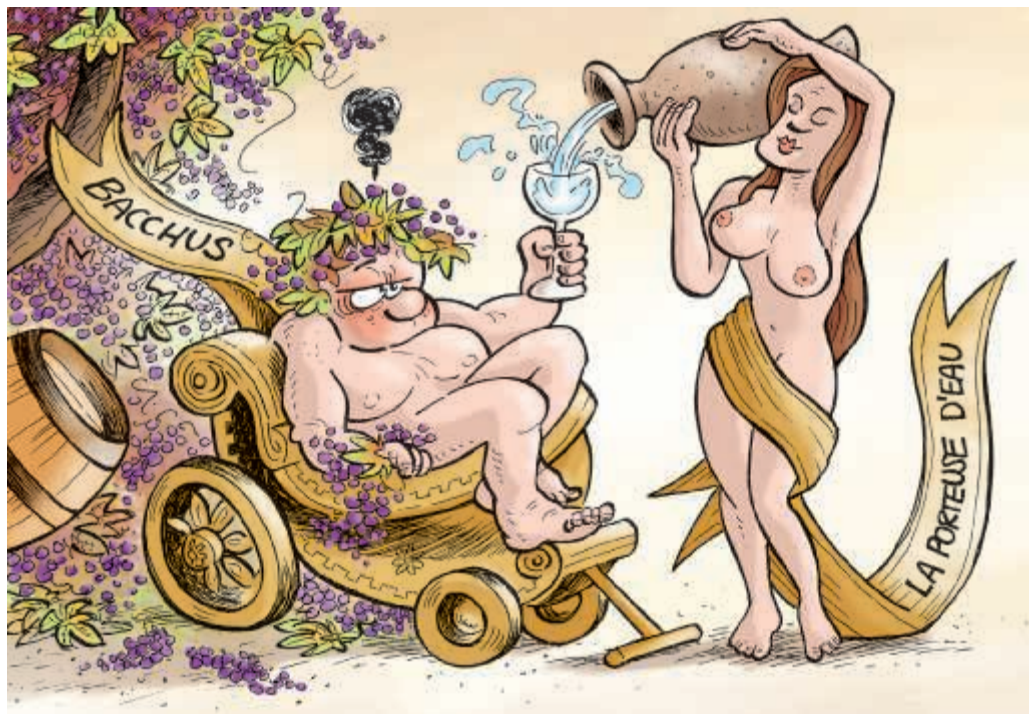
shellac



europe

Croatie. Ne touchez pas à mon vin!

Poussée par le changement climatique, l'Union réfléchit à l'introduction sur le marché européen de vins sans ou à faible teneur en alcool. Une idée qui menace les traditions viticoles, s'offusquent les vignerons croates.



—Vecernji List Zagreb

Lors du récent concours de vins au vieux manoir de Zelezna Gora, à Medjimurje [dans le nord-ouest de la Croatie], le jury a été appelé à évaluer deux catégories de vins : ceux issus du *pusipel*, un cépage authentique de la région, et tous les autres, rouges et les blancs venant d'autres régions de la Croatie et de Slovénie. À en croire les rumeurs relayées par la presse italienne, une troisième catégorie pourrait bientôt figurer dans les concours – le vin sans alcool.

Un supposé projet de l'Union européenne autorisant la production de vin dilué à l'eau afin de baisser le taux d'alcool a fait l'effet d'une bombe dans le cercle des producteurs et des consommateurs. L'UE réfléchit, paraît-il, à la production de vin sans alcool ou à faible teneur, dans un souci de protection de la santé des Européens.

Sans attendre, le ministre italien de l'Agriculture, Stefano Patuanelli, a annoncé qu'il s'y opposerait vivement, tandis que l'association des agriculteurs Coldiretti a qualifié l'idée d'escroquerie et de dangereux précédent risquant de menacer l'identité des vins italiens et européens. Faut-il rappeler que l'Italie figure parmi les plus grands producteurs de vin au monde, avec un chiffre d'affaires de 11 milliards d'euros.

Darko Preiner, professeur à la faculté d'agronomie de Zagreb, se veut rassurant. Selon ses informations, la Commission européenne aurait démenti l'initiative d'autoriser la production de vin dilué. Par ailleurs, les règlements œnologiques interdisent de couper le vin avec de l'eau durant le processus de production, et ceci est défini au niveau de OIV, Organisation internationale

du la vigne et du vin. *“En ce qui concerne le vin sans alcool ou des boissons semblables, l'Union européenne réfléchirait à autoriser de nouveaux produits qui ne seraient aucunement déclarés comme vin mais comme produits à base de vin, dans le but d'enrichir l'offre sur le marché viticole. Ce genre de produits existe déjà et n'a pas l'appellation de vin”,* explique Preiner.

Célèbre vigneron, Ivan Enjingi trouve absurde l'idée de diluer le vin. *“Nous cherchons un moyen de tirer le meilleur de la vigne, le produit qu'on obtient est facile à garder et se conserve longtemps. Il est absurde de gâcher un bon vin avec de l'eau. Diluer le vin avant de le mettre en bouteilles est un sacrilège, je ne le ferai pas. Ce procédé risque de provoquer toutes sortes de réactions chimiques. D'un autre côté, si nous procédons à des vendanges plus précoces, afin qu'il y ait moins*

de sucre dans les raisins, le vin sera trop acide et trop amer. Faire du vin avec une petite quantité d'alcool est impossible, surtout pour des variétés de haute qualité telles que les nôtres. S'il faut s'y résoudre, je préfère abandonner le métier”, s'insurge Enjingi. Son ancêtre Koloman a planté la première vigne à Hrnjevac, sur les pentes des montagnes Krndija [en Slavonie], en 1890.

Au sein de l'Union européenne, on travaille aux modifications du règlement portant sur l'organisation commune des marchés des produits agricoles. L'un des changements proposés par la Commission européenne vise à ajouter les vins sans alcool ou partiellement désalcoolisés à la catégorie des produits déjà existants pour ne pas créer de nouvelles catégories de produits issus de la vigne, nous explique-t-on au ministère croate de l'Agriculture. Il faut souligner qu'il ne s'agit pas de vins auxquels on ajoute de l'eau en vue d'une désalcoolisation totale ou partielle, mais de vins dont on enlève l'alcool conformément aux recommandations de OIV : par évaporation partielle sous vide, par distillation ou par un procédé d'osmose inverse. Le ministère ajoute que la Croatie est en principe opposée à ce que ces vins puissent porter l'appellation d'origine protégée ou l'indication géographique protégée.

Pendant, la proposition de la Commission envisage que les vins partiellement désalcoolisés puissent porter les deux appellations, tandis que les vins sans alcool ne porteraient qu'une indication géographique protégée. Les deux catégories de vins doivent être clairement étiquetées, afin de fournir aux consommateurs des informations claires sur le produit, explique le ministère.

Mais d'où vient cette idée de baisser le taux d'alcool dans le vin ? *“C'est le changement climatique qui en est à l'origine, la hausse des températures ayant affecté la maturation des raisins”,* explique le professeur Marko Karoglan de la faculté d'agronomie de Zagreb. Entre 1984 et 2008, le taux d'alcool est passé de 12,2 à 13,2 % dans les vins blancs, et de 12,4 à 14,4 % dans les rouges.

Les procédés de désalcoolisation du vin sont très onéreux. Est-ce la raison pour laquelle sa dilution avec de l'eau a été évoquée ? Il s'agit en tout cas de la

pire des méthodes pour baisser sa teneur d'alcool. C'est un bond en arrière vers les années 1990. Frelater un vin en y ajoutant de l'eau et du sucre risque de devenir une pratique courante. Légaliser cette pratique menace de changer la culture du vin. *“Certes, la bière sans alcool a son public, je suppose que les vins sans alcool le trouveraient aussi”,* commente le professeur Karoglan. *Mais le vin est un produit traditionnel fort. À mon avis, le vin sans alcool ne sera pas reçu comme la bière sans alcool, il risque de ne pas être aussi populaire. La réduction d'alcool dans le vin pour des raisons de santé ne tient pas debout, bien au contraire,*

Entre 1984 et 2008, le taux d'alcool est passé de 12,4 à 14,4 % dans les vins rouges.

ces dernières années on parle plutôt des effets bénéfiques du vin sur la santé. Il suffit d'évoquer le fameux paradoxe français”.

En raison de sa diversité climatique et de la richesse de son terroir, la Croatie compte un grand nombre de cépages qui s'étendent sur plus de 20 500 hectares de vignobles. Pas moins de 258 variétés de raisins sont inscrites sur la liste nationale des cépages, et une centaine est recommandée pour la production de vin d'appellation d'origine protégée. La variété la plus courante est la Grasevina, une sorte de riesling, qui occupe près d'un quart de la superficie, suivie, par la Malvasia d'Istrie et le Plavac Mali. En 2018, la Croatie a produit 952 000 hectolitres de vin.

Les vignerons à qui nous avons parlé ne sont pas enthousiasmés par cette tendance à produire des vins plus légers. *“Si quelqu'un veut tel vin, qu'il fasse une bevanda [nom du vin de table coupé à l'eau plate qu'on boit au fil de la journée] à la maison”,* rétorquent-ils, inquiets de la future qualité du vin. La *bevanda* n'a jamais pris dans le nord de la Croatie, où les gens préfèrent le *gemist* ou le *skropec*, un vin de table mélangé avec de l'eau gazeuse. D'ailleurs, quand on va au restaurant dans cette région, on commande souvent *“une bouteille de vin et une bouteille d'eau gazeuse”.*

—Ivica Beti

Publié le 19 mai



REPORTAGE

ALLEMAGNE

La CDU soulagée après sa victoire lors d'un scrutin régional test

À la surprise générale, les chrétiens-démocrates ont largement devancé le parti d'extrême droite AfD lors du scrutin du 6 juin en Saxe-Anhalt.

Après les douches froides de mars dernier aux scrutins locaux de Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat, la CDU a retrouvé le sourire, dimanche 6 juin en Saxe-Anhalt. Ce Land de 2,2 millions d'habitants "est toujours propice aux surprises et, cette fois encore, les choses se sont passées différemment de ce que beaucoup avaient prévu", observe la **Süddeutsche Zeitung**. Les sondages prévoyaient en effet que les conservateurs seraient au coude-à-coude avec l'extrême droite d'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Mais les derniers résultats donnent la CDU largement gagnante avec 37 % des voix

(en hausse de 7 points par rapport à la dernière élection en 2016), loin devant l'AfD (20,8 %, en recul de près de 3,5 points). Saxe-Anhalt n'enlève rien au fait que le parti reste fort dans l'est de l'Allemagne", tempère le **Financial Times**. "Mais le résultat est plus favorable à Armin Laschet, centriste dans la lignée de Merkel, qui a formellement exclu toute coopération avec l'AfD." Une excellente nouvelle pour le successeur désigné d'Angela Merkel, "qui a eu du mal à asseoir son autorité sur la CDU depuis sa nomination en janvier à la tête du parti", dont il défendra les couleurs aux élections nationales du 26 septembre.

"Le dirigeant de 60 ans a démontré qu'il pouvait conduire les chrétiens-démocrates à la victoire dans une campagne très serrée, analyse Bloomberg. Le résultat devrait contribuer à lever les doutes sur son aptitude à diriger les conservateurs allemands." Mais la route est encore longue avant une éventuelle victoire de Laschet à l'automne, et la **Deutsche Welle** souligne que "l'importance des facteurs locaux" dans les résultats de dimanche, notamment la très grande popularité de Reiner Haseloff dans son fief, "jette le doute sur la capacité de la CDU à transformer l'essai au niveau national".

Une opinion partagée par **Der Spiegel**, qui estime que la campagne de Laschet "manque toujours" d'un vrai programme. En Saxe-Anhalt, il suffisait à Haseloff de se présenter comme le seul rempart contre l'AfD. Mais pour Laschet, "cela ne suffira pas, car l'AfD ne présente aucune menace au niveau national, et cela ne jouera qu'un rôle mineur à l'automne". Le successeur d'Angela Merkel va donc devoir faire des propositions, "et c'est naturellement plus difficile", avertit l'hebdomadaire.

— **Courrier international**



Revue de presse

Les Verts, qui ont le vent en poupe au niveau national mais sont traditionnellement faibles dans l'ex-RDA, n'ont recueilli que 5,9 % des suffrages et pourraient ne pas être reconduits dans la prochaine coalition, au profit des libéraux du FDP, qui reviennent au Parlement local avec 6,4 % des voix. Les sociaux-démocrates du SPD resteront quant à eux incontournables pour former une coalition sans l'AfD, mais continuent leur dégringolade avec 8,4 % des suffrages (en recul de plus de 2 points par rapport à 2016).

"Je suis reconnaissant à l'ensemble de nos citoyens, dont la grande majorité a choisi la démocratie et tracé une ligne entre nous et la droite, préservant notre image de démocrates", a déclaré le chef du gouvernement du Land, Reiner Haseloff (CDU), cité par le site européen de **Politico**. "La défaite de l'AfD en

IL N'Y AURA PLUS DE NUIT

un film de **Éléonore Weber** avec la voix de **Nathalie Richard**

« Un regard fascinant et terrible sur des images occultées. »
LA SEPTIÈME OBSESSION

« Un essai vertigineux ! »
TELERAMA

« D'une lucidité rare. »
LES IRROCKUPTIBLES

DES IMAGES PROVENANT D'HELICOPTÈRES SUR LE THÉÂTRE DES OPÉRATIONS. LES HOMMES QUI SONT VISÉS IGNORENT QU'ILS LE SONT. CELUI QUI FILME EST ÉGALEMENT CELUI QUI TUE.

LE 16 JUIN AU CINÉMA

Télérama Cahiers du Cinéma La Septième Obsession Slate Tirockruptibles nova



—El Espectador (extraits) Bogota

Les dernières semaines n'ont pas été faciles pour la Colombie, le département de la Valle del Cauca et, encore moins, pour la ville de Cali, sa capitale. Les revendications du mouvement de grève nationale [commencé le 28 avril] et les manifestations de milliers de jeunes, surnommés la “première ligne”, qui protestent contre la faim, la pauvreté et le chômage qui sévissent en Colombie, associée à la faiblesse des institutions, aux brutalités policières et à au manque de dialogue, ont entraîné une escalade de la violence. À Cali, les barrages de routes et de rues apparaissent et disparaissent, et la population s'inquiète des pénuries et de la possibilité d'une nouvelle crise économique.

“Pour comprendre le contexte, il faut remonter au processus de formation des villes depuis la colonisation. C'est une région d'anciennes haciendas où vivaient des esclaves. Mais c'est aussi une région où les Indiens du Cauca étaient sous contrôle des capitaineries [forme d'administration territoriale des empires coloniaux espagnol et portugais]. L'Église et les propriétaires des haciendas étaient aussi très influents”, explique Fernando Urrea, professeur émérite à la faculté des sciences sociales et économiques de l'université de Valle. Des propos confirmés par Enrique

Colombie. À Cali, la bombe sociale a déjà explosé

Proche de la côte du Pacifique, la ville, multiraciale et fortement touchée par la pauvreté, est l'épicentre des grandes manifestations qui secouent le pays depuis fin avril. Décryptage.

Rodríguez Caporalli, directeur du Centre de recherche de la faculté de droit et de sciences sociales de l'université Icesi de Cali, pour qui ce qui se passe aujourd'hui n'est pas nouveau.

Par-delà les protestations et les slogans du mouvement de grève, qui demandent aux autorités, entre autres, de répondre aux besoins fondamentaux des communautés marginalisées, les deux universitaires s'accordent à dire qu'il ne s'agit pas de nouvelles revendications et qu'il faut

prendre en compte le racisme à l'égard des communautés de nouveaux arrivants qui, pendant des années, ont été “gommés” par les élites. “Cali est un carrefour, c'est la connexion avec le Pacifique et avec le sud du pays. C'est une ville de migrants, historiquement très inégalitaire, avec des élites qui pratiquent l'entre-soi et une toute petite classe moyenne par rapport à la classe populaire”, souligne Enrique Rodríguez. Pour expliquer le développement et la croissance de Cali en tant que ville, les communautés



ANALYSE

d'Afro-descendants et d'Indiens jouent un rôle déterminant. “Ils ont toujours été là. Au début du xx^e siècle, 70 % de la population de Cali était noire. La ville devient plus blanche avec la colonisation de la région pour la culture du café. Les riches Blancs constituaient l'élite des propriétaires terriens et il y avait quelques métis. L'esclavage avait certes disparu, mais une partie de la population noire était constituée d'enfants et de petits-enfants d'esclaves des haciendas”, rappelle Fernando Urrea, qui ajoute que beaucoup de ceux qui manifestent aujourd'hui et participent aux lock-outs sont porteurs de cet héritage.

Pour Fernando Urrea, la capitale du Valle del Cauca est un espace multiracial, dans lequel, bien que la majorité de la population se définisse comme blanche ou métisse, il existe une forte présence africaine et indienne, qui s'explique par la proximité du Pacifique et des communautés du nord du Cauca. “Cali est multiethnique, multiculturelle et multiraciale. C'est la ville de toutes les couleurs de peau, ce qui permet d'ailleurs de comprendre la division des classes sociales en Colombie. Des recherches récentes montrent qu'à Cali il y a toujours eu des Noirs et des Indiens, qui ont été oubliés et rendus invisibles par le métissage”, ajoute-t-il. À cause de ce phénomène, la ville s'est construite dans la fragmentation, et des niches culturelles

très fermées se sont créées, ce qui a provoqué un processus de marginalisation.

“À Cali, il y a deux formes de racisme. Le premier est dirigé contre la population indienne, en raison des problèmes historiques qui ont existé entre les communautés et les élites sur la répartition des terres. Ce racisme s’est répandu dans la société, et, par exemple, traiter une autre personne d’Indien est une insulte. La deuxième forme de racisme touche la population noire, à cause du passé esclavagiste et ségrégationniste de la région”, note Enrique Rodríguez. Le racisme s’est intensifié lorsque ces communautés sont devenues plus visibles et ont exigé de meilleures conditions de vie.

“À Cali, il y a un conflit entre la race et la classe. Les quartiers les plus démunis sont aussi les quartiers des Indiens et des Noirs. Si vous croisez ces données avec les taux de violence et d’homicides, vous trouverez les mêmes endroits”, constate la professeure Inge Helena Valencia. “L’appartenance à une ethnie africaine ou indienne est corrélée à la pauvreté et au manque d’opportunités”, ajoute Enrique Rodríguez.

La relation entre racisme et pauvreté vient aussi du fait qu’à la fin du xx^e siècle, pour des milliers de migrants venus à Cali, la ville était synonyme d’espoir à cause de son fort potentiel économique. Cali a alors connu une forte explosion démographique. “Il s’agissait d’une migration à strates multiples. Ainsi des personnes influentes sont venues à Cali parce que c’était un bon endroit

“Cali, c’est la connexion avec le Pacifique et avec le sud du pays, une ville de migrants, historiquement très inégalitaire.”

Enrique Rodríguez,
UNIVERSITAIRE

pour faire des affaires. D’autres venaient du Pacifique pour échapper à la violence ou aux catastrophes naturelles sur la côte. Et enfin, un autre groupe était attiré par la bulle du trafic de drogue”, rappelle Enrique Rodríguez. C’est ainsi que Cali a commencé à s’imposer comme la troisième plus grande ville de Colombie [après Bogota et Medellín]. Mais la dégradation des institutions due à la corruption et au trafic de drogue a aggravé la crise, ce qui a déclenché une vague de violence et d’insécurité. Les chiffres du chômage ont atteint des sommets, et l’économie locale n’a jamais réussi à s’adapter. Cali, qui promettait d’offrir un avenir meilleur aux populations les plus vulnérables, a trahi ses promesses. “À un moment, tout le monde à Cali pouvait réussir. Même si une personne arrivait sans rien, sa famille avait une chance de s’en sortir. Mais c’est fini depuis les années 1990”, explique le professeur Rodríguez.

“Ce n’est pas pour rien qu’il s’agit de la ville la plus violente du pays, avec l’un des



taux d’homicides les plus élevés du pays. Et cette situation, ajoutée à la crise alimentaire et à l’économie informelle, a beaucoup à voir avec l’escalade de la violence de nos jours et la dégradation sociale causée par l’enracinement du trafic de drogue. En l’absence de pouvoir institutionnel, des économies parallèles illégales favorisent toutes sortes de violences”, analyse Inge Helena Valencia.

Le manque d’investissement au niveau local se traduit également par une incapacité à trouver des solutions à ce qui se passe aujourd’hui dans certains quartiers de la ville. Il n’y a pas d’interlocuteurs pour comprendre les différentes demandes dans les quartiers de Cali où il y a des barrages. “Les investissements publics municipaux ont toujours été très faibles. C’est la faute des élites, qui ont toujours délibérément négligé les investissements dans les infrastructures et les services”, conclut Fernando Urrea.

Alors que les autorités locales et nationales tentent d’ouvrir des espaces de discussion et de dialogue, les leaders des blocages insistent sur le fait que leurs demandes ne sont pas entendues et que tout ce qu’ils ont obtenu, c’est l’intervention de l’armée et les violences policières. La solution proposée par les experts est, d’une part, de résoudre la crise alimentaire engendrée par la crise économique [issue de la pandémie de Covid-19] et, d’autre part, de reprendre les programmes d’intervention dans les quartiers populaires. “Il faut faire comprendre au gouvernement qu’envoyer l’armée en ville et affronter la population ne résoudra rien, bien au contraire. Certes, il y a eu des actes de vandalisme, et je les condamne, mais ils se sont produits dans de nombreux pays. Aujourd’hui, les phénomènes de mobilisation s’accompagnent de ces conséquences désagréables. Nous ne pouvons pas nous permettre d’en faire une lecture terroriste [comme le fait le gouvernement], car si nous

← Un barrage dans un quartier pauvre de Cali, en mai. Sur la banderole figure notamment ce slogan : “Maudit soit le soldat qui tourne son arme contre le peuple.” Photo Oscar B. Castillo/Fractures collectives

tombons dans ce genre de discours paranoïaque, il est impossible de comprendre ce qui se passe à Cali”, résume le professeur Fernando Urrea.

Si, ces dix dernières années, des moyens ont été mis en œuvre pour redresser la barre, la pandémie a créé une bombe sociale qui a explosé à l’annonce de la réforme fiscale – un projet de loi qui envisageait d’augmenter certains impôts, vite retiré dès les premières manifestations.

Travail au noir généralisé. Selon le Dane [l’Insee colombien], la ville est passée, depuis le début de la pandémie, de 558 360 personnes vivant sous le seuil de pauvreté à 934 350. Soit 36,6 % des habitants de Cali, plus d’un tiers de la population de la ville. Le travail au noir est généralisé, et le Covid-19 a donc privé nombre d’habitants de leurs moyens de subsistance. “D’après les données sur l’impact du Covid-19 à Cali, le plus grand nombre de contaminations a eu lieu dans les quartiers avec une forte concentration de population africaine et indienne. Ce qui souligne de manière spectaculaire le lien entre les décès dus à la pandémie et la pauvreté. Tous ces jeunes de la ‘première ligne’ ont perdu leurs grands-parents, leurs pères, leurs mères à cause du Covid”, déplore Fernando Urrea.

Les milieux d’affaires ont appelé plusieurs fois à la levée des barrages pour empêcher la crise économique d’empirer. Dans le cas contraire, ils redoutent des destructions d’emplois, une aggravation de la crise alimentaire et une stagnation du développement économique. Ils appellent également le gouvernement à privilégier le dialogue et à rechercher des solutions pacifiques afin de ne pas attiser encore la violence.

—Service Enquête
Publié le 16 mai

Contexte

●●● Les tensions sociales restent très fortes en Colombie plus de cinq semaines après le début des manifestations quotidiennes contre le gouvernement de droite du président Iván Duque, le 28 avril. Dans la nuit du 4 au 5 juin, deux nouveaux morts étaient à déplorer à Cali, troisième ville du pays, où les heurts entre une partie des manifestants et les forces de l’ordre sont les plus violents. Ces deux morts viennent s’ajouter à un bilan provisoire de “58 morts dans le cadre des manifestations” entre le 28 avril et le 30 mai, dressé par le bureau indépendant du Défenseur du peuple, comme le rapporte le site du quotidien **Semana**. Lundi 7 juin, une mission très attendue de la Commission interaméricaine des droits de l’homme (CIDH) est arrivée en Colombie pour une mission d’évaluation. Des rencontres avec le gouvernement, mais aussi avec la société civile sont prévues. Cette mission, écrit le quotidien **El Espectador**, “ne résoudra pas la crise d’un coup de baguette magique, mais c’est un pas dans la bonne direction”. Dimanche 6 juin, Iván Duque a annoncé une prochaine réforme de la police, mise en cause pour sa violence.

SCHILLER
INTERNATIONAL UNIVERSITY
Tampa · Madrid · Paris · Heidelberg

CONNECT WITH A SOLID AND SUSTAINABLE FUTURE

- US and EUR accreditations
- Bachelor, Masters and MBA
- In-person, hybrid or full-online
- Int'l Relations & Diplomacy, Int'l Business, Int'l Marketing, Digital Business, Computer Science
- Four international campuses with easy transfer options
- Start your studies any month of the year
- Student community comprised of 130 nationalities

BE INTERNATIONAL IN PARIS!

schiller.edu



Israël. Un parti arabe au gouvernement : une première, et après ?

La Liste arabe unie conduite par Mansour Abbas a accepté de faire partie du futur gouvernement israélien. Mais les promesses arrachées en échange ne sont pas à la hauteur des attentes des Arabes israéliens, estime *Ha'Aretz*.



—*Ha'Aretz* Tel-Aviv

Beaucoup de gens ont été impressionnés par la photo montrant Mansour Abbas, dirigeant du Mouvement islamique en Israël [branche israélienne des Frères musulmans], paraphant un accord de coalition avec Naftali Bennett, ancien chef du Yesha [organe représentatif des colons de Cisjordanie] et, si tout se passe comme prévu, prochain Premier ministre d'Israël. À l'étranger, certains verraient bien cette photo figurer en bonne place aux côtés de photos du Mahatma Gandhi et de Nelson Mandela, voire dans une rubrique consacrée à la chute du mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique.



ANALYSE

Chez celles et ceux qui vibrent au son des mots “coopération” et “égalité”, cet enthousiasme est compréhensible. Non seulement la gauche revient au pouvoir après deux décennies passées au congélateur mais, surtout, un parti arabe va faire partie d'un gouvernement israélien, ce qui est effectivement une première. Toutefois, de là à parler de tournant dans l'histoire d'Israël, il y a une marge.

L'accord de coalition signé par la Liste arabe unie (LAU) porte sur des questions financières, notamment en affectant plus de 50 milliards de shekels [12,6 milliards d'euros] à des programmes de soutien économique, de développement des infrastructures et de renforcement des collectivités locales arabes. En

outre, même si la loi dite Kaminitz contre les constructions illégales ne va pas être abolie [adoptée en 2017, elle vise essentiellement les villes et villages arabes], son application sera suspendue pour deux années supplémentaires, soit jusqu'en 2024.

La démolition de maisons construites sans permis dans le Néguev [région désertique du sud d'Israël] sera également gelée jusqu'à ce qu'un accord formel soit trouvé sur un mécanisme de légalisation a posteriori des constructions illégales. En attendant et en gage de bonne volonté de la part des partis juifs, trois villages bédouins du Néguev obtiendront un statut officiel et un plan d'action sera présenté pour lutter contre la vague de criminalité qui ensanglante les collectivités arabes.

Pour sa défense, la LAU affirme que, si l'accord de coalition n'est pas parfait, son impact socio-économique ne peut être ignoré. Pourtant, il n'y a aucune garantie qu'il sera pleinement mis en œuvre, d'autant que la survie sur le long terme de ce gouvernement hétéroclite n'est pas garantie.

De nombreux détracteurs estiment que ce ne sont pas quelques financements supplémentaires ou des modifications législatives marginales qui apporteront le changement profond revendiqué par l'ensemble de la communauté arabe. Les Arabes israéliens exigent un changement politique institutionnel à tous les niveaux de l'État d'Israël, chose que l'accord de coalition se garde

“Égalité” et “Jérusalem” sont deux mots absents de l'accord de coalition.

bien d'aborder. Ainsi, il n'est nulle part fait mention de la nécessité d'inscrire dans les lois fondamentales l'égalité nationale et civique entre Juifs et Arabes. L'accord de coalition ne mentionne pas davantage plusieurs lois discriminatoires telles que la loi sur l'État-nation [adoptée en juillet 2018 sous la pression de Naftali Bennett, cette loi fondamentale fait d'Israël le “foyer national du peuple juif” et rabaisse l'arabe de langue officielle à langue “à statut spécial”], la loi sur la Nakba [adoptée en mars 2011 sous la pression d'Avigdor Lieberman, membre de la future coalition, elle pénalise financièrement les autorités locales et les associations commémorant l'exode palestinien de 1948] ou, enfin, la loi qui autorise de facto certains villages juifs à interdire de résidence des candidats acheteurs ou locataires arabes. Par-dessus tout, ce que craignent les détracteurs de cet accord, c'est qu'en limitant ses exigences à des questions strictement économiques, la LAU ne soit rapidement contrainte de revoir ses prétentions à la baisse au premier arbitrage budgétaire venu.

“Égalité” n'est pas le seul mot absent de l'accord de coalition signé par la LAU. “Jérusalem” l'est aussi. Maintenant que le Mouvement islamique a rejoint la coalition, il sera, en cas de

↳ *Benjamin Nétanyahou.*
Dessin de *Hassan Bleibel, Liban.*

troubles, collégialement responsable pour toute décision politique et sécuritaire prise par le gouvernement dans le secteur arabe [en Israël] comme à Jérusalem et dans les territoires [palestiniens].

Le “secteur” arabe israélien ne se contentera pas de vagues promesses en matière de refinancements. Qui plus est, la situation risque de devenir politiquement intenable dès qu'il s'agira pour le gouvernement Lapid-Bennett de traiter de dossiers aussi explosifs que la question du quartier de Cheikh Jarrah à Jérusalem-Est, le statut de la mosquée Al-Aqsa, et bien sûr d'éventuelles opérations militaires à Gaza.

Quiconque se souvient des événements de mai sait que la moindre étincelle peut non seulement faire exploser l'accord conclu entre les partis juifs de droite nationaliste religieuse et ceux de centre gauche, mais surtout être mortelle pour la LAU. Quels que soient les développements politiques et sécuritaires à venir, la LAU a déjà échoué. Si elle a réussi à entrer dans le jeu politique israélien, elle a d'emblée renoncé à en changer les règles.

—*Jack Khoury*
Publié le 5 juin

Contexte

Une coalition fragile

●●● Le 2 juin, Yaïr Lapid, chef de l'opposition et leader du parti centriste Yesh Atid, Naftali Bennett, chef de file de la droite radicale à la tête du parti Yamina, et Mansour Abbas, chef de la Liste arabe unie, ont signé un accord de coalition qui prévoit que Bennett soit Premier ministre jusqu'en 2023, avant de céder la place à Lapid jusqu'en 2025. Cette coalition, qui rassemble huit partis, est “composée de formations politiques radicalement divergents”, note *Ha'Aretz*. Le vote de confiance de la Knesset au nouveau gouvernement est prévu le 13 juin.

VIVA

TECHNOLOGY

LE PLUS GRAND ÉVÉNEMENT EUROPÉEN DÉDIÉ À LA
TECH & AUX STARTUPS

16-19
JUN

PARIS
ET
EN LIGNE

TIME TO RECONNECT

RECONNECTONS NOUS 再接続する時間 IGIHE CYO GUHURA

OPNIEUW VERBINDEN WAKATI WA KUUNGANA TENA

صتالا ةداعإل ت قولا ناح ZEIT ZUM WIEDERANSCHLIESSEN

время для повторного подключения

是時候重新連接了 É HORA DE RECONNECTAR

**METTONS L'INNOVATION AU SERVICE
DES GRANDS ENJEUX DE NOTRE SOCIÉTÉ**

**PLATEFORME DIGITALE EXCLUSIVE
NOUVEAU FORMAT EN PRÉSENTIEL À PARIS**

PROFITEZ D'UNE REMISE DE 10% SUR VOTRE BILLET AVEC
LE CODE PROMO : CIVT2021

ORGANISATEURS



Group
Les Echos
Le Parisien

franceinfo:

Brut.

L'EQUIPE

france.tv

africanews.

euronews.

i24
NEWS

VIACOMCBS

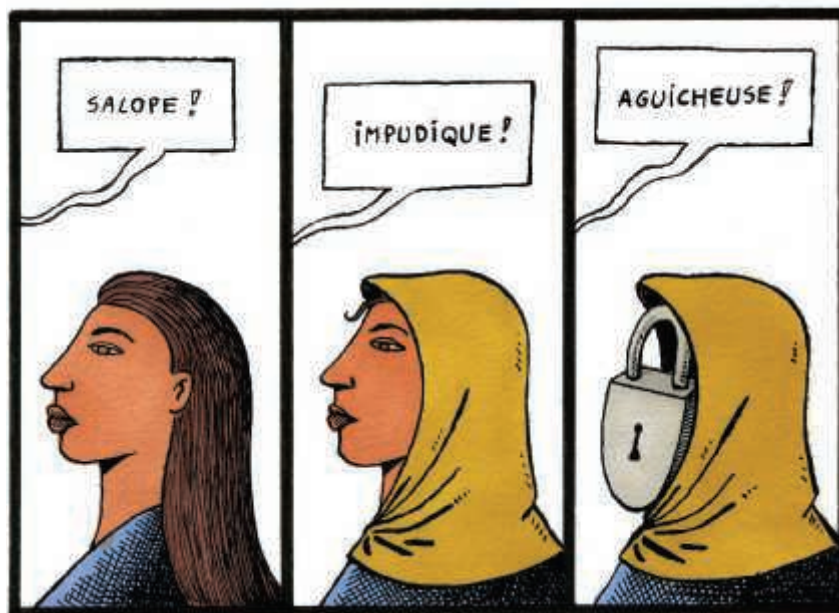
BFM
BUSINESS

✎ Dessin de Cost paru dans
Le Soir, Bruxelles.

ÉGYPTE.

Le pervers brésilien et la vendeuse de papyrus

La vidéo d'un voyageur harcelant une Égyptienne voilée a provoqué un tollé et relancé le débat sur le regard masculin qui, selon Daraj, fétichise les femmes arabes.



—Daraj (extraits) Beyrouth

Ce n'est pas la première fois qu'un touriste brésilien diffuse une vidéo [de lui-même] montrant des faits de harcèlement", rappelle l'autrice féministe

brésilienne Antonia Pellegrino. Cette fois, il s'agit d'un médecin du nom de Victor Sorrentino, face à une jeune vendeuse de papyrus en Égypte. Sur les images en question, Victor Sorrentino s'adresse en portugais à la jeune Égyptienne voilée

[en faisant mine de parler des feuilles de papyrus qu'elle vend] : "Tu les aimes bien grosses ? et bien dures ? Vous êtes toutes comme ça ici." La vendeuse, pensant qu'il la remercie pour le papyrus, acquiesce en hochant la tête, et Sorrentino éclate de rire. C'est lui-même qui a ensuite posté la vidéo sur son compte Instagram.

Des images qui ont suscité un torrent d'indignation, d'abord au Brésil, où des féministes en vue, dont Antonia Pellegrino, ont lancé sur Twitter une campagne qui a poussé l'auteur des faits à supprimer la vidéo. "Le scandale a été énorme au Brésil, raconte l'autrice brésilienne. Il y a eu des millions de tweets pour dénoncer les propos de Sorrentino. Ce que ce médecin a fait est inacceptable, en Égypte comme dans tout autre pays." Mais la suppression de la vidéo par son auteur n'a pas apaisé l'indignation. Le tollé au Brésil a attiré l'attention de divers groupes féministes en Égypte, dont Etkalemy (terme arabe signifiant "Parle"), qui publie des témoignages de victimes de harcèlement sexuel. Les réseaux sociaux se sont enflammés, poussant les forces de l'ordre à procéder à l'arrestation de Sorrentino.

Cliché. Victor Sorrentino est un médecin voyageur et une figure médiatique au Brésil. Ses comptes sur les réseaux sociaux affichent des millions d'abonnés, qui suivent autant ses vidéos sur la médecine que celles sur ses voyages. Le cas de ce voyageur et Youtubeur soulève de plus vastes questions, à commencer par celle-ci : le touriste occidental de sexe masculin est-il toujours habité par le cliché orientaliste de la femme arabe à la libido débordante ?

"La puissance érotique des mots de Schéhérazade, à nos yeux d'Occidentaux, a peuplé l'Orient de séduisantes résonances machistes. Ah ! Pouvoir, comme les musulmans distingués, posséder chaque jour une femme différente !" écrit le Colombien Héctor Abad

Faciolince dans *Oriente Empieza en El Cairo* ["L'Orient commence au Caire"]. Pour l'écrivain, dans l'imaginaire occidental perdue une vision orientaliste primitive de la femme arabe. Elle est "sensuelle" et "cruel" comme seul peut l'être un personnage de fiction, et toujours associée au sexe. L'attitude du médecin brésilien envers la jeune vendeuse de papyrus est l'héritage d'une longue histoire de fantasmes à propos des femmes arabes – une vision qui n'a pas évolué depuis l'époque coloniale, dans l'esprit de certains voyageurs.

Joseph Massad s'est lui aussi penché sur le sujet dans son livre *Desiring Arabs* ["Arabes désirables"], où il montre que le genre a toujours joué un rôle majeur dans l'imagination et dans les travaux de recherche des orientalistes. Pour les Occidentaux, l'Orient était féminin, et le harem son principal symbole, conjonction de deux caractéristiques présumées de l'Orient : la sexualité des femmes et la tyrannie des dirigeants.

Sorrentino est originaire du Brésil, où le président Bolsonaro est au pouvoir depuis la fin de l'année 2019. Cet homme est un fier partisan de l'oppression des femmes qui ne fait pas mystère de ses conceptions antiféministes et antigays. Il a un jour déclaré à

Brésiliennes, Égyptiennes, toutes sont accusées d'être responsables de leur sort et du harcèlement qu'elles subissent.

une parlementaire qu'elle était "trop laide" pour "mériter d'être violée". "Dans une vidéo, Bolsonaro a un jour dit 'en plaisantant' que Sorrentino et lui étaient 'frères de conviction'", rappelle Pellegrino.

Il n'est pas très surprenant d'entendre que les Brésiliennes sont l'objet des mêmes attitudes sexistes que les Égyptiennes. Toutes sont accusées d'être responsables de leur sort et du harcèlement qu'elles subissent. "On entend tout le temps que les femmes méritent les violences sexuelles qu'elles subissent à cause des vêtements qu'elles portent, poursuit Pellegrino. Sauf que, en s'en prenant à une femme qui est voilée en Égypte, Sorrentino montre clairement que cette violence n'a rien à voir avec la façon dont les femmes s'habillent. C'est toujours un problème de masculinité."

En Égypte, les organisations féministes se mobilisent actuellement contre le projet de loi sur le statut personnel qui priverait les femmes de leur droit de tutelle pour l'éducation de leurs enfants et pourrait leur interdire tout déplacement en l'absence de gardien. Elles font également pression pour l'instauration de programmes visant à protéger les survivantes d'agression ainsi que les témoins de viol et de harcèlement.

—Eman Adel
Publié le 2 juin

AFCAE ET BNP PARIBAS PRÉSENTENT

FESTIVAL

D'AVANT- PREMIÈRES

DU 9 AU 15 JUIN 2021

Télérama

5€ LA SÉANCE AVEC LE PASS DANS TÉLÉRAMA ET SUR TELERAMA.FR

1 FILM PAR JOUR DANS 400 SALLES DE CINÉMA

AFCAE
BNP PARIBAS
La banque d'un monde qui change

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

9, 10, 11 juillet 2021

Couthures-sur-Garonne

REJOIGNEZ-NOUS CET ÉTÉ !

festivalinternationaldejournisme.com

UN ÉVÉNEMENT PARRAINÉ PAR LE GROUPE LE MONDE

Le Monde

L'Obs

Télérama

Courrier international

la Vie

THUFFPOSTI



LOT-ET-GARONNE
Le Département Cœur du Sud-Ouest



Marwande
TERRE DE GARONNE

Couthures-sur-Garonne

Google
News Initiative

agefiph

SUD OUEST

3 nouvelle
aquitaine

LE TEMPS

EL PAÍS

Süddeutsche Zeitung

The
Guardian

inter

à la une

DIPLOMATIE **LE BAL** **DES EMPIRES**

Le voyage de Joe Biden en Europe à partir du 10 juin, où l'attendent le sommet avec l'Union européenne, ceux du G7 et de l'Otan ainsi que sa première rencontre avec Vladimir Poutine à Genève, le 16 juin, signe le grand retour de l'Amérique sur la scène politique mondiale. En maître de cérémonie, le chef de la Maison-Blanche devrait remobiliser les forces de l'alliance transatlantique, en vue d'une confrontation prolongée avec la Chine autour de la question de Taïwan notamment. Une guerre économique et d'influence qui promet d'être dure. Le président américain cherche à obtenir au moins la "neutralité" de la Russie dans ce nouveau jeu d'alliances. Les décryptages des presses russe, britannique, américaine, chinoise et taïwanaise.

Les vrais enjeux de la rencontre de Genève

VU DE RUSSIE Le président américain veut convaincre ses partenaires européens qu'il faut amadouer la Russie, écrit cet hebdomadaire russe. Le but ? Éviter qu'elle ne bascule définitivement dans le camp chinois.

—Expert (extraits) Moscou

Tout le monde attend comme le messie la rencontre entre Vladimir Poutine et Joe Biden. On dirait que les présidents russe et américain, les yeux dans les yeux, vont sauver le monde du chaos, des sanctions et des conflits armés sans fin. À la veille des négociations prévues à Genève le 16 juin, les parties ont fait des concessions : les troupes ont rejoint les casernes, Nord Stream II [projet de gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne] a eu le feu vert, les discours sont moins belliqueux. Tout le monde attend l'apaisement, ne pouvant croire que les choses empirent. C'est une erreur, car le système géopolitique n'en est qu'au début de sa reconfiguration.

Nous verrons fleurir les comparaisons entre la rencontre Poutine-Biden et les entretiens entre Mikhaïl Gorbatchev et Ronald Reagan de la seconde moitié des années 1980. Un exercice nuisible

par son lot d'espoirs vains et d'attentes irréalistes. À l'époque, les deux hommes dirigeaient pratiquement toute la planète, tandis que les deux dirigeants actuels peinent à comprendre quelle est leur place dans le système mondial et à établir un minimum de règles dans les rapports entre grandes puissances nucléaires. Autre différence de taille : à l'époque, les décisions appartenaient à des élites responsables, passées par les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, aux idéologies opposées, mais avec des principes communs qui ont abouti, durant la guerre froide, à une désescalade nucléaire globale. Les deux leaders actuels n'ont plus tant d'influence, mais ont conservé leurs capacités d'analyse, de rationalisation et de conciliation. À 78 ans, Biden est un parfait exemple de cette génération, ce qui explique qu'il ait entamé le dialogue avec la

→ Joe Biden.
Dessin de Bertrams
paru dans De Groene
Amsterdammer,
Pays-Bas.





Russie par la prolongation du traité New Start III sur les armes stratégiques [en février]. Vladimir Poutine est également familier de cette approche.

C'est pourquoi la stabilité stratégique, l'encadrement et la non-prolifération nucléaire intéresseront les deux parties et constitueront sans doute le socle de la rencontre. Mais les élites surannées de la guerre froide ne fixent plus l'ordre du jour et il va falloir allonger la liste des points à négocier. On pourrait définir les nouvelles élites arrivées à la fin du xx^e siècle comme mondialistes et post-mondialistes. Les deux tendances se caractérisent par leur dépendance vis-à-vis du capital mondial sous l'emballage de la "révolution verte" et du numérique, la différence étant qu'une partie a jugé plus avantageux de ne pas se débarrasser des frontières et de revenir aux bons vieux États, dans le but de promouvoir les intérêts de ses propres multinationales par des accords de libre-échange et au détriment des pays en voie de développement et du tiers monde. Sur le plan politique, ces deux tendances utilisent le néolibéralisme comme prétexte à privatiser les intérêts nationaux, tout en remplaçant ce paradigme par un discours politique axé sur les valeurs morales lors des élections et dans les programmes politiques. Seulement, cette rhétorique humaniste s'est heurtée au début du nouveau millénaire à l'effondrement de nations entières sous l'effet d'interventions étrangères, ainsi qu'à la fragilisation de l'économie et au déclin de l'État providence.

Biden devra compter avec les intérêts de ces élites. Lors de son investiture, il a promis de créer une "alliance des démocraties" censée réunir

SOURCE



EXPERT

Moscou, Russie
Hebdomadaire

expert.ru

S'appuyant sur une équipe d'économistes et de journalistes spécialisés issus de la rédaction du quotidien *Kommersant* (pionnier de la presse indépendante en Russie), *Expert*, fondé en 1995, est un hebdomadaire conservateur qui fait autorité dans la presse économique. Sans être d'opposition, il n'en est pas moins critique vis-à-vis du Kremlin.

les États dans une "lutte mondiale contre l'autoritarisme". Concrètement, il ne va évidemment pas discuter avec Vladimir Poutine du sort de [l'opposant russe] Alexeï Navalny. Il sera question de problèmes autrement plus tangibles d'un point de vue financier et politique pour servir les mondialistes et les financiers de tous bords : Nord Stream II, l'accord sur le nucléaire iranien, la Syrie, et naturellement la question d'une alliance Chine-Russie. L'Ukraine? Uniquement en guise de monnaie d'échange.

L'écologie pourrait être également un thème de négociation, susceptible même de se solder par des avancées. Ce point aura une résonance positive auprès de la nouvelle génération d'élites des deux côtés de l'Atlantique. En Allemagne, les Verts sont en lice pour la victoire aux élections à l'automne prochain tandis que l'aile gauche du Parti démocrate se renforce aux États-Unis. Ce n'est donc pas un hasard si l'écologie a trouvé sa place dans les déclarations de Vladimir Poutine.

Biden va devoir "vendre" sa rencontre avec Poutine aux Américains. Il a clairement montré à l'establishment américain que le temps de jeter des pierres contre Moscou était révolu. Après le piratage [informatique] de Colonial Pipeline, par exemple, qui a privé de carburant une partie

Biden a clairement montré à l'establishment américain que le temps de vilipender Moscou était révolu.

Programme

Trois sommets et une rencontre

●●● "L'Amérique est de retour. L'Alliance atlantique est de retour", avait déclaré Joe Biden à la conférence virtuelle de Munich sur la sécurité mondiale, en février. Quatre mois plus tard, le président américain arrive en Europe pour participer successivement à un sommet du G7 (11-13 juin), un sommet de l'Otan (14 juin), un sommet Union européenne - États-Unis (15 juin) et une rencontre avec Vladimir Poutine (16 juin).

Dans son discours de Munich, il relevait les axes majeurs de son programme international :

- "Les dirigeants du G7 doivent coordonner une action multilatérale pour répondre à la pandémie de Covid-19, la crise économique mondiale, à la crise climatique."

- "Le partenariat entre l'Europe et les États-Unis est et doit rester la pierre angulaire de tout ce que nous espérons accomplir au XXI^e siècle."

- "Nous devons défendre les valeurs démocratiques et nous opposer à ceux qui monopoliseraient et normaliseraient la répression. C'est ainsi que nous serons en mesure de faire face à la menace de la Russie."

- "Nous devons nous préparer à une concurrence stratégique à long terme avec la Chine. La manière dont les États-Unis, l'Europe et l'Asie collaboreront pour assurer la paix, défendre nos valeurs et faire progresser notre prospérité dans le Pacifique sera l'un des efforts les plus importants que nous entreprendrons."

de la côte est des États-Unis [au début du mois de mai], le président américain s'est empressé de disculper officiellement le gouvernement russe. Cette nouvelle "dépendance" du chef de la Maison-Blanche nécessite quelques explications. Les deux ailes du Parti démocrate doivent en permanence trouver un compromis sur toutes les questions de politique intérieure et extérieure. Comme le nouveau président américain ne peut pas compter sur le soutien des républicains, chaque voix de la majorité démocrate à la Chambre des représentants vaut son pesant d'or, de même que les sièges démocrates au Sénat [48 sur 100]. L'opinion de l'"aile radicale" joue déjà un rôle dans la politique étrangère américaine : c'est notamment grâce à sa mobilisation que Biden a forcé Benyamin Nétanyahou à mettre fin à la guerre avec la Palestine à son désavantage.

Enfin, autre point essentiel dans le plan du dirigeant américain - la piste chinoise. La nécessité de contenir Pékin reste un objectif majeur pour les élites américaines, traditionnelles comme nouvelles. Cette rencontre avec Poutine est censée établir un espace de dialogue américano-russe qui, en théorie, empêcherait la Russie de se précipiter dans une alliance renforcée avec la Chine. Les quatre premiers mois de présidence de Biden ont dissipé les derniers doutes sur le cap stratégique de la Maison-Blanche en matière de politique étrangère. Le parti pris antichinois est manifeste et justifiera de la part de l'administration Biden le sacrifice de nombreux pions ainsi que la création d'alliances avec les adversaires d'hier.

Si on met de côté le problème de l'arsenal nucléaire de la Corée du Nord, de la sécurité de Taïwan et les autres défis inextricablement liés à la Chine, le talon d'Achille des États-Unis est son économie. Les États-Unis sont peu dépendants du commerce extérieur, qui ne constitue que 18 % du PIB. En 2020, la part de la Chine dans le total des importations américaines n'atteint que 8,7 %, soit 0,6 % du PIB américain. Le risque, en cas de rupture des liens économiques avec la Chine, ne tient pas tant aux pertes économiques directes, mais aux probables pénuries de certaines marchandises que les États-Unis et leurs alliés les plus proches ne produisent pas en quantité suffisante. Si la Chine et ses éventuels alliés décident d'interdire les exportations de certains produits stratégiques aux États-Unis, les répercussions pour les Américains pourraient être pires que celles de l'embargo [sur le pétrole] de 1973. Sous couvert de relance économique post-Covid, la Maison-Blanche a déjà alloué des subventions pour la construction sur le sol américain d'usines de puces électroniques : dans le plan de relance de 2200 milliards, une enveloppe de 50 milliards sera consacrée aux semi-conducteurs. Les États-Unis ambitionnent de se débarrasser rapidement non seulement de leur dépendance aux Chinois, mais de toute dépendance étrangère dans les secteurs sensibles.

Observant l'escalade du conflit entre la Russie et l'Occident, Pékin semble penser que Moscou n'aura pas d'autre choix que de solliciter une alliance.

Sitôt président, Biden a relevé l'étendard de la bataille avec la Chine lâché par Trump, et la confrontation est aujourd'hui à son point culminant. Non seulement il n'a pas levé les droits de douane imposés par Trump sur les produits chinois, mais il refuse même d'aborder le sujet. De plus, le chef de la Maison-Blanche a appelé ses alliés à se préparer à un conflit prolongé avec la Chine. La Maison-Blanche demande en substance à la Chine de renoncer à toute ambition de leadership mondial. Pékin ne semble même pas disposé à en discuter.

Les États-Unis ont déjà réussi à obtenir le soutien de l'UE, du Royaume-Uni et du Canada, qui se sont joints aux sanctions américaines contre la Chine. Pourtant, les États-Unis et l'UE ont bien des questions à résoudre entre eux, comme celle des droits de douane imposés par Trump sur une série de produits européens et toujours appliqués. Mais cela n'a manifestement pas distendu les rapports d'alliance compte tenu de la gravité du dossier. De son côté, la Maison-Blanche a également fait preuve d'une capacité de conciliation sans précédent en acceptant l'achèvement du gazoduc Nord Stream II, prétendument par respect des intérêts européens. La décision de Biden vise en réalité plutôt une réaction de Moscou que la reconnaissance de Berlin. Le président français Emmanuel Macron est allé encore plus loin en

parlant de l'inefficacité des sanctions contre la Russie. Washington n'a pas réagi à ces déclarations, et il est peu probable qu'il le fasse avant sa rencontre avec Poutine, mais le revirement des Américains et des Européens est une évidence.

Dans la confrontation avec la Chine, la Maison-Blanche est particulièrement attentive à la position du Kremlin. Malgré une part plutôt modeste dans l'économie mondiale, la Russie parvient à maintenir une relative parité avec les États-Unis en matière de technologie militaire. Washington ne voudrait surtout pas que Moscou et Pékin contractent une alliance militaire sur le modèle de l'Otan ou, pis, entament une coopération militaro-industrielle étroite et échangent des technologies. Dans le même temps, Washington ne proposera sans doute pas à Moscou de prendre part à des actions politiques ou économiques contre Pékin et se contenterait d'une position de neutralité. Après tout, au plus fort de la confrontation entre la Russie et l'Occident entre 2014 et 2020, Pékin a également préféré s'en tenir à la neutralité et ne devrait pas s'en offusquer (même s'il le fera certainement). Observant l'escalade du conflit entre la Russie et l'Occident, la Chine semble penser que Moscou n'aura pas d'autre choix que de solliciter Pékin pour former une alliance, et a préféré ne pas hâter les choses. Désormais cependant, Pékin estime qu'il est temps de discuter et a dépêché [le 25 mai] à Moscou le chef du bureau de la Commission des Affaires étrangères du Comité central du Parti communiste chinois, Yang Jiechi, pour un round de négociation avec le secrétaire du Conseil de sécurité de Russie, Nikolai Patrouchev.

Lors du sommet extraordinaire de l'UE le 24 mai, l'ordre du jour consacré à l'origine aux relations avec la Russie a été chamboulé par l'affaire du détournement de l'avion de la Ryanair par les forces de l'air biélorusses. C'est peut-être tombé à point pour aider les leaders européens à sortir du discours anti-russe à la veille de la rencontre Poutine-Biden. Étonnamment, ils ont en effet changé de ton : personne n'a accusé Moscou d'avoir le moindre lien avec cette affaire. Les parties se sont donné rendez-vous dans un mois, après le sommet de l'Otan et la rencontre russo-américaine du 16 juin. Notons que c'est par son entrevue avec Poutine que Biden va clore sa grande tournée européenne qui commencera par le G7, suivi du sommet de l'Otan à Bruxelles, et du sommet UE-États-Unis.

D'un côté, ce calendrier légitime le fait que Biden se présente à la rencontre avec Poutine comme le leader du monde occidental libre, car il aura rassemblé toutes les aspirations de ses partenaires et donné des recommandations pour l'élaboration d'une stratégie commune. Mais cette multitude de requêtes et d'ambitions contradictoires de la part de partenaires très différents et peu autonomes ne va-t-elle pas lui compliquer la tâche lorsqu'il s'agira d'en extraire des propositions cohérentes pour le président russe?

—Piotr Skorobagaty,
Nourlan Gassymov et Alexandre Smirnov

Publié le 31 mai

Perspectives

UNE ALLIANCE RUSSIE-CHINE ?

Après l'échec retentissant de la rencontre américano-chinoise du 18 mars en Alaska, l'idée d'une alliance stratégique entre Moscou et Pékin contre l'Occident a fait florès. Selon l'hebdomadaire russe **Expert**, si ces deux puissances ont développé une certaine compréhension mutuelle, prônant la création d'un monde multipolaire et de nouveaux instruments de gouvernance internationale, il est peu probable qu'elles arrivent cependant à forger une alliance vraiment opératoire. La raison? Le manque de confiance de la Chine envers la Russie : elle doute que cette dernière "résiste à un nouvel appel du pied de la part de l'Occident s'il avait lieu". Ce qui est possible, estime le titre, à condition que l'Occident apprenne à considérer la Russie comme un partenaire égal et admette que l'espace postsoviétique est une zone d'influence russe.



BIDEN EN FAIT-IL TROP VIS-À-VIS DE POUTINE ?

Le nouveau président américain déclare vouloir faire de la défense des valeurs démocratiques la pierre angulaire de sa politique étrangère. Mais, dans la pratique, il semble prêt à quelques entorses.

— **Financial Times** (extraits) Londres

Peu après son arrivée à la Maison-Blanche, Joe Biden a promis un changement de cap dans la politique étrangère américaine afin de mieux "unir nos valeurs démocratiques à notre leadership diplomatique". Cette annonce faisait partie de l'effort global entrepris pour tirer un trait sur l'ère Trump.

Alors qu'avec sa politique de "l'Amérique d'abord" Donald Trump a tendu la main comme jamais aux dirigeants autocratiques, Joe Biden dit vouloir rétablir le leadership moral des



États-Unis pour défendre la démocratie dans le monde entier.

[Cet] engagement a été remis en cause après le détournement, le 23 mai, par le président biélorusse Alexandre Loukachenko d'un avion de ligne à bord duquel se trouvait un militant de l'opposition. Les États-Unis ont pris des mesures pour punir Minsk de ce comportement scandaleux [et] annoncé qu'ils se joignaient à l'Union européenne pour travailler à de nouvelles mesures contre le régime de Loukachenko.

Mais les critiques estiment que la réponse de la Maison-Blanche a été tardive et hésitante (plusieurs jours après celle, très rapide, de Bruxelles) et que le préjudice est aggravé par la future rencontre, très médiatisée, entre Biden et le président russe Vladimir Poutine [le 16 juin, à Genève].

“Dans la tradition soviétique et, bien sûr, dans la tradition russe, une rencontre avec le président américain est plus importante que tout le reste”, souligne Leon Aron, spécialiste de la Russie à l’American Enterprise Institute, un think tank conservateur [de Washington]. Selon lui, cette rencontre permettra à Vladimir Poutine d’obtenir une validation internationale à un moment où il est confronté à des difficultés dans son pays.

Un haut responsable américain reconnaît que la Maison-Blanche a été forcée de trouver un équilibre entre sa volonté de réaffirmer les principes démocratiques dans le monde et des considérations plus pragmatiques. Autrement dit, que le bilan de Joe Biden en matière de droits humains n’est pour l’instant “pas parfait”. “Il faut parfois se résoudre à des compromis en matière d’impératifs nationaux”, explique ce haut responsable.

En revanche, il est en désaccord avec ceux qui affirment que l’attitude des États-Unis envers la Biélorussie s’inscrit dans une reculade plus

↑ Dans le char : Vladimir Poutine. Dessin d’**Oliver Schopf** paru dans **Der Standard**, Vienne.

générale dans la promotion des valeurs de la démocratie dans le monde. Le gouvernement américain, insiste-t-il, a pris position en faveur des droits de l’homme dans de nombreux pays, dont la Chine, le Yémen, l’Arabie Saoudite et l’Éthiopie.

Après le coup de force de Loukachenko, la rencontre entre Biden et Poutine sera observée encore plus attentivement. Pour Andrea Prasow, de l’ONG Human Rights Watch, il serait “extrêmement décevant” que le président américain ne profite pas de cette rencontre pour envoyer un message fort en faveur des droits humains, surtout compte tenu de la nouvelle démonstration

“Pour les Russes, ce genre de rencontres est la preuve qu’ils sont respectés et craints.”

Leon Aron,
SPÉCIALISTE DE LA RUSSIE DANS
UN THINK TANK AMÉRICAIN

de force de la Russie près de la frontière ukrainienne [en avril] et de la façon dont elle traite le chef de l’opposition Alexei Navalny, qui est toujours en prison [depuis janvier].

Pour Leon Aron, accepter le sommet avec Vladimir Poutine après qu’il a bafoué les droits de l’homme dans son pays et à l’étranger est une grosse erreur politique, surtout à un moment où le président russe ferraille avec une baisse de popularité, une faible croissance économique et des manifestations dans tout le pays contre le traitement infligé à l’opposant Navalny. “Pour les Russes, ce genre de rencontres est la preuve qu’ils sont respectés et craints”, déclare-t-il.

Le haut responsable de la Maison-Blanche précédemment cité affirme que Joe Biden aura des conversations “difficiles” avec Vladimir Poutine sur les droits humains et la démocratie, et qu’il ne considère pas cette rencontre comme une concession. Mais il admet que l’événement risque d’être récupéré pour servir la “propagande” du gouvernement russe.

Les tentatives d’instaurer une relation avec la Russie davantage fondée sur la défense de certaines valeurs se sont heurtées à une réalité très concrète : Washington a besoin du Kremlin pour traiter plusieurs priorités en matière de sécurité, notamment le retrait des troupes américaines d’Afghanistan, la limitation des armes stratégiques, la résurrection de l’accord sur le nucléaire iranien et la politique sur le climat.

Joe Biden a adopté un ton plus dur que Barack Obama et Donald Trump au début de leur mandat en déclarant en interview qu’il considérait Poutine comme un “tueur”, ce qui a entraîné le rappel des ambassadeurs américain et russe. Biden, lorsqu’il était le vice-président d’Obama, a déjà rencontré Poutine en 2011. Cette fois-là, a-t-il raconté plus tard, il lui avait dit qu’il n’avait pas d’âme.

Les critiques maintiennent toutefois que la réponse des États-Unis à la Biélorussie fait partie d’un schéma général dans lequel s’inscrit également l’échec de Biden à imposer des sanctions au prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, malgré la publication d’un rapport des services de renseignement américains affirmant qu’il avait validé l’opération qui a conduit à l’assassinat du journaliste Jamal Khashoggi [le 2 octobre 2018 à Istanbul].

“Le plus décevant dans toutes ces affaires est qu’elles donnent à penser que la promotion des droits humains n’est pas toujours dans l’intérêt des États-Unis”, souligne Andrea Prasow.

Joe Biden a pris ses fonctions avec un bilan solide en matière de droits humains et de promotion de la démocratie : lorsqu’il était vice-président d’Obama, il lui arrivait parfois de se quereller avec des membres plus “réalistes” du gouvernement. Mais son conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, lui aussi un ancien de l’équipe d’Obama, fait remarquer que Joe Biden a toujours considéré que la politique étrangère américaine était guidée par le principe de “l’intérêt personnel éclairé”, où le “pur” intérêt de la classe moyenne américaine va de pair avec la poursuite d’intérêts plus généraux.

—**Katrina Manson**
Publié le 30 mai

À la une



LE (TIMIDE) RETOUR DE L'OCCIDENT

“Le G7 est-il capable de reconstruire une alliance mondiale pour contrer Pékin ?” La question, posée par le **New Statesman** en une de son édition du 4 juin, est appelée à dominer la prochaine réunion des dirigeants du Groupe des sept, du 11 au 13 juin. “Alors

que la Chine poursuit son ascension, les démocraties libérales peinent à établir un nouvel équilibre des pouvoirs”, constate l’hebdomadaire britannique. En 2020, un terme anglais a même été popularisé pour décrire l’apparent déclin de l’Occident : “Westlessness” (“la disparition du bloc occidental”), caractérisé par des attaques permanentes “de l’intérieur, mais aussi

de l’extérieur”. Reste qu’à l’approche du sommet organisé à Carbis Bay, dans le sud-ouest de l’Angleterre un optimisme prudent semble s’installer. Donald Trump a quitté la Maison-Blanche au profit d’un Joe Biden déterminé à renouer les alliances abîmées par son prédécesseur. Autre signal encourageant : l’invitation à Carbis Bay des dirigeants indien, australien, sud-coréen et sud-africain, “ce qui renforce le sentiment que l’Occident est ouvert à la création de nouvelles coalitions” face aux menaces autocratiques posées par la Chine et la Russie. Cependant, l’avenir demeure flou. D’après le magazine londonien, un scénario semble se dégager : l’entrée dans une ère de “simili-Occident” (*Westishness*), qui garderait certaines de ses valeurs et de ses forces au détriment d’autres. “Dans cet avenir, une Europe de plus en plus attirée dans l’orbite économique de l’Asie dériverait vers une position intermédiaire entre les États-Unis et la Chine.”



← George Washington et Mao Tsé-toung. Dessin de Lauzan, Chili.

Et si la Chine déclençait les hostilités

VU DES ÉTATS-UNIS Rien de tel que la géopolitique fiction pour comprendre la réalité de la compétition stratégique entre Chine et États-Unis autour de Taïwan, souligne ce chroniqueur du *New York Times*.

—**The New York Times** (extraits)
New York

Si vous cherchez un bon livre pour l'été, je vous recommande le roman *2034*, de James Stavridis, amiral en retraite, et d'Eliot Ackerman, ancien officier des marines et du renseignement [2034: A Novel of the Next World War, inédit en français]. Il raconte comment la Chine et l'Amérique entrent en guerre en 2034, le conflit commençant par une bataille navale au large de Taïwan, et Pékin bénéficiant du soutien de ses alliés tacites, l'Iran et la Russie.

Sans rien révéler de la trame, j'ajouterais que la Chine et les États-Unis finissent par s'affronter dans un conflit nucléaire qui détruit quelques-unes de leurs villes, et que c'est l'Inde, neutre, qui devient la puissance mondiale dominante (c'est un roman, après tout).

Ce que ce livre a d'inquiétant, c'est que quand je l'ai refermé et que j'ai ouvert le journal du jour, j'y ai retrouvé une grande partie de ce qui, selon ses auteurs, va se passer dans treize ans : l'Iran et la Chine venaient de signer un accord de coopération

de vingt-cinq ans. Poutine était en train de masser des troupes à la frontière de l'Ukraine tout en avertissant Washington que quiconque menacerait la Russie "regretterait ses actes plus que jamais encore auparavant". Tandis que des escadrilles de chasseurs chinois dotés d'équipements de guerre électronique violent désormais régulièrement l'espace aérien taïwanais, les responsables chinois ont déclaré que "rien n'autoris[ait]" les États-Unis "à parler à la Chine en se plaçant en position de force".

Bigre, voilà que la réalité ressemble un peu trop à la fiction. Mais pourquoi maintenant ?

La réponse se trouve en partie dans un autre livre, *The Rise and Fall of Peace on Earth* ["L'ascension et la chute de la paix sur Terre", inédit en français], de Michael Mandelbaum. Cet ouvrage décrit comment nous sommes passés d'un monde défini par la guerre froide entre la démocratie américaine et le communisme soviétique – de 1945 à 1989 – à un quart de siècle étonnamment paisible, sans conflit entre grandes puissances, qui s'est accompagné d'une expansion de la démocratie et d'une interdépendance économique planétaire – de 1989 à 2015 –, puis



OPINION

A relire



Le géant taïwanais TSMC s'est imposé comme le premier producteur au monde de semi-conducteurs. Nous avons consacré, dans notre édition du 22 avril, un dossier à cette mainmise, qui inquiète d'autant plus les grandes puissances que Taïwan est sous la menace d'une invasion chinoise.

à l'époque actuelle, beaucoup plus dangereuse, où la Chine, l'Iran et la Russie résistent aux pressions de la démocratie et à la nécessité d'une croissance économique constante en proposant à leurs populations un hypernationalisme agressif.

Ce qui rend ce retour du nationalisme agressif chinois, iranien et russe d'autant plus dangereux, c'est qu'il est associé à des secteurs économiques étatiques, en particulier à l'industrie militaire, et qu'il se développe au moment où la démocratie américaine, elle, chancelle.

Notre guerre civile politique et culturelle débilite, attisée par les réseaux sociaux, paralyse la capacité des Américains à parler d'une seule voix et empêche Washington de jouer le rôle mondial de stabilisateur que les États-Unis avaient endossé après la Seconde Guerre mondiale.

Notre décision irréfléchie d'élargir l'Otan au nez et à la barbe de Moscou au lendemain de la chute de l'URSS a crispé la Russie au point d'en faire un ennemi au lieu d'un partenaire potentiel, créant les conditions idéales pour l'apparition d'un autocrate antioccidental comme Poutine.

Dans le même temps, les interventions américaines en Afghanistan et en Irak n'ont pas réussi à aboutir au pluralisme et à la normalité espérés après le 11 Septembre, échec auquel se sont ajoutées la crise économique de 2008 et la pandémie actuelle. Tout cela a sapé tant la confiance en soi de l'Amérique que la confiance que le monde avait en elle.

La Chine, l'Iran et la Russie résistent aux pressions de la démocratie en proposant à leurs populations un hypernationalisme agressif.

Le résultat ? Au moment précis où la Chine, la Russie et l'Iran défient plus ouvertement que jamais l'ordre international, nombreux sont ceux qui se demandent si Washington a l'énergie, les alliés et les ressources nécessaires pour s'engager dans un nouveau bras de fer géopolitique. "Ce n'est pas parce que le communisme a disparu – et que nous n'avons plus deux systèmes politiques et économiques qui revendiquent une légitimité universelle et s'affrontent – que les considérations idéologiques n'ont plus leur place dans la politique internationale", m'a affirmé Mandelbaum.

Les régimes qui sont au pouvoir en Chine, en Iran et en Russie se sentent plus menacés par la démocratie qu'on ne le pense, précise Mandelbaum. Au cours de la première décennie du XXI^e siècle, ces régimes ont pu s'assurer un soutien suffisant de leurs populations grâce au progrès économique. Mais quand ce dernier a commencé à ralentir "il a fallu que les dirigeants de ces pays trouvent un substitut, et ils ont choisi l'hypernationalisme".

Sommes-nous à même de relever le défi ? Je suis à peu près certain que nous avons les moyens de dissuader une Russie et un Iran devenus plus agressifs et plus nationalistes à un coût raisonnable avec l'aide de nos alliés traditionnels.

La Chine est une autre paire de manches. Cette dernière est désormais un concurrent à armes égales avec nous dans tous les domaines, militaire, technologique et économique, à l'exception d'un seul : la conception et la fabrication des microprocesseurs, des composants logiques et des cartes mémoire les plus sophistiqués qui sont aujourd'hui à la base de l'intelligence artificielle, de l'apprentissage informatique, des calculateurs à haute performance, des véhicules électriques, des télécommunications – autrement dit, l'ensemble de l'économie numérique à laquelle nous sommes en train de passer.

L'État chinois n'est pas vraiment parvenu pour l'instant à maîtriser la physique et le matériel nécessaires à la manipulation de la matière à une nano-échelle, compétence indispensable pour produire à la chaîne des microprocesseurs supersophistiqués. Or à quelques kilomètres à peine de la Chine se trouve le plus grand et le plus moderne des fabricants de puces du monde : Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC). C'est l'un des trois seuls producteurs de la planète à fabriquer les semi-conducteurs les plus avancés et il est de loin le plus puissant.

La plupart des concepteurs de puces, comme IBM, Qualcomm, Nvidia, AMD (et même Intel), font aujourd'hui appel à TSMC et Samsung pour produire leurs microprocesseurs. Mais ce qui compte tout autant, c'est que trois des cinq entreprises qui fabriquent les logiciels, les outils utilisés par TSMC et d'autres pour produire les puces sont installées aux États-Unis. Une expertise qui, pour l'essentiel, fait défaut à la Chine.

L'Amérique dispose par conséquent de moyens de pression pour empêcher TSMC de fabriquer des puces ultramodernes pour les sociétés chinoises. En avril dernier, les États-Unis ont obligé la société taïwanaise à suspendre les nouvelles commandes émanant de sept centres de supercalculateurs chinois soupçonnés de participer au programme d'armement de la République populaire.

La Chine redouble d'efforts dans la recherche. Reste qu'il lui faudra peut-être plus de dix ans avant d'atteindre le niveau nécessaire. C'est pour cela qu'aujourd'hui, si la Chine veut récupérer Taïwan pour des raisons idéologiques, elle souhaite rattacher TSMC à son complexe militaro-industriel avant tout pour des raisons stratégiques. Et si les stratèges américains sont prêts à défendre la démocratie taïwanaise, ils sont encore plus prêts à veiller à ce que TSMC ne tombe pas aux mains de la Chine. Car dans un monde numérique, qui contrôle le meilleur fabricant de puces contrôlera bien des choses.

Lisez donc 2034. Dans le roman, la Chine s'assure la supériorité technologique grâce à des matériaux furtifs, des méthodes de cybercamouflage et de brouillage de satellites innovants. Ce qui lui permet de lancer avec succès une attaque surprise contre la flotte américaine du Pacifique. Et la première chose que fait Pékin, c'est de s'emparer de Taïwan.

Nous devons tout faire pour que cela reste de la fiction.

—Thomas Friedman
Publié le 27 avril

À la une



LE PROCHAIN CONFLIT MONDIAL ?

Un incident mineur en mer de Chine méridionale pourrait-il déclencher un conflit mondial, aux effets aussi dévastateurs que la Première Guerre mondiale ? C'est la question que pose le mensuel **The Diplomat**, et à laquelle un professeur de géopolitique de l'université des Philippines répond par l'affirmative. Sous bien des aspects, la mer de Chine méridionale peut être comparée aux Balkans du début du xx^e siècle, dit Richard Javad Heydarian. Pour éviter ce sombre scénario, les États concernés, au premier rang desquels les États-Unis, doivent collectivement combiner dissuasion et dialogue avec Pékin, afin d'empêcher que la Chine impose sa domination sur cette importante voie de passage, qui doit rester libre et ouverte. Le spectre d'un nouveau conflit entre superpuissances hante les populations riveraines de cette région, qui ont déjà fait les frais de conflits par le passé.

Repères

Les origines de la pandémie, un enjeu géopolitique

●●● Le 26 mai, Joe Biden a donné trois mois aux services de renseignement américains pour trouver enfin une explication satisfaisante à l'origine de la pandémie de Covid-19, en précisant que les agences américaines de renseignement ne sont pas parvenues à déterminer si la diffusion du coronavirus "résultait d'un contact humain avec un animal infecté ou d'un accident de laboratoire". Les États-Unis et ses alliés continueront donc de "faire pression sur la Chine pour qu'elle participe à une enquête internationale complète, transparente et fondée sur des preuves". Cette décision, souligne le **New York Times**, intervient à la suite de "critiques croissantes concernant le rapport [rendu public fin mars] d'une équipe internationale d'experts convoquée par l'OMS, qui a rejeté en grande partie la possibilité que le virus se soit accidentellement échappé de l'Institut de virologie de Wuhan." Le ministère chinois des Affaires étrangères a aussitôt répliqué en accusant les États-Unis de "manipulation" et a jugé "extrêmement improbable" tout lien entre le Covid-19 et l'Institut de virologie de Wuhan. Le porte-parole du ministère chinois s'est également fait un plaisir de rappeler les "antécédents notoires" de manipulation de l'information de la part des services de renseignement américains, notamment en 2003 pour justifier la guerre en Irak.

Analyse

Une politique étrangère pour la classe moyenne

●●● S'il est une chose sur laquelle Joe Biden et le reste du monde peuvent tomber d'accord, c'est que "la politique étrangère de Trump, qui reposait sur la formule 'l'Amérique d'abord', a été un échec sur toute la ligne", souligne le **Financial Times**. Le nouveau président américain a donc opté pour un autre slogan et promet désormais "une politique étrangère pour la classe moyenne". Comme le résume Kori Schake, du think tank conservateur American Enterprise Institute, sur le site de **The Atlantic**, l'objectif de cette doctrine est de "promouvoir les intérêts de la classe moyenne et laborieuse américaine" et de tourner le dos à une politique extérieure américaine qui, ces dernières décennies, a été perçue comme avantageant les plus riches en poussant à "la conclusion d'accord

L'enquête diligentée par Biden fait suite à des demandes de plus en plus pressantes de la part de la communauté scientifique d'élucider plus avant les origines du coronavirus responsable de la pandémie. Dix-huit scientifiques de renom ont par exemple signé une lettre, publiée dans la revue **Science** à la mi-mai, qui plaidait en faveur d'une enquête transparente et fondée sur des données objectives, afin de n'exclure aucune hypothèse, dont celle d'un virus échappé du laboratoire de Wuhan. Si cette hypothèse s'avérait, elle aurait d'énormes répercussions géopolitiques, souligne le **Financial Times**. "Même si le gouvernement Biden tentait d'en limiter les conséquences, une telle découverte entraînerait sans doute des recours en justice aux États-Unis pour réclamer à la Chine des indemnités faramineuses. Les efforts de la Maison-Blanche pour maintenir l'équilibre précaire entre affrontement et coopération avec Pékin seraient alors réduits à néants." Pour Pékin, l'enjeu est également de taille : "Si la Chine se sent de nouveau acculée sur la question de la pandémie, elle risque une fois de plus de réagir avec agressivité ou en cherchant une quelconque diversion internationale." Et le **Financial Times** de conclure : "La volonté de comprendre l'origine de la pandémie est indispensable. Mais elle est aussi dangereuse."

commerciaux et en dessinant un ordre mondial favorable aux multinationales". Si cette nouvelle approche est applaudie par l'establishment démocrate et même qualifiée de "révolutionnaire" par l'expert James Traub dans le magazine **Foreign Policy**, les conservateurs ne la voient pas du même œil. "Comme son prédécesseur, Joe Biden gère les affaires mondiales comme s'il s'agissait d'une extension des politiques intérieure et économique américaines", déplore ainsi Kori Schake dans **The Atlantic**. Pour l'experte, les doctrines de Trump et de Biden reposent toutes deux "sur une vision passiviste de l'économie américaine datant de l'âge de l'industrialisation et sont fondamentalement mercantiles". Qui plus est, elles sont destinées à flatter les "penchants isolationnistes" des Américains.

La crise, cette passion américaine

VU DE CHINE Les tensions fomentées par Washington en Asie-Pacifique n'ont pour but que de justifier la mise en place d'un réseau d'alliances structuré. L'Otan et l'Europe sont invitées à s'inscrire dans ce schéma, écrit cet universitaire chinois.

—Huanqiu Shibao (Global Times)
Pékin

Le premier dirigeant étranger à s'être rendu [le 16 avril] aux États-Unis pour y rencontrer le nouveau président Joe Biden, le Premier ministre japonais, Yoshihide Suga, a abordé avec ce dernier de nombreuses questions, dont celle de la concurrence stratégique avec la Chine. Peu auparavant [le 14 avril], le gouvernement Biden avait dépêché à grand renfort médiatique une délégation d'anciens hauts responsables américains à Taïwan [en rupture avec la politique américaine d'absence de contact direct avec Taïwan]. Il a récemment envoyé à plusieurs reprises des navires de guerre américains en mer de Chine méridionale. Il ne cesse d'encourager ses alliés européens à déplacer le théâtre de leurs opérations militaires vers la région Asie-Pacifique, où il procède régulièrement à des exercices militaires conjoints avec eux. Tous ces éléments montrent que les États-Unis ne souhaitent pas que la région Asie-Pacifique s'installe dans la stabilité. Au contraire, créer ou attiser des crises pour mettre en permanence la région sous tension ou en état de crise, voire d'affrontements modérés, répond aux besoins de la "stratégie indo-pacifique" chère aux États-Unis.

Il faut comprendre que les États-Unis se sont développés grâce aux crises et aux guerres qu'ils ont déclenchées ou auxquelles ils ont dû faire face; c'est ce qui a façonné leur caractère national et leurs traditions diplomatiques. Que ce soit au XIX^e siècle, à travers leur expansion territoriale en Amérique du Nord, qui s'est accompagnée du massacre des Amérindiens, ou au XX^e siècle, à travers leur volonté d'instaurer ou de consolider leur hégémonie à l'échelle mondiale à coups de guerres "chaudes" ou "froides", une tradition politique s'est solidement ancrée. Elle s'est illustrée par la passion américaine pour les crises ou les guerres. C'est ce qui a permis à cette nation d'immigrants de résoudre les crises d'identité nationale et ethnique successives, et d'assurer l'intégrité politique si cruciale pour les États-Unis. Devant l'urgence actuelle d'une coopération

mondiale pour combattre la pandémie, une fois de plus les États-Unis se sont engagés dans une stratégie de prétendue alliance contre l'épidémie, visant en réalité à diviser la réponse internationale au Covid-19, pour se livrer à cette occasion à une concurrence géopolitique avec la Chine et la Russie.

Par ailleurs, afin de redynamiser le système d'alliances que l'élite politique américaine considère comme la ressource stratégique la plus précieuse, les États-Unis ont objectivement besoin de toute urgence d'une crise majeure dans la région Asie-Pacifique ou en Europe. Après l'effondrement de l'Union soviétique, on s'attendait à la disparition progressive de ce système d'alliances mis en place pendant la guerre froide. C'est le contraire qui s'est passé, il n'a cessé de se renforcer. Car les États-Unis ont tiré profit au maximum – quand ils ne les

L'annonce de Joe Biden et de ses alliés de l'Otan du retrait d'Afghanistan est en réalité un plan visant à déplacer le centre de leurs opérations vers l'Asie de l'Est.

ont pas déclenchés – de nombreux conflits, tels que la crise des Balkans, la guerre contre le terrorisme ou la rivalité stratégique entre les grandes puissances, pour se faire de nouveaux ennemis, afin d'obtenir la consolidation de l'Otan, qu'ils dirigent, ainsi que de leurs nombreuses alliances bilatérales dans la région Asie-Pacifique.

Dans les années 1990, dans l'après-guerre froide, les États-Unis se sont entêtés à élargir l'Otan aux anciens pays de l'Est, ce qui a mené à une nouvelle dislocation de l'Europe, ne laissant à la Russie d'autre choix que de s'opposer aux États-Unis. La guerre civile en Ukraine, qui dure depuis 2014, a été fomentée par les États-Unis, désireux de démontrer le rôle concret de l'Otan. Elle est aussi le résultat de tensions structurelles accrues par le refus des États-Unis de laisser la Russie reprendre une place

SOURCE



HUANQIU SHIBAO (GLOBAL TIMES)

Pékin, Chine

Journal d'informations internationales lancé en 1993, le Huanqiu Shibao profite de la vague d'orgueil national qui a accompagné l'émergence de la Chine sur la scène mondiale. Il se distingue par des éditoriaux nationalistes virulents, loin du ton empesé du groupe Renmin Ribao, organe du Parti communiste chinois, auquel il appartient. Ses prises de positions tranchées sont un indicateur des tendances les plus radicales dans les hautes sphères pékinoises.

➤ Sur les panneaux : Mer de Chine méridionale; c'est un territoire chinois.

Dans la bulle (bateau) : – Nous sommes dans les eaux internationales !

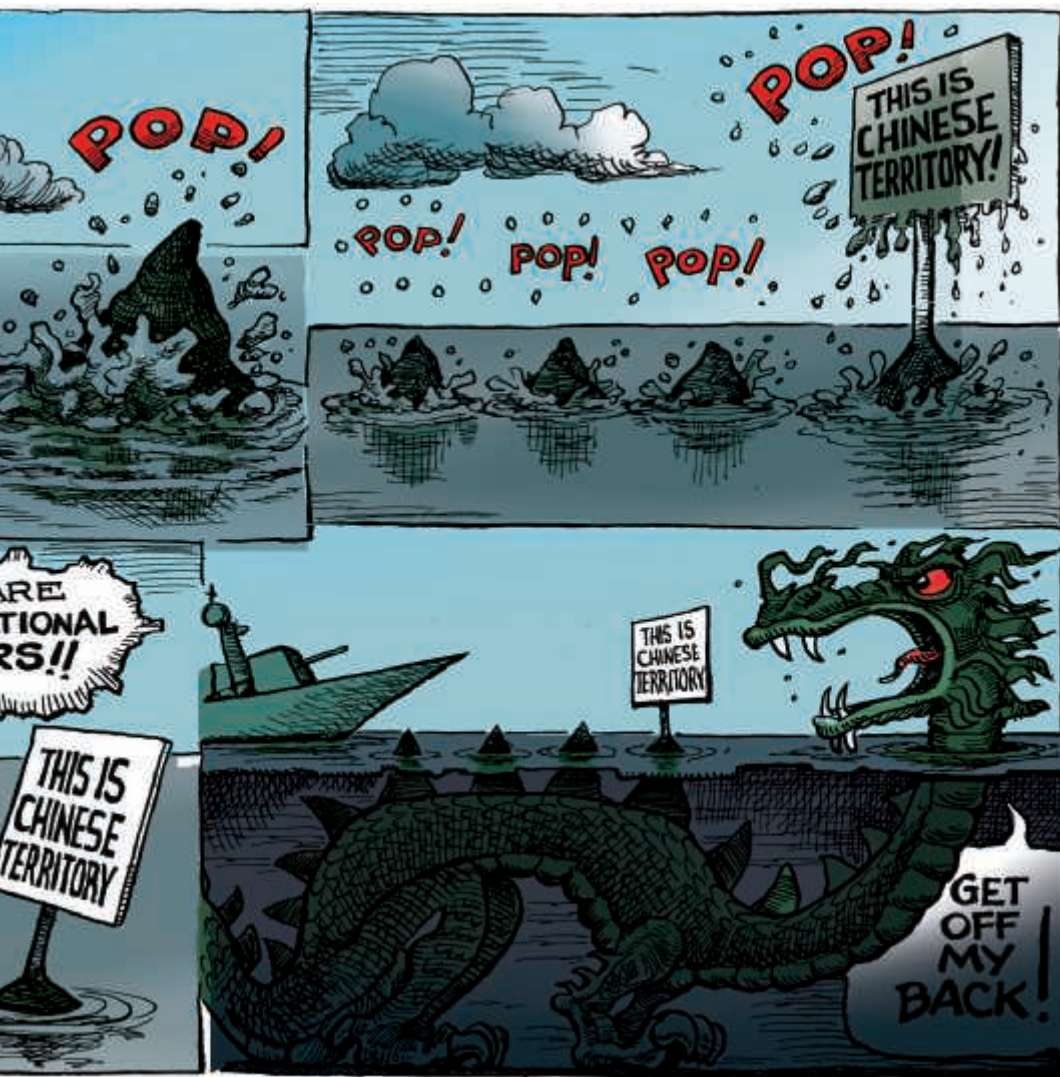
Dans la bulle (dragon) : – Lâchez-moi !

Dessin de Kal paru dans The Economist, Londres.



dans le grand dispositif de sécurité européen. La poursuite et la promotion de la "stratégie indo-pacifique" par le gouvernement de Joe Biden s'inspire de la même logique. Afin de relancer le rôle fédérateur des États-Unis dans la région Asie-Pacifique, le gouvernement Biden ne ménage pas ses efforts pour promouvoir dans l'opinion publique internationale l'idée selon laquelle "la Chine et la Russie sont des menaces", en soulevant sans cesse des litiges régionaux.

Les États-Unis se sont immiscés à plusieurs reprises dans nos affaires intérieures au nom de la démocratie et des droits de l'homme sur des questions liées au Xinjiang, à Hong Kong, à Taïwan et au Tibet; ils sont aussi source de dissensions à propos de la gestion de la pandémie, ainsi qu'en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale, où ils procèdent très souvent à des exercices militaires conjoints avec des pays alliés. Par essence, la "stratégie indo-pacifique" des États-Unis consiste à créer des divisions et des crises profondes dans la région Asie-Pacifique, et à y instaurer une rivalité, voire une confrontation stratégique, entre grandes puissances pour renforcer le rôle de leurs alliances régionales dans la région. Enfin, le rapprochement des objectifs en région



Asie-Pacifique et au sein de l'Otan est un des piliers les plus importants de cette stratégie américaine "indo-pacifique". Contrairement à l'Otan, qui exerce une emprise solide sur le dispositif de sécurité en Europe, les États-Unis n'ont pas de fonctions ni de pouvoirs suffisamment étendus au sein des alliances bilatérales nouées dans la région Asie-Pacifique pour avoir la garantie d'y conserver leur rôle dominant. C'est pourquoi ils déclenchent de nouvelles crises afin de favoriser la structuration rapide du Quad, le "dialogue quadrilatéral sur la sécurité", auquel ils souhaitent arrimer les nombreuses alliances bilatérales qu'ils entretiennent dans la région [le Quad réunit États-Unis, Japon, Australie et Inde, et a récemment été ravivé par des manœuvres conjointes et des discussions au sommet].

À terme, il s'agit de former un schéma de sécurité fondé sur l'"otanisation de l'Asie-Pacifique", avec une alliance multilatérale dirigée par les États-Unis. La volonté d'appliquer cette logique, qui a façonné le dispositif de sécurité en Europe, à la région Asie-Pacifique est claire et prévisible.

Les États-Unis poussent résolument leurs alliés européens au sein de l'Otan à rompre avec leur "vision européenne étroite" pour jouer le plus vite possible un rôle en dehors des frontières

de l'Europe. Un tel objectif apparaît au travers de nombreuses crises majeures. À l'heure où l'attention se concentre sur leur grande rivalité stratégique avec la Chine et la Russie, les États-Unis ont besoin de toute urgence d'accélérer le virage vers la zone Asie-Pacifique du système et des fonctions de l'Otan. La récente annonce de Joe Biden et de ses alliés de l'Otan de leur intention de retirer leurs troupes d'Afghanistan [initialement le 11 septembre, aujourd'hui le 4 juillet] ne signifie pas que l'Otan souhaite s'effacer en Asie ; c'est en réalité un plan visant à déplacer le centre de leurs opérations vers l'Asie de l'Est. Loin de se préoccuper de trouver une solution à la situation chaotique qu'ils laissent en Afghanistan, ils tentent de créer une crise plus importante encore en Asie orientale afin d'accélérer le virage de l'Otan en direction de la région Asie-Pacifique.

L'utilisation ou le déclenchement de crises majeures fait partie des habitudes des États-Unis pour promouvoir leurs intérêts stratégiques. Les pays de l'Asie-Pacifique attachés à leur prospérité et à leur stabilité doivent en avoir bien conscience et rester de ce fait sur leurs gardes.

—Li Haidong
Publié le 17 avril

Analyse

Le Quad, une "Otan" en Asie-Pacifique ?

●●● La perspective d'une intervention armée à Taïwan entraîne le resserrement des liens entre alliés des États-Unis, avec en tête le Japon, puissance régionale voisine. Le 16 avril, à l'issue d'une rencontre entre chefs d'État, Tokyo et Washington ont pour la première fois en soixante-douze ans abordé ouvertement la question de Taïwan, en déclarant leur attachement "à la paix et à la stabilité dans le détroit de Taïwan". Le 1^{er} juin, Matt Pottinger, ancien conseiller à la Défense nationale de Donald Trump, a conclu, lors d'un débat public dont fait état le **South China Morning Post**, que "si la Chine usait de la force pour se réunifier avec Taïwan, le Japon ferait usage de moyens militaires pour défendre l'île". Le Japon – et son Premier ministre d'alors, Shinzo Abe, inquiet de la montée en puissance de la Chine dans la région – avait dès 2006 émis l'idée du Quad, un forum quadripartite comprenant, outre les États-Unis et le Japon, l'Australie et l'Inde. Mais l'action de ce dernier a été faible depuis sa formation, en 2007. Depuis, les initiatives pour le relancer

se succèdent. En novembre 2020, puis en mars 2021, des manœuvres maritimes quadripartites ont eu lieu. Le 12 mars, une rencontre entre dirigeants a été "la première discussion multilatérale de sécurité pour le président Biden", souligne l'ancien Premier ministre australien Malcolm Turnbull, qui se félicite, dans le webzine **Asia Nikkei**, que son pays, en conflit ouvert avec la Chine sur nombre de sujets, évite ainsi l'isolement que Pékin lui souhaite. L'Europe n'est pas absente. Le Quad a participé aux manœuvres françaises La Pérouse dans le golfe du Bengale en avril. Le 1^{er} juin, le navire britannique *HMS Queen Elizabeth* est parti pour l'Asie avec à son bord des avions américains, et accompagné d'un bateau néerlandais. Un navire allemand est annoncé dans l'année. Tout cela préjuge d'une réponse unifiée possible en cas d'attaque de Taïwan, mais rien n'est moins sûr, estime le **Financial Times**. En attendant, l'intensification du déploiement naval américain et allié incite la Chine à déplorer que le Quad devienne une "Otan du Pacifique", souligne le **South China Morning Post**.

À la une



TAÏWAN, L'ENDROIT "LE PLUS DANGEREUX DU MONDE"

Taïwan est depuis longtemps au centre d'une ambiguïté stratégique, dans laquelle Washington "acquiesce à l'idée d'une seule Chine" mais a passé soixante-dix ans "à s'assurer qu'il y en a deux", observe **The Economist**.

Cet état de fait est en train de voler en éclats, à tel point que Taïwan est aujourd'hui "l'endroit le plus dangereux du monde", écrit le magazine britannique en couverture de son édition du 1^{er} mai. Les États-Unis redoutent en effet de ne plus être en mesure d'empêcher la Chine d'annexer Taïwan. Certains observateurs considèrent que la nouvelle supériorité militaire chinoise incitera "tôt ou tard" Pékin à faire usage de la force contre l'île rebelle. Et dans les simulations d'une telle attaque, "l'Amérique a commencé à perdre", selon le magazine. Même si aucun traité n'oblige les États-Unis à défendre Taïwan, une passivité américaine conduirait Pékin à devenir de facto la puissance dominante en Asie. "Le concept de paix américaine s'effondrerait", affirme **The Economist**.

UNE INVASION ARMÉE DE TAIÛWAN EST-ELLE À CRAINDRE ?

Les signes de tensions autour du détroit de Formose sont de plus en plus palpables, et beaucoup prévoient une intervention de Pékin dans la décennie à venir. Cet ancien cadre du Parti communiste chinois évalue les risques et tempère les inquiétudes.

— **Duanchuanmei (The Initium)**

Hong Kong

Ces derniers temps, de nombreux avertissements ont été lancés au sujet de Taïwan aux États-Unis et en Europe, où l'on s'interroge sur la possibilité d'une guerre entre les deux rives du détroit de Taïwan – entre la Chine et Taïwan. C'est ainsi que la vénérable publication britannique *The Economist* a consacré la couverture de son numéro du 1^{er} mai à Taïwan, qualifiée d'"endroit le plus dangereux du monde" [lire page précédente]. Une telle guerre serait un véritable désastre, et les États-Unis comme la Chine devraient faire tout leur possible pour l'éviter. Qu'un tel magazine, qui fait autorité, choisisse Taïwan pour son article de couverture en dit long sur la gravité de la question aux yeux d'une partie au moins de l'opinion publique occidentale.

Depuis l'accession de Joe Biden au pouvoir, son gouvernement semble décidé à infléchir son "ambiguïté stratégique" à ce sujet. Si Taïwan a "misé" sur Trump lors de l'élection présidentielle américaine [de 2020], Joe Biden ne souhaite pas pour autant dénouer des liens étroits avec l'île. Au contraire, dans sa stratégie indo-pacifique, Taïwan est destinée à occuper une place plus importante, comme le montre son évocation, pour la première fois en cinquante-deux ans, dans la déclaration finale du récent sommet États-Unis - Japon [le 17 avril], où il a été question par ailleurs d'inclure Taïwan dans le traité de sécurité nippo-américain.

Si, ces deux dernières années, le danger qui plane sur Taïwan a monté d'un cran, c'est en raison d'un double contexte : en toile de fond, on constate une accentuation des antagonismes entre la Chine et les États-Unis, qui ont poussé à plusieurs reprises Washington à jouer la carte taïwanaise contre la Chine, ce qui a déclenché en retour des manœuvres d'intimidation militaires de la part de Pékin. Plus près du terrain, les relations entre les deux rives du détroit sont au point mort depuis l'arrivée de Tsai Ing-wen [à la présidence taïwanaise, en 2016], faute d'accord sur l'interprétation à donner au consensus de 1992 [par lequel les parties reconnaissent l'existence d'"une seule Chine"]. Outre ce contexte mondial et local, plus fondamentalement, le

danger provient du bouleversement de la zone Asie-Pacifique du fait de la montée en puissance de la Chine, qui creuse encore le déséquilibre entre les deux rives.

Parmi les raisons qui pourraient pousser Xi Jinping à procéder à la réunification de Taïwan avec la Chine populaire pendant son mandat, il y a l'objectif de renaissance nationale affirmée par le président chinois dès son arrivée au pouvoir [en 2013]. En effet, quelle que soit l'étendue des réalisations remarquables qu'il aura accomplies, tant qu'il n'aura pas réussi à faire revenir Taïwan dans le giron chinois, la "renaissance" de la Chine ne sera effective ni sur le plan théorique ni aux yeux de son opinion publique. Cet objectif implique la réunification avec Taïwan.

On considère en général que celle-ci pourrait avoir lieu à deux moments, soit en 2035, lorsque le Parti communiste chinois (PCC) a prévu d'avoir achevé sa première étape vers la modernisation du pays, soit en 2027, pour le centenaire de la création de l'Armée populaire de libération (APL). Compte tenu de l'âge des dirigeants et des procédures de succession au sein du parti [Xi a 68 ans], il se pourrait que le PCC décide d'avancer la date de la réunification aux alentours de 2030. En d'autres termes,

SOURCE



DUANCHUANMEI (THE INITIUM)

Hong Kong, Chine

theinitium.com

Ce site a été créé en août 2015 par des Chinois du continent désireux de fonder un site d'information indépendant. Il est devenu une source incontournable d'enquêtes et de reportages sur la Chine. Installé à Hong Kong afin de ne pas subir la censure chinoise, *Duanchuanmei* propose aux "Chinois du monde entier" un panorama complet de l'actualité.



c'est dans les années 2025 à 2030 que Pékin a le plus de chances de procéder à une réunification forcée avec Taïwan.

Néanmoins, le problème est que les deux rives s'éloignent de plus en plus, et il est difficile de prévoir, à plusieurs années de distance, le coût de la réunification et quelles difficultés à gouverner cela peut engendrer. Force est de constater que la donne a radicalement changé à Hong Kong et à Taïwan au cours des deux dernières années : du fait des méthodes employées par Xi Jinping à Hong Kong, la population taïwanaise (y compris les partisans de la réunification) ne soutient plus, même discrètement, le principe d'"une seule Chine, avec des interprétations différentes", et encore moins celui d'"un pays, deux systèmes" [qui régit Hong Kong]. Pékin a totalement perdu l'occasion de se baser sur cette dernière formule pour réunifier Taïwan, ce qui veut dire que toute réunification pacifique est impossible. De plus, quand bien même la Chine serait parvenue à se hisser au rang de première puissance économique mondiale, Taïwan n'est pas du tout disposée à intégrer spontanément le giron chinois. Et même dans l'hypothèse où la Chine se démocratiserait, la probabilité qu'elle le fasse reste également infime, car pour la grande majorité des habitants de l'île, en particulier les jeunes, Taïwan est Taïwan, et la Chine est la Chine.

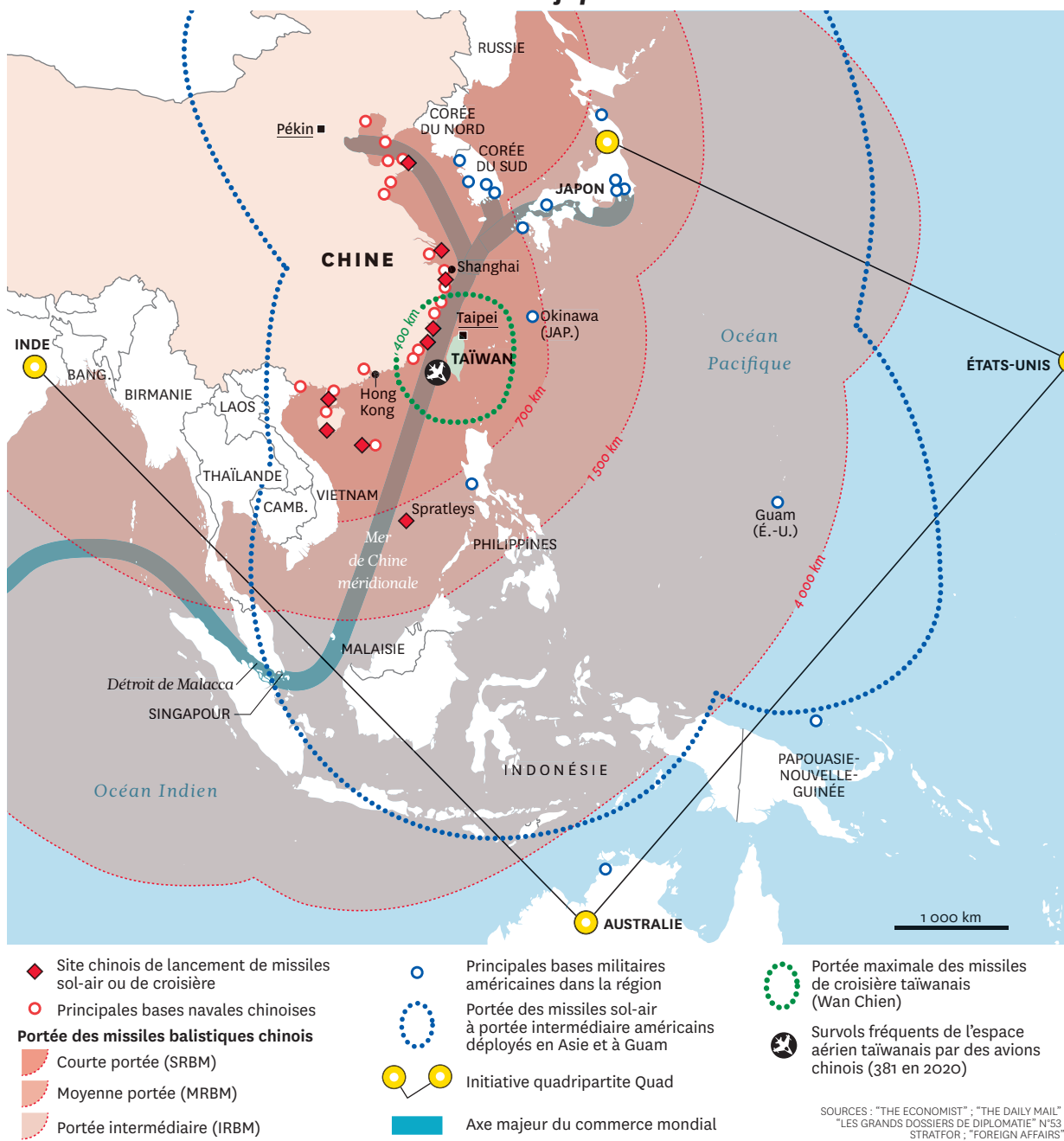
Puisque toute réunification par la voie pacifique est impossible, la seule option qui reste est de la réaliser par la force militaire. Cette solution est un pis-aller pour Xi Jinping, non pas bien sûr qu'il soit un être de compassion, mais que se passerait-il en cas d'échec ? Et, à supposer que la Chine occupe Taïwan, gérer un lieu ravagé par la guerre

Toute réunification par la voie pacifique étant impossible, la seule option est donc de la réaliser par la force militaire.

est toujours une tâche ardue, sans parler de la vive opposition que cela susciterait de la part de la communauté internationale. Pour toutes ces raisons, Pékin ne recourra pas aux armes à la légère. L'Occident s'inquiète malgré tout de l'éventualité que, grisé par le "grand bond en avant" de ses forces armées, Pékin ne fasse une mauvaise appréciation de la situation. C'est pour cela que beaucoup disent aux États-Unis qu'ils seraient bien avisés d'envoyer un signal clair à Pékin, en rappelant qu'ils ne comptent pas rester les bras croisés en cas d'invasion de Taïwan.

Que Pékin récupère ou non Taïwan par les armes dans les dix prochaines années dépendra également du coût à payer, comparé à celui d'un affrontement avec les États-Unis ou avec l'Occident dans son ensemble. À coût jugé égal, la Chine n'hésitera pas à déclencher une guerre, estimant avoir des chances de l'emporter, étant donné sa force militaire d'ici quelques années, et malgré l'intervention militaire des États-Unis. Lorsqu'elle envisage une guerre dans le détroit de Taïwan, elle est obligée de prendre en compte cet

Forces chinoises et américaines en Asie-Pacifique



engagement américain, et les gros efforts qu'elle déploie aujourd'hui pour moderniser son armée visent en fait l'armée américaine. L'objectif de Xi Jinping est de parvenir à l'empêcher d'intervenir en cas de guerre dans le détroit. Selon le Pentagone et le think tank [américain] Rand, l'armée américaine a une forte probabilité d'être vaincue si elle y engage des troupes, car les simulations des dernières années la donnent toutes perdante.

Il est difficile de prévoir comment évoluera la confrontation sino-américaine dans la décennie à venir, mais j'estime cependant qu'au cours des cinq années de l'ère Biden, on peut quasiment exclure tout risque d'attaque militaire de Taïwan par Pékin. Certains hommes politiques américains affirment que la Chine pourrait envahir Taïwan au moment des Jeux olympiques d'hiver à Pékin, en 2022, mais cela semble fantaisiste. Les

priorités absolues de la Chine sont de construire un système économique "à double circulation" [intérieure et extérieure] et de remédier à ses points faibles en matière de science et de technologie. À propos de Taïwan, elle s'oriente vers l'idée d'un "développement intégré" [des économies chinoise et taïwanaise], tout en veillant à étouffer toute velléité d'indépendance. À moins que le gouvernement de Tsai Ing-wen ne déclare explicitement l'indépendance de Taïwan, elle ne devrait pas en venir aux armes. Quant au gouvernement Biden, il axe pour l'instant son action sur les États-Unis et a adopté une approche politique fondée sur une relation avec la Chine "concurrentielle quand elle devra l'être, collaborative quand elle pourra l'être, et antagoniste quand ce sera nécessaire" [selon les mots d'Antony Blinken, le chef de la diplomatie américaine], afin d'empêcher la

← Xi Jinping.
Dessin de Taylor Jones
paru dans Hoover
Digest, Stanford
(États-Unis).

Chine de perturber l'ordre mondial fondé sur certaines règles et dirigé par les États-Unis.

Il est très difficile de dire ce que sera la situation dans cinq ans. Si la tentative de Pékin de combler ses lacunes technologiques échoue, et si l'industrie chinoise des semi-conducteurs, en particulier celle des puces électroniques, reste à la merci des interdictions des États-Unis, il est possible que Pékin estime utile de s'engager dans une action militaire pour s'emparer du fleuron industriel taïwanais des semi-conducteurs [lire p.30]. Par ailleurs, si les fractures politiques s'approfondissent aux États-Unis sous le mandat de Joe Biden et que son grand plan d'infrastructures n'obtient pas le succès escompté, Trump (ou d'autres dirigeants du même genre) pourrait très bien faire un retour en force. Dans ce cas, même si les démocrates restent au pouvoir, ils

Selon toute probabilité, la Chine adoptera une approche consistant à encercler Taïwan, sans procéder à des frappes.

pourraient être amenés à infléchir leur politique actuelle à l'égard de la Chine, ce qui pourrait inciter Pékin à se défouler à nouveau contre Taïwan.

Que peut faire Taïwan dans tout cela ? Son poids est bien faible, comparé à celui de la Chine, et Taipei seul est incapable de contenir une attaque armée de Pékin. Cela ne veut pas dire pour autant que Taïwan doit se résigner à son sort. Si elle ne peut pas résister à une invasion militaire de la Chine, elle peut en retarder l'échéance. À cet effet, le gouvernement taïwanais devrait veiller à ne pas donner de raisons à Pékin pour justifier une intervention militaire ; par ailleurs, il n'est pas certain que la population taïwanaise reste toujours arc-boutée contre la Chine. L'intelligence et la patience du Parti démocrate progressiste (PDP), au pouvoir, et de l'opinion publique taïwanaise vont donc être mises à rude épreuve.

Quant aux États-Unis et aux autres pays occidentaux, ils vont certainement continuer à signifier clairement à Pékin leur opposition à une invasion armée de Taïwan. Même si cela ne suffira peut-être pas à l'en dissuader, il est impératif pour eux d'avoir une position sans ambiguïté, il en va de leur responsabilité morale.

L'analyse qui précède a beau prendre en compte le plus de facteurs réalistes possible, toute appréciation de la situation comporte son lot de failles, car il y a bien des variables. Pour envahir militairement Taïwan, Pékin n'aura pas forcément besoin de se livrer à une véritable guerre ; selon toute probabilité, la Chine adoptera une approche consistant à encercler Taïwan sans procéder à des frappes, en cherchant à user sa résistance. Il convient donc d'étudier différentes formes de riposte. La probabilité de voir éclater une guerre dans les dix prochaines années découle d'un raisonnement logique, mais cette guerre peut très bien être repoussée à plus tard ou ne jamais se produire, ce qui serait une chance !

—Deng Yuwen
Publié le 6 mai



Pékin mise sur une guerre éclair

VU DE TAIÏWAN Si elle décidait d'envahir Taïwan, la Chine rencontrerait des forces modernes possiblement appuyées par Washington. Selon cet expert taïwanais, elle travaille à l'hypothèse d'une guerre rapide, qui nécessite encore des progrès logistiques.

—Tien Hsia (Commonwealth Magazine) Taipei

Les grands pays renforcent leur armement, et le déclenchement d'une guerre ne semble plus tenir qu'à un fil. Comment Taïwan doit-elle faire pour se protéger ? Chieh Chung, spécialiste de l'Armée populaire de libération (APL) et chercheur associé à la Fondation de recherches sur les politiques nationales, s'est exprimé sur ce sujet lors d'une conférence donnée récemment à la Fondation culturelle Lung Ying-tai à Taipei, dont voici l'essentiel.

Taïwan, cette belle île perdue au milieu de l'océan, a été qualifiée récemment d'endroit le plus dangereux du monde. L'hebdomadaire *The Economist* [lire p.33] n'est pas le seul à le penser : de nombreux chercheurs, dirigeants politiques et même des généraux américains mettent en garde contre le risque de voir la Chine populaire utiliser la force armée pour attaquer Taïwan.

Beaucoup d'étrangers se demandent comment il se fait que les Taïwanais n'aient pas l'air plus inquiets. Mais le 24 septembre, lorsque l'armée de l'air a procédé à des exercices militaires en vue de la Fête nationale [le 10 octobre] dans

l'espace aérien au-dessus de Taipei, les réseaux sociaux se sont quand même enflammés : “*Que se passe-t-il ?*” “*La Chine est-elle en train d'attaquer Taïwan ?*” [plusieurs incursions de l'aviation chinoise dans l'espace de défense taïwanais avaient eu lieu dans le mois].

Le ministère de la Défense a souhaité clarifier les choses en annonçant – une fois n'est pas coutume – le programme de toutes les répétitions militaires à venir. Cette anecdote me fait dire que, en fait, nos concitoyens redoutent une attaque militaire de la part de la Chine populaire, mais que chacun s'efforce de vivre normalement.

Les experts chinois soulignent qu'une telle attaque n'est envisagée que dans le cas où l'unité du pays et l'intégrité du territoire seraient en péril, sans autre moyen d'écarter la menace. En d'autres termes, pour le Parti communiste chinois, il s'agit d'une solution de dernier recours pour résoudre la question de Taïwan [au cas où celle-ci prononcerait son indépendance alors que Pékin la considère comme une province de Chine]. Aussi, si jamais la Chine attaquait militairement l'île, elle voudrait obtenir la reddition absolue des forces séparatistes taïwanaises en prenant totalement possession de l'île, sans leur laisser la moindre chance de renaître de leurs cendres.

Vu de Chine

ÊTRE AIMABLE

“*Travaillons à élaborer une image crédible, aimable et respectable de la Chine!*” Tel est le message lancé par le président Xi Jinping lors d'une session d'étude du bureau politique du Parti communiste chinois, le 30 mai, indique la télévision centrale CCTV. Pour “*renforcer la capacité de la Chine à faire entendre sa voix sur la scène internationale et consolider son influence extérieure*”, Xi demande aux organes de propagande de présenter une image propre à emporter l'adhésion. La diplomatie chinoise avait pris ces dernières années un ton de plus en plus agressif face aux critiques et sanctions de l'étranger.



SOURCE

TIEN HSIA (COMMONWEALTH MAGAZINE)

Taipei, Taïwan

Mensuel, 100 000 ex. cw.com.tw

Fondé en 1981, le magazine dont le nom peut se traduire littéralement par “*sous le ciel*”, ou “*le monde*” est l'un des plus influents de l'île. Il a accompagné le développement économique et la démocratisation de l'île nationaliste depuis les années 1980. Mensuel au départ, il est devenu bimensuel en 2002.

Mais les dirigeants communistes chinois ont également bien conscience des contraintes politiques et diplomatiques mondiales. Pour éviter une intervention militaire américaine et le déclenchement d'une réaction en chaîne des pays voisins, l'armée chinoise préconise “*une guerre rapide pour une résolution rapide*”, autrement dit, parvenir dans un délai le plus bref possible à l'objectif de briser toute résistance.

On peut en tirer deux conclusions : la première est que le pouvoir communiste élabore son projet d'attaque militaire en se fondant sur l'éventualité d'une intervention de l'armée américaine; la seconde est qu'il ne va pas chercher à d'abord s'emparer des îles périphériques ni à paralyser économiquement Taïwan avant de la “*forcer à l'harmonie par la guerre*”, mais va plutôt chercher à livrer une guerre à l'issue rapidement conclue, afin de réduire la durée et le niveau d'intervention éventuelle de forces armées étrangères.

L'armée chinoise a-t-elle la capacité de mener une guerre éclair ? Une réponse rassurante se trouve dans les conclusions des spécialistes de Chine populaire sur l'état des forces militaires taïwanaises. Ils estiment que l'armée de Taïwan présente quatre bons atouts.

Tout d'abord, sa capacité d'alerte stratégique : en cas d'invasion imminente, les autorités taïwanaises seraient capables de détecter les préparatifs hostiles. Deuxièmement, sa puissance de feu : la capacité de l'armée taïwanaise à prendre pour cible les bases militaires chinoises du sud-est de la Chine en procédant à des attaques à partir du sol taïwanais ne doit pas être sous-estimée [135 missiles de défense côtière américains ont été acquis en 2020]. Troisièmement, son système de défense antiaérienne intégrée : actuellement, il constitue un élément de dissuasion pour les attaques aériennes de Chine populaire. [La livraison d'un nouveau système de missiles américain Patriot PAC-3 est prévue en 2025]. Enfin, son système de défense est bien conçu, et l'armée taïwanaise serait capable d'opposer une assez bonne résistance à l'armée chinoise.

Gageure. De plus, l'armée chinoise a aussi ses faiblesses : outre le champ d'alerte restreint et la faible capacité de frappe de son groupe aéronaval, et ses sérieuses lacunes en matière de ravitaillement en vol et de taux de couverture pour la surveillance et le suivi en mer, elle pêche surtout par des capacités de combat unifiées insuffisantes, car ses différentes branches ne sont pas encore bien intégrées. Cependant, ce qui serait décisif dans une tentative d'invasion armée de Taïwan par la Chine, c'est la capacité et la rapidité de mobilisation logistique de cette dernière.

Selon des chercheurs chinois, l'invasion de Taïwan nécessiterait l'acheminement de centaines de milliers de soldats, entraînant la consommation de 30 millions de tonnes de matériel divers et de plus de 5,8 millions de tonnes de carburant. Pour transporter tout cela, il faudrait effectuer au moins 3 100 trajets en trains spéciaux, 1,1 million par véhicules terrestres, 2 200 en avion et 7 800 expéditions maritimes. Cela constituerait un chantier très complexe,

une véritable gageure en matière de logistique pour l'armée chinoise. Or celle-ci vient juste de commencer, ces dernières années, à agrandir son réseau logistique, et n'a pas encore effectué d'exercices à grande échelle d'une côte à une autre. Pour envahir Taïwan à courte échéance, elle serait incapable d'atteindre son objectif d'une guerre rapide, à moins que les Taïwanais n'aient perdu tout esprit combatif.

Cela ne veut pas dire pour autant que Taïwan peut dormir sur ses deux oreilles. L'armée chinoise connaît ses propres limites. Avant la réforme de l'armée lancée par le président de la République, Xi Jinping, en 2015, la puissance militaire américaine était estimée à 11 fois celle de la Chine populaire. Depuis, le budget de l'armée chinoise augmente de 10 % à 22 % par an, et l'on peut s'attendre à ce que, d'ici à 2030 ou à 2035, la puissance militaire des États-Unis ne représente plus que 3,4 fois celle de la Chine.

Sans oublier que l'armée américaine est déployée dans le monde entier. Aussi, lorsque la différence

D'ici à 2030 ou à 2035, on peut s'attendre à ce que la puissance militaire des États-Unis ne représente plus que 3,4 fois celle de la Chine.

entre les armées des deux pays sera réduite à ce point, on tendra en réalité vers un équilibre des forces dans la région de l'océan Pacifique occidental.

Face à une telle montée en puissance de l'armée chinoise, Philip Davidson, l'ancien commandant de la force américaine indo-pacifique, met en garde, estimant que les forces communistes pourraient envahir Taïwan avant 2027. Pour ma part, je crois qu'il exprime là l'anxiété de l'armée américaine.

Les généraux américains craignent en réalité une réduction brutale de l'écart de puissance avec l'armée chinoise en 2025, lorsque celle-ci aura gagné en équipement, au contraire de l'armée américaine, qui ne représenterait de ce fait plus une dissuasion efficace.

Dans ce contexte, Taïwan est effectivement en grand danger. Sans parler des facteurs proprement militaires, en matière d'instruments de confiance réciproque, la communication entre les gouvernements est quasiment rompue. L'animosité entre les populations ne cesse de croître. Pendant ce temps, la Chine populaire intensifie ses opérations militaires autour de Taïwan, alors même qu'il n'existe aucun mécanisme de prévention des incidents militaires entre les deux rives.

Plus grave encore, outre l'évaluation de sa capacité militaire, le Parti communiste se décidera en fonction de la situation politique du moment. Si la tournure politique lui paraît désespérée, il pourrait se résoudre à déclencher une guerre, quoi qu'il en soit de ses forces.

Taïwan doit y être attentive et faire preuve de prudence.

— **Chen Yu-Sheng**
Publié le 10 mai



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Retrouvez plusieurs de nos articles consacrés à la rivalité entre la Chine et les États-Unis publiés récemment, comme celui de **Rossia v Globalnoi Politikié** : **“Dans la bataille sino-américaine pour l'Europe, c'est (pour l'heure) la Chine qui gagne”**. La revue de géopolitique russe

y explique que la signature de l'accord d'investissement sino-européen a été le **“dernier grand drame géopolitique de 2020”**, et que c'est Pékin qui a tiré son épingle du jeu. La bataille pour l'Europe, très importante dans la confrontation sino-américaine, est toutefois loin d'être terminée.

Le président américain entend réaffirmer la puissance des États-Unis face à Pékin et à Moscou. Est-ce là le retour de la guerre froide ? Pas si vite, souligne le **New York Times** dans l'article intitulé **“Face à la Chine et à la Russie, Biden n'est pas au bout de ses peines”** : le rapport de force n'est plus du tout le même.

Autre article connexe à découvrir, celui de l'hebdomadaire japonais **Nikkei Asia** : **“L'Asie saura-t-elle contenir la Chine sans l'Occident ?”**

Un nouvel ordre régional se dessine en Asie avec le recul de l'influence des anciennes puissances coloniales occidentales, estime dans le magazine un spécialiste de la région. Qui s'interroge : les pays démocratiques de la zone pourront-ils pour autant proposer une solution de remplacement au modèle chinois ?

En mars, un journaliste du quotidien **Nihon Keizai Shimbun** saluait quant à lui l'envoi en mer de Chine de forces navales par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. **“En mer de Chine méridionale, la présence des capitales européennes s'intensifie”**, et pour ce journaliste, c'est une bonne nouvelle pour le Japon.

✎ **Dessin de Danziger**
paru dans le **Rutland Herald**,
États-Unis.

COMMANDEZ DÈS MAINTENANT



8,50€
Frais de port offerts

Le coup d'état numérique

Internet menace-t-il la démocratie ?
Le Net est désormais un espace régi par la loi du plus fort, celle des géants de la tech – Google, Amazon, Facebook et Apple.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Le Monde en 2021

Courrier international publie **“The World in 2021”**.
Ce hors-série regroupe chaque année les prévisions de **The Economist** sur les événements et les tendances qui caractériseront l'année à venir.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€
Frais de port offerts

BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à :

Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Le coup d'état numérique	8,50 € x exemplaire(s) =	€
Le Monde en 2021	8,50 € x exemplaire(s) =	€
Frais de port offerts		0€
Total	=	€

Mes coordonnées :

VCO21BA1597

Monsieur Madame

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP [] [] [] [] VILLE

Je règle par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients
<https://boutique.courrierinternational.com>
au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/21
*Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :
boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante :
DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

trans-
versales.

économie

Environnement .. 40
Signaux 41

OMC : Les cent jours tambour battant de Ngozi Okonjo-Iweala

Commerce. En trois mois, la première femme à diriger l'Organisation mondiale du commerce a su imprimer sa marque. Et c'est l'institution qui retrouve avec elle une crédibilité.



—Le Temps Lausanne

Quelque 200 demandes d'interviews, dont celle du *Temps*, attendent sur son bureau. Ngozi Okonjo-Iweala est, selon l'un de ses proches, la personnalité d'institutions internationales la plus demandée par la presse mondiale. Celle qui ne quitte jamais boubou et coiffe traditionnels multicolores est sollicitée encore un peu plus cette semaine, puisqu'elle marque ses premiers cent jours à la tête de

l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sise à Genève.

Ancienne ministre des Finances et des Affaires étrangères du Nigeria, puis directrice administrative à la Banque mondiale, Ngozi Okonjo-Iweala, malgré un vote majoritaire en sa faveur, n'avait pas obtenu l'aval de l'ancien président américain Donald Trump. Ce n'est qu'en février qu'elle a été adoubée par la nouvelle administration Biden. Dès lors, elle a pris ses fonctions le 1^{er} mars et comblé un vide à la tête

de l'OMC qui avait duré six mois. Son prédécesseur, le Brésilien Roberto Azevêdo, avait abandonné le navire à la fin août 2020 [pour devenir vice-président chez Pepsi]. La nomination de la Nigériane a été une double première : elle est devenue la première femme et la première ressortissante africaine à diriger l'organisation. «La nouvelle directrice de l'OMC n'a pas entamé son mandat dans les meilleures conditions, fait remarquer Yi Huang, professeur d'économie au Graduate Institute de Genève

[l'Institut de hautes études internationales et du développement]. Elle est arrivée à un moment où l'économie, le commerce et l'emploi étaient en régression. Et il y avait la pandémie.» Selon lui, elle s'est engagée dans une mission impossible.

Mission impossible ? Ngozi Okonjo-Iweala s'est fait une réputation de ne pas reculer devant l'adversité. Au moment de prendre la barre de l'institution, elle avait déclaré que l'OMC devait affronter de nombreux et difficiles défis mais pas insurmontables. Pour le professeur Yi Huang, la nouvelle directrice de l'OMC a empêché l'institution de sombrer dans l'inconnu. «L'institution a retrouvé un dynamisme et les États s'en rendent compte. Même si de nombreux problèmes subsistent, notamment les tensions commerciales bilatérales entre la Chine et les États-Unis, le multilatéralisme est entre de bonnes mains.»

Spécialiste du commerce international à l'université [suisse] de Saint-Gall, Simon Evenett est tout aussi flatteur. «Ngozi Okonjo-Iweala a insufflé une bouffée d'air frais à l'OMC, dit-il. Dès la première heure, elle s'est engagée à mener l'organisation hors des sentiers battus. Sa volonté de trouver une solution à la crise sanitaire montre qu'elle est prête à prendre des risques.» Son style, selon lui, plaît à de nombreux pays et moins à d'autres, notamment à ceux qui refusent le changement. «L'Inde, l'Afrique du Sud ou encore l'Argentine souhaitent que l'OMC se transforme en une institution comme la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced)», déplore-t-il.

Une diplomate africaine se montre critique sur le sujet des vaccins contre le Covid-19. «Ngozi Okonjo-Iweala a fait volte-face sur la demande de dérogation temporaire concernant les règles de la protection intellectuelle, accuse-t-elle. Elle s'est alignée sur la position de l'industrie pharmaceutique, qui ne veut pas céder ses brevets alors qu'il s'agit de santé publique.» Il est vrai que la patronne de l'OMC vient de dire qu'une dérogation n'était

✓ Ngozi Okonjo-Iweala.
Sur la pancarte : boss de l'OMC.
Dessin de Gado, Kenya.

pas suffisante pour résoudre la pénurie de vaccins. Cette déclaration a été mal accueillie par de nombreux pays, notamment en Afrique, où moins de 1 % de la population a été vaccinée à ce jour.

Pour le professeur Evenett, «le problème des vaccins sera résolu à l'OMC, mais pas comme le voudraient un certain nombre de pays. L'organisation va pouvoir aider à enlever les barrières commerciales pour fluidifier les échanges de vaccins et de leurs matières premières.» À ce propos, Ngozi Okonjo-Iweala lance ce mardi [1^{er} juin] une initiative avec plusieurs organisations internationales pour faciliter l'accès aux vaccins.

“Dès la première heure, elle s'est engagée à mener l'organisation hors des sentiers battus.”

Simon Evenett,
PROFESSEUR DE COMMERCE
À L'UNIVERSITÉ DE SAINT-GALL

«Je suis impressionné par sa façon de sortir de la trajectoire sur laquelle son prédécesseur avait orienté l'OMC, renchérit Richard Baldwin, professeur au Graduate Institute et spécialiste du commerce et de la mondialisation. Elle a transformé la crise de la pandémie en une chance pour donner une nouvelle impulsion à l'organisation et pour rétablir sa crédibilité.»

Selon lui, la nouvelle directrice a fait comprendre que l'OMC ne sert pas seulement à négocier les pourcentages des tarifs douaniers, mais aussi à faire face aux nouveaux défis planétaires.

Christian Pauletto, ancien chef négociateur suisse pour les Services [avec l'Union européenne] et professeur à l'International University in Geneva, suit de près les activités de l'OMC. «Outre la question des vaccins, la nouvelle directrice se focalise sur la prochaine réunion ministérielle, qui aura lieu fin novembre à Genève, souligne-t-il. Bien sûr, l'issue de ce rendez-vous est dans les mains des membres et ne dépend que d'eux.» Mais, selon lui, elle a démontré qu'elle a les qualités pour cultiver une atmosphère de confiance. «Sa manière de gérer les tractations sur les vaccins est exemplaire et de très bon augure.»

—Ram Etwareea
Publié le 1^{er} juin

Climat : le retour de la lutte des classes

Inégalités. L'urgence climatique opposait jusqu'ici les pays entre eux. Elle exacerbe désormais les différences entre les individus riches, qui sont les plus pollués, et les autres.



— **Financial Times** Londres

A lors que les débats entre décideurs politiques ont commencé, à l'approche de la COP26, la conférence des Nations unies sur les changements climatiques prévue en novembre [en Écosse], les principaux clivages au sujet des émissions de gaz à effet de serre opposent des États : les pays riches contre les pays pauvres, les exportateurs d'énergies fossiles contre les importateurs, les plus verts (comme les pays scandinaves) contre les autres (l'Australie, par exemple).

Mais cela ne devrait pas durer. L'évolution de la lutte pour le climat a toutes les chances d'exacerber les conflits au sein même des pays, et plus particulièrement entre les classes sociales. Bref, entre les riches et les autres. À l'échelle mondiale, les plus hauts revenus représentant 1 % de la population sont responsables d'environ 15 % des émissions de CO₂, selon des données de l'ONU. C'est plus de deux fois la part des 50 % les plus pauvres.

Le rapport 2020 des Nations unies sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions indique que pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C [par rapport aux niveaux préindustriels], conformément à l'accord de Paris adopté en 2015, les 1 % les plus fortunés doivent diviser "par au moins 30" leur empreinte carbone d'ici à 2030. Presque toutes les activités des nantis sont fortement émettrices de CO₂ : leurs maisons et leurs voitures sont plus grandes, ils prennent plus

Ceux qui veulent avoir un train de vie extravagant devront en assumer le coût.

souvent l'avion, notamment des jets privés. Manger de la viande pèse aussi dans la balance, ainsi qu'avoir une piscine. Sans oublier les résidences secondaires.

Les écologistes dénoncent depuis longtemps les inégalités environnementales et ceux qu'ils appellent "l'élite des pollueurs". Mais jusqu'à présent les

gouvernements se sont abstenus de toute stratégie risquant de susciter des divisions sociales. Ils préfèrent changer le mix énergétique pour toute la population, en réduisant la consommation d'énergies fossiles et en dopant celles qui sont renouvelables. Tout en imposant des contraintes réglementaires à quelques secteurs de l'économie.

Les consommateurs prennent en charge certains coûts, comme les écotaxes sur leurs factures d'électricité, les billets d'avion et les appareils électroménagers. Ils ont aussi été encouragés à réduire leur empreinte carbone par le biais de subventions pour l'achat de véhicules électriques et de panneaux solaires et pour l'isolation de leur logement. Mais cela ne suffit pas.

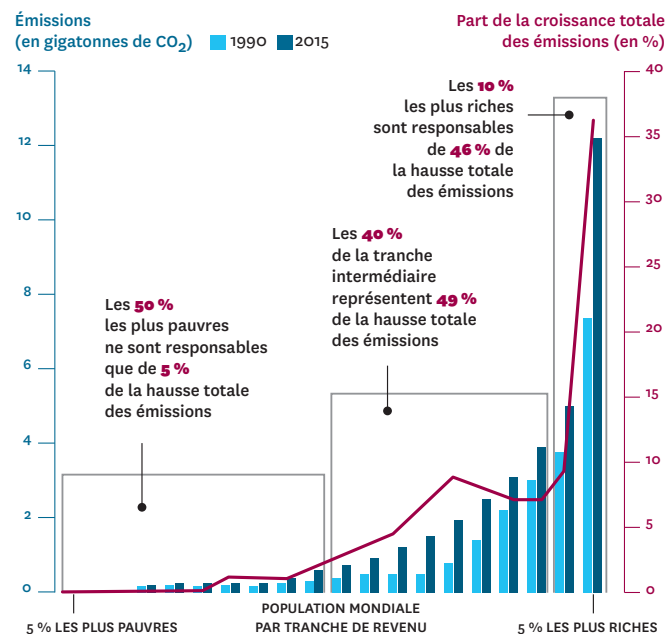
Taxes carbone. Puisque des objectifs bien plus ambitieux seront annoncés à l'approche de la COP26, les pays vont devoir réduire les émissions plus directement. Des taxes supplémentaires sur le carburant et le gaz de ville sont une solution évidente, mais elles toucheraient les pauvres tout autant que les riches. En outre, pour modifier le comportement des super riches, elles devraient être très lourdes – trop lourdes pour les populations défavorisées.

Il faut ainsi s'attendre à ce que des taxes carbone ciblant les plus riches arrivent sur le devant de la scène politique. Mais ce type de mesure fiscale sera-t-il suffisant ? Pour les plus aisés, aucune taxe imposée dans le cadre d'une consommation normale de CO₂ n'aura d'effet dissuasif. Leur budget peut absorber les surcharges imposées sur les voyages fréquents, les grosses voitures et les factures d'électricité. Les gouvernements devront peut-être envisager d'aller plus loin et restreindre certaines activités. Se déplacer en jet privé, par exemple, ou avoir une piscine privée. Dans la majorité des démocraties, ce type d'initiative sera jugé radical. Les populations acceptent cependant déjà certaines règles, comme les restrictions d'arrosage.

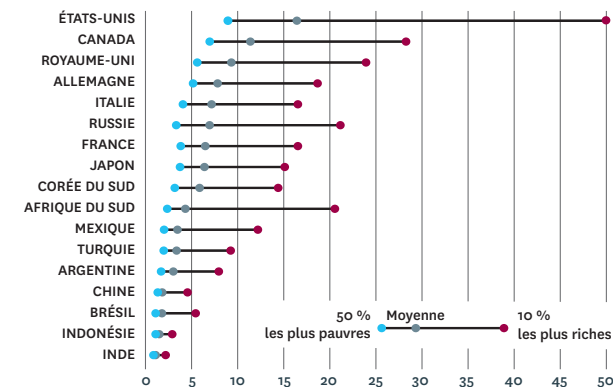
De plus, s'en tenir à la fiscalité risque de créer un monde où les ultrariches – qui peuvent assumer des frais supplémentaires à l'infini – verront leurs

Les riches polluent plus

Évolution des émissions de CO₂ par tranche de revenu



Émissions liées à la consommation et au mode de vie des ménages (en tonnes de CO₂, par tranche de revenu*)



*Pour les pays du G20 pour lesquels ces informations sont disponibles.

SOURCES : OXFAM, FINANCIAL TIMES

avantages s'accroissent d'autant plus. Un tel scénario sera-t-il tenable politiquement dans les démocraties avancées comme les États-Unis, les nations européennes et le Japon ? Ceux qui pensent que rien ne changera jamais devraient se pencher sur les ambitieux engagements climatiques de Joe Biden. Le président américain n'hésite pas non plus à annoncer des augmentations d'impôts pour les plus fortunés.

Que peuvent faire les riches pour se préparer à cette éventualité ? Eh bien, il semble logique de réduire son empreinte carbone de son plein gré, avant l'entrée en vigueur de mesures obligatoires. Investir davantage dans le développement durable ou financier n'est pas suffisant. Il faut

désormais réduire la consommation, en particulier les débauches de luxe qui sont très polluantes et donnent lieu à des gros titres gênants dans la presse.

Ceux qui veulent un train de vie extravagant devront en assumer le coût. Mais la pandémie nous a montré que le changement était possible. Ce n'est pas une question d'altruisme mais d'intérêt personnel bien compris.

— **Stefan Wagstyl**
Publié le 21 mai

☞ "Pourquoi mes impôts devraient-ils servir à financer des routes et des ponts... que je n'utilise pas?"
Dessin de **Chappatte** paru dans **International New York Times**, Paris.

ENVIRONNEMENT



Contagion chez les saumons

Génétique. Un virus nocif pour le saumon d'élevage aurait été transporté depuis des fermes norvégiennes jusque dans le Pacifique, où il a contaminé des poissons sauvages.



—Hakai Magazine
Victoria (Canada)

Comme tous les animaux d'élevage qui vivent dans des espaces clos, les saumons sont très vulnérables aux maladies infectieuses. Dans les fermes de saumons de l'Atlantique situées dans l'océan Pacifique, un virus – l'orthoréovirus pisciaire (RVP) – est si répandu que quasiment tous les poissons arrivés à la fin de leur cycle de production de dix-huit mois pourraient avoir été contaminés par lui.

Le RVP sévit également chez le saumon sauvage du Pacifique, mais il reste à déterminer si la salmoniculture est à l'origine de

la contamination ou si le virus existe simplement dans la nature en Colombie-Britannique [dans l'ouest du Canada]. "Il y a eu beaucoup de débats sur l'origine du RVP", explique Gideon Mordecai, qui étudie les virus des saumons à l'université de la Colombie-Britannique. "On racontait qu'il était originaire de Colombie-Britannique et que ce n'était pas un gros problème, mais je n'y croyais pas."

Avec des collègues, il a donc comparé les séquences génétiques de tous les échantillons disponibles de la souche la plus courante du virus dans le Pacifique, le RVP-1. En se fondant sur les différences entre ces séquences, ainsi que sur le rythme habituel de mutation

des virus, ils ont reconstitué son histoire évolutive. Ils ont ainsi pu déterminer non seulement quand le RVP-1 est arrivé pour la première fois dans le Pacifique nord-est, mais aussi d'où il venait. Ce qu'ils ont découvert a confirmé les présomptions de Gideon Mordecai.

D'après l'arbre évolutif de l'orthoréovirus pisciaire, celui-ci est arrivé pour la première fois dans le Pacifique nord-est il y a une trentaine d'années seulement, avec l'essor de l'aquaculture dans la région, à la fin des années 1980. Le variant du virus trouvé dans le Pacifique nord-est est très similaire à celui trouvé dans l'Atlantique nord-est. La chronologie et les similitudes génétiques font penser que le virus a été introduit dans le Pacifique par des œufs de saumon de l'Atlantique importés de fermes salmonicoles norvégiennes.

Depuis, il s'est propagé dans le Pacifique sud-est, jusqu'à des élevages de saumons au Chili. D'après les données génétiques, là-bas aussi, le virus aurait été introduit, d'abord d'Europe vers 2005, puis depuis la Colombie-Britannique ou l'État de Washington [dans le nord-ouest des États-Unis] vers 2006.

Cette découverte va à l'encontre de la position officielle du ministère des Pêches et des Océans canadien, souligne Gideon Mordecai : "Ils affirment que c'est une souche indigène du Pacifique, mais ce n'est pas exact. C'est la même souche qu'en Norvège." Ses travaux montrent clairement que ce sont les élevages de saumons qui contaminent les saumons sauvages du Pacifique.

En dépistant le virus chez le saumon royal sauvage, Gideon Mordecai a constaté une corrélation étroite entre la proximité des fermes piscicoles et la probabilité d'infection. Par ailleurs, les données génétiques indiquent que les versions du virus trouvées dans les fermes et dans la nature sont pratiquement identiques.

Selon Jeffrey Hutchings, chercheur spécialisé dans les questions relatives à la pêche à l'université Dalhousie, en Nouvelle-Écosse

[sur la côte est du Canada], ces travaux fournissent la preuve irréfutable que des agents pathogènes peuvent passer des enclos à filets ouverts aux poissons sauvages. "À ce jour, c'est la démonstration la plus convaincante et la plus objective d'un point de vue scientifique que le saumon sauvage risque de subir des contaminations à cause de l'aquaculture", assure-t-il. Cette découverte souligne la nécessité pour les professionnels de l'aquaculture et le gouvernement de revoir leur opinion sur la menace que représente le RVP-1 pour le saumon sauvage.

Le ministère des Pêches affirme prendre en compte cette nouvelle recherche, à laquelle ont participé certains de ses propres scientifiques, pour sa gestion future de

Le gouvernement canadien considère que le risque est minime.

la salmoniculture et des populations de saumons sauvages : "[Ces travaux] fournissent des informations précieuses sur l'origine, l'évolution et la dynamique de transmission potentielle du RVP-1a. Le ministère examinera ces résultats, ainsi que ceux fournis par d'autres études sur le RVP dans les eaux côtières de la Colombie-Britannique. Au fur et à mesure de la parution de nouvelles informations, le ministère les étudiera et les intégrera dans son processus de gestion adaptatif."

On ne sait pas exactement à quel point l'introduction du virus dans les populations de saumons sauvages du Pacifique nuit à leur survie et à leur abondance. Chez le saumon atlantique d'élevage, le RVP provoque une inflammation du cœur et des muscles squelettiques, une maladie non mortelle mais qui altère la capacité du poisson à nager et à se nourrir. Chez le saumon royal, le virus entraîne des symptômes différents (une jaunisse et de l'anémie), qui semblent le ralentir, accroissant sa vulnérabilité face aux prédateurs.

Cependant, en raison du faible taux de mortalité directe, le ministère des Pêches ne considère pas le RVP-1 comme une menace majeure pour le saumon d'élevage ou sauvage, du moins dans une certaine zone. En 2019, les conseillers scientifiques du ministère avaient conclu que "le RVP provenant des fermes d'élevage de saumons atlantiques dans la région des îles Discovery [un archipel proche de l'île de Vancouver] constitue un risque minime pour l'abondance et la diversité du saumon rouge du fleuve Fraser [qui se jette dans le Pacifique à Vancouver], compte tenu des pratiques actuelles d'élevage". Jeffrey Hutchings espère que cette question sera, elle aussi, réexaminée. "Au fond, qu'est-ce qui nous intéresse ? Prévenir la maladie ou bien savoir si, d'un point de vue sémantique, les cas de mortalité répondent aux bonnes définitions ?" se demande-t-il.

Le ministère a pris certaines mesures pour atténuer le risque que font courir les exploitations salmonicoles au saumon sauvage du Pacifique. En décembre 2020, le gouvernement fédéral canadien a annoncé que toutes les fermes installées autour des îles Discovery de la Colombie-Britannique devront être démantelées avant juin 2022, afin de protéger le saumon rouge sauvage, mettant ainsi en œuvre une recommandation énoncée par la Commission Cohen [une commission d'enquête mise en place par le gouvernement] en 2009. Selon Gideon Mordecai, la réduction de la salmoniculture ou le transfert d'une plus grande partie de leurs opérations sur le continent pourrait diminuer la pression exercée sur le saumon sauvage sur le littoral de la province.

"Il y a tant de choses qui perturbent le saumon sauvage, et il y en a peu sur lesquelles les humains ont une emprise, explique le chercheur. Si nous pouvons faire quelque chose pour réduire notre impact, nous devons envisager de le faire."

—Brian Owens
Publié le 26 mai



PARIS 89 FM

LAURENT BERTHAULT, FRÉDÉRIQUE LEBEL, CATHERINE ROLLAND

ACCENTS D'EUROPE

LUNDI AU VENDREDI 20H10

La radio mondiale en français
et 16 autres languesEn partenariat avec
Courrier international

© A. Riviera



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Artères vitales

Ces cours d'eau arrosent souvent d'immenses territoires. Saurez-vous les reconnaître ?

1
Les nombreux affluents de l'«Old Man River» sont semblables aux veines d'une feuille d'arbre.

Ces géants aux bras multiples
De puissants bassins-versants : ces deux fleuves drainent de vastes portions de plusieurs États.

2
Son bassin est le mieux irrigué du monde. Mais ce n'est pas le fleuve le plus long*.

3
Né de la Brigach et de la Breg, il traverse quatre capitales jusqu'à son embouchure.

4
Son nom ne comporte que deux lettres.

5
Ses eaux sont chargées de déchets, et pourtant elles sont censées laver des péchés.

6
Il traverse un État fédéral qu'une superpuissance a acheté à une autre.

7
Il prend sa source à plus de 4 500 mètres d'altitude et son énergie est exploitée grâce au gigantesque barrage des Trois-Gorges.

Les verticaux
Ces quatre cours d'eau s'écoulent vers le nord. Un seul n'est pas international.

8
C'est lui le plus long* et il passe par trois capitales.

9
Son célèbre delta se trouve dans l'Arctique.

10
À sa source, on parle romanche.

11
Elle est réputée pour ses méandres et son vin.

Bossu

12
Éclectique : il traverse montagnes, forêts pluviales, steppes, savanes et déserts.

Court

13
La rivière la plus courte d'Allemagne ne fait que 4 kilomètres de long.

Solutions

13. Pader
12. Niger
11. Moselle
10. Rhin
9. Léna
8. Nil
7. Yang-Tsé-Kiang
6. Yukon
5. Gange
4. Pô
3. Danube
2. Amazone
1. Mississippi

Source: Die Zeit.

Représentations simplifiées : les fleuves ne sont pas dessinés à la même échelle et la largeur est la même pour tous.

*Pour établir la longueur d'un fleuve, l'emplacement de la source la plus éloignée de l'embouchure est un critère décisif. Comme les avis sont partagés sur cette question, les mesures ne concordent pas toujours.



DIE ZEIT. Ce grand journal d'information et d'analyse politique est une autorité outre-Rhin. Pointu et exigeant, cet hebdomadaire allemand se distingue aussi par sa maquette et son iconographie recherchées. Le journal propose

régulièrement des infographies dans ses pages. Dans son édition du 20 mai, Die Zeit a proposé à ses lecteurs ce quizz visuel sur les célèbres (et moins célèbres) fleuves et rivières qui parcourent notre globe, véritables artères de la planète.

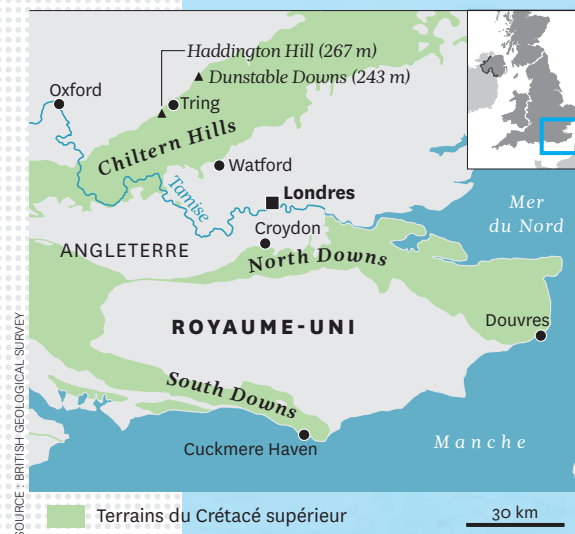
360

MAGAZINE

Ces joueurs de foot que l'on nous envie • Sport... 46
 "Nomadland", leçon d'empathie • Plein écran... 48
 Ainsi fut la Vespa • Histoire... 50

L'Angleterre, pays de craie

Sans le gigantesque bloc crayeux sur lequel ils reposent, les paysages anglais ne seraient pas ce qu'ils sont. Longtemps, ce sous-sol a été dédaigné. Aujourd'hui, géologues et cartographes en percent les secrets. *The Guardian* [extraits] Londres



Sur la carte du British Geological Survey [BGS, l'Institut britannique d'études géologiques], la craie est matérialisée par une bande vert tilleul qui commence sur le rivage du Yorkshire [dans le nord-est de l'Angleterre], descend le long de la côte en dessinant une courbe sinueuse et s'arrête là où l'estuaire du Wash grignote l'intérieur des terres. Plus au sud, le plateau crayeux de Salisbury rayonne sous la forme de quatre grandes chaînes de collines : vers l'ouest, les Dorset Downs, vers l'est, les North Downs, les South Downs et les Chiltern Hills.

Lorsque vous vous trouvez dans Oxford Street, au cœur du West End de Londres, se trouve sous vos pieds, sous le béton, sous l'argile de Londres, sous les sables et les graviers, un gigantesque bloc de craie blanche [*chalk*, en anglais] qui gît dans les ténèbres tel un énorme iceberg souterrain, atteignant par endroits 200 mètres d'épaisseur. Le Chalk Escarpment (c'est le nom de ce bloc) est la principale curiosité géologique de Grande-Bretagne. Là où j'ai grandi, à Croydon, dans la frange sud de Londres, il émerge des argiles et des graviers pour former une chaîne de collines appelée les North Downs, qui animent le paysage de ces rues paisibles faites de pavillons et de petites maisons mitoyennes datant de l'entre-deux-guerres : de

temps à autre, une dent creuse entre les maisons donne à voir la déclivité du sol, le ciel s'ouvre et les tours et les lumières de la capitale apparaissent au loin.

Le BGS a vu le jour en 1835. Premier institut national d'études géologiques du monde, ses attributions premières étaient de dresser un état des lieux géologique du pays et d'éditer un éventail de cartes. Aujourd'hui, le BGS – qui publie toujours la carte officielle de la géologie du Royaume-Uni – se présente comme un organisme quasi public dont les activités se partagent entre la recherche, les projets commerciaux et "l'intérêt public". Une bonne partie de ses travaux se situent désormais hors de Grande-Bretagne : certains portent par exemple sur l'étude des nappes phréatiques aux Philippines ou l'activité volcanique de la région de l'Afar, en Éthiopie.

Pendant une semaine, début octobre, quatre membres du BGS ont posé leurs valises dans un cottage de location non loin de la ville de Tring, dans les Chiltern Hills, à peu près à mi-chemin entre Londres et Oxford. Ils sont là pour se faire la main avant le lancement du projet d'édition d'une nouvelle carte géologique de la craie dans l'Angleterre méridionale. Le jour de mon arrivée, la table en bois de la pièce principale est couverte de cartes, de livres, d'une bouteille de rouge à moitié sifflée et d'une boîte de chocolats. Le boss, Andrew Farrant, grand maigre aux lunettes cerclées de fer, sirote une tasse de thé. Il a, attaché à son pantalon, une sorte d'étui en cuir d'où pendouille un marteau de géologue dont l'extrémité longue et pointue a quelque chose de diabolique. → 44



➤ Le spectaculaire promontoire de craie de Bat's Head, dans le Dorset (sud de l'Angleterre). Photo Moment Photography/Alamy/Photo12

SOURCE



THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni

Quotidien, 110 400 ex. (2020)

theguardian.com

L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui abrite certains des chroniqueurs les plus respectés

du pays. Orienté au centre gauche, le *Guardian* est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes. Contrairement aux autres quotidiens de référence britanniques, le journal a fait le choix d'un site en accès libre.

L'autrice

HELEN GORDON

Née en 1979, cette romancière et journaliste britannique a publié en février *Notes From Deep Time : A Journey Through Our Past and Future Worlds* ("Les profondeurs du temps : un voyage à travers nos mondes futurs et passés", non traduit en français), un ouvrage pour

lequel elle est allée à la rencontre de scientifiques, en Europe et en Amérique du Nord, afin de comprendre comment ont été façonnés les paysages dans lesquels nous évoluons. Le texte que nous vous proposons ici est un extrait de ce livre, légèrement adapté à la demande du *Guardian*.



42 ← Andrew planche sur ce projet cartographique par intermittence depuis 1996. “Je pense que le milieu de la recherche universitaire n’accorde pas suffisamment d’attention à la compréhension de la géologie du Royaume-Uni, glisse-t-il. Et la plupart des gens se disent que, parce qu’il existe une carte géologique du Royaume-Uni, le boulot est fait, alors qu’en réalité il est toujours possible de l’améliorer.” La dernière carte géologique des Chiltern Hills date par exemple de 1912. Or, depuis, la discipline a évolué. Les géologues connaissent désormais la tectonique des plaques et peuvent pratiquer la datation radiométrique. On est capable de mesurer des distances au laser pour les cartes altimétriques, de modéliser numériquement le relief et d’éditer des cartes d’état-major en haute définition, ce qui permet de reporter des données jusqu’alors inédites. Autant d’innovations que l’on pourra retrouver sur les cartes en cours d’édition.

Concernant la craie, ces nouvelles cartes revêtent une importance qu’elles n’avaient pas en 1912 car, entre-temps, la population du Sud-Est a augmenté d’environ un tiers – une croissance qui se traduit par une pression sur les réseaux de transports (lesquels empruntent souvent des tunnels) et les ressources en eau de la région, dont l’essentiel est stocké dans des aquifères crayeux.

Imaginez que vous vous retrouviez, les yeux bandés, dans un paysage inconnu, au relief accidenté, et que des objets gros et durs surgissent de nulle part. Sans cartographie digne de ce nom, c’est à peu de chose près la situation dans laquelle se trouve un ingénieur des tunnels devant un énorme bloc de craie. Une couche de silex ou de roche dure inattendue pourrait endommager une tête de forage à plus de 100 millions d’euros. Si vous tombez à l’envers sur une faille ou sur une veine d’argile, votre tunnel risque l’inondation. Le tunnel sous la Manche, par exemple, ne suit pas une ligne droite mais, dans la mesure de ce qu’il a été possible de faire, une seule et même strate de craie – celle qui se prêtait le mieux à la construction d’un tunnel. Pour définir le meilleur tracé, les ingénieurs ont étudié des échantillons de craie grâce à des forages et analysé les microfossiles qui s’y trouvaient. “Ça a sans doute fait économiser plus de 500 millions d’euros à Eurotunnel”, estime Andrew Farrant.

La première carte géologique véritablement détaillée d’un pays – l’Angleterre, le pays de Galles et la majeure partie de l’Écosse – a été publiée en 1815 par un géologue du nom de William Smith. À une époque où les géologues appartenaient à la bonne société, Smith n’était ni bourgeois ni fortuné et n’avait pas non plus d’amis haut placés – son statut social l’a même empêché d’entrer à la Société géologique de Londres –, mais il était obnubilé par les roches, les fossiles et par l’idée de cartographier la géologie de la Grande-Bretagne. C’est ainsi qu’il a écumé le pays pendant des années pour y glaner des informations, jusqu’à faire faillite en éditant les premiers exemplaires de sa carte. Aujourd’hui, un des originaux trône dans le hall du siège de la Société géologique, à Piccadilly [à Londres].

La carte de William Smith a contribué à l’essor économique et scientifique de la Grande-Bretagne pendant la révolution industrielle. Elle permettait en effet de localiser le charbon qui allait alimenter les usines, les argiles et les roches qui allaient permettre de bâtir les villes en plein boom, les gisements de fer, de cuivre et de plomb à exploiter, les endroits où faire passer un canal ou une voie de chemin de fer. Sa carte était synonyme non seulement d’une progression de la connaissance, mais aussi d’un accroissement de la richesse.

William Smith est parfois surnommé “le père de la géologie anglaise”. En 2003, une de ses cartes originales a été

À nu, la craie a quelque chose de froid et d’irréel. Sa blancheur et sa brillance ne semblent pas naturelles.

vendue 55 000 livres [près de 65 000 euros]. À Piccadilly, la société qui refusa naguère de le compter parmi ses membres expose ses reliques comme celles d’un saint : une peinture à l’huile, une boucle de ses cheveux blancs enchâssée dans un cadre et deux chaises en bois d’allure bien peu confortable.

L’étude de la craie est parfois qualifiée de “géologie des roches tendres”. Ses spécialistes étudient les roches sédimentaires, comme le grès et le calcaire, tandis que leurs homologues spécialistes des “roches dures” se penchent sur les roches magmatiques et métamorphiques telles que le granit et l’ardoise. Pour imparfaites qu’elles soient, ces catégories n’en sont pas moins toujours en vigueur. Des rivalités naissent parfois. J’ai rencontré un jour un spécialiste des roches sédimentaires à la retraite qui soutenait que les amateurs de roches tendres étaient toujours les plus réfléchis. Cela à force, supposait-il, de travailler sur la formation des roches sédimentaires, c’est-à-dire des unités lithostratigraphiques nées de l’accumulation silencieuse de couches sédimentaires durant des millions d’années. La très lente formation d’un monde. Quid des géologues spécialisés dans les roches dures ? lui avais-je demandé. “Ces types-là sont tous des cons”, avait-il cinglé.

La craie a fait son apparition voilà 80 à 100 millions d’années, quand la Terre est entrée dans une phase de réchauffement. Le niveau des mers montait rapidement, et un tiers des blocs continentaux actuels ont disparu sous les flots. Les géologues ont baptisé cette période le Crétacé, formé sur *creta*, la “craie” en latin. Il s’agit de la plus longue période géologique sur le tableau stratigraphique : 80 millions d’années, soit bien plus que les 65 millions d’années qui se sont écoulées depuis qu’elle a pris fin.

Là où l’on trouve aujourd’hui des zones crayeuses actuelles, l’eau fourmillait de milliards d’organismes microscopiques appelés coccolithes. À leur mort, leur squelette calcaire a coulé dans l’eau claire, en quantités telles que, par endroits, l’océan a pris une teinte laiteuse. Tous ces squelettes se sont empilés sur les fonds océaniques, formant une vase molle. Au fil du temps, celle-ci s’est tassée et durcie, les enveloppes calcaires se métamorphosant

↓ Un fossile de poisson, dans un bloc de craie trouvé près de Douvres.

Photo Interfoto/Alamy/Photo12.



en une roche blanche. Cette uniformité de la craie – des épaisseurs considérables de roche, jusqu’à 1,5 kilomètre – atteste de l’existence d’un monde stable qui s’est constitué en douceur, sur des millions d’années, sans que rien ne se passe, ou presque.

À la fin du XIX^e siècle, les géologues ont continué à affiner leurs connaissances des unités lithostratigraphiques existantes par type et par période. Mais ils faisaient peu de cas de la craie. Les géologues jugeaient qu’il n’y avait pas grand-chose à en dire, et aucun impératif économique ne les incitait d’ailleurs à l’étudier en détail. La roche en question servait un peu d’engrais et elle allait entrer plus tard dans la composition du ciment, mais elle ne contenait ni charbon, ni pétrole, ni minerais ou métaux précieux. Et elle s’avérait la plupart du temps trop tendre pour servir de matériau de construction.

Même dans la frange de la population capable de s’enthousiasmer devant un joli bloc de roche, la craie a été jugée d’un intérêt limité pendant des années. Se remémorant son entrée au BGS, en 1996, Andrew Farrant raconte : “J’ai hérité de la craie et je me suis dit : ‘Ouh la la, ça va être rasoir.’ Mais j’avais tort.”

En Grande-Bretagne – ou, pour être plus juste, l’endroit qui allait devenir la Grande-Bretagne –, l’événement majeur qui marque ensuite l’histoire de la craie s’est produit il y a 50 millions d’années environ, quand le plateau africain a percuté l’Europe. La croûte terrestre s’est soulevée, donnant naissance à une série de massifs, dont les Pyrénées et les Alpes. En Grande-Bretagne, des collines basses crayeuses ont commencé à émerger de la mer. Au départ, elles étaient couvertes de terre et de grès, mais l’érosion fait son œuvre et dessiné les escarpements crayeux des South et North Downs et ceux des Chiltern Hills.

Aujourd’hui, dans le sud-est du Royaume-Uni, l’essentiel de la craie a disparu sous des villes et des banlieues tentaculaires mais, là où elle n’a pas été occultée, on découvre un paysage souvent qualifié de typiquement anglais. Des collines arrondies tapissées d’herbe rase, des pentes douces et des arêtes rocheuses, des vallées sèches [dont le sol est formé de roches perméables, qui ne retiennent pas l’eau à la surface] et des hêtraies collinéennes. De loin, on a l’impression de voir le flux et reflux de l’océan d’où elles ont émergé.

Ces paysages crayeux servent à symboliser l’Angleterre sur les cartes postales et les torchons souvenirs. “La craie tient une place assez centrale dans l’histoire culturelle de l’Angleterre – les falaises blanches de Douvres et tout le reste”, constate Andrew Farrant. Pourtant, la plupart des gens ne savent rien de sa composition ni de la manière dont elle est apparue.”

Aux confins du pays, la craie se fait spectaculaire et troublante. Sur la plage de Cuckmere Haven, dans le Sussex, en levant les yeux sur cette immensité blanche, on a l’impression, l’espace d’un instant, qu’elle vous tombe dessus. À nu, la craie a quelque chose de froid et d’irréel. Toute cette blancheur et cette brillance ne semblent pas naturelles.

Depuis la côte méridionale [de l’Angleterre], la craie court sous la Manche pour former à sa sortie un autre chapelet de falaises blanches, que les Français appellent la Côte d’Albâtre et dont les Anglais préfèrent ne pas parler. Elles ont été souvent immortalisées par Monet, Pissarro ou Renoir. On retrouve la craie, que les Anglais aiment à considérer comme leur apanage, dans le sous-sol d’une bonne partie du nord de la France et dans certaines régions de Scandinavie, des Pays-Bas et d’Allemagne. “La Manche ne change pas grand-chose. C’est



↑ Un paysage typiquement anglais : les collines de craie de Dunstable Downs, dans les Chiltern Hills. Photo Travepix/Alamy/Photo12.

de la même gisement, à peu de chose près, donc il n'y a pas de 'Brexite de la craie'", observe Andrew Farrant.

Les Chiltern Hills s'étendent sur 74 kilomètres. À leur point culminant – Haddington Hill, dans le Buckinghamshire –, un monument de pierre marque le sommet, à 267 mètres. Le paysage est surtout agricole. Des petits villages blottis au fond de vallées sèches, des gros bourgs, et le début de la banlieue [de Londres]. J'y rejoins Andrew Farrant et ses collègues du BGS par une belle journée d'automne, sous un soleil bas mais vif. Andrew et moi partons en compagnie d'une nouvelle recrue, Romaine Graham, qui travaille sur la craie depuis quinze jours et dont les paumes présentent déjà des ampoules à force de jouer du marteau.

Nous suivons une piste ourlée de haies vives formées d'églantiers couverts de cynorrhodons et de clématites volubiles. Nous enjambons une clôture en fil de fer barbelé entre deux champs labourés. Il n'y a pas de chemin ici, les géologues comptent sur la bienveillance du propriétaire pour les laisser passer. Les agriculteurs s'y opposent rarement, mais les gardes-chasse sont souvent plus sourcilleux. En bordure de parcelle, Andrew et Romaine ouvrent des petits blocs de craie au marteau. "C'est de la craie zig-zag, tranche Andrew. D'une dureté moyenne, gris pâle, formant des blocs."

Nous savons aujourd'hui que la craie ne saurait se résumer à ces trois blocs monolithiques que décrivaient les géologues du XIX^e siècle : craie inférieure, intermédiaire et supérieure. Dans les années 1980, les géologues ont commencé à la subdiviser en neuf formations distinctes. Andrew et Romaine en évoquent les différences. Pour le non-initié, elles peuvent sembler négligeables. Travailler dans la craie, c'est avant tout se faire l'œil, savoir lire les indices les plus subtils. Ils qualifient ainsi la zig-zag de "plutôt terne, un gris John Major [du nom du Premier ministre conservateur en poste de 1990 à 1997]". La seaford, en revanche, est douce, lisse, d'un blanc vif. Elle contient souvent des silex de belle taille. La holywell est crème, piquetée de petits fossiles. La lewes est blanche, crème ou jaunâtre. Chaque formation représente un monde différent, et chacun de ces mondes existait bien avant l'apparition des humains sur la Terre.

En début d'après-midi, la lumière change et les champs prennent des teintes lavande et abricot. Sur le sol sec et gris pâle, les empreintes des géologues font penser à celles d'astronautes sur la Lune. La colline d'Ivinghoe Beacon nous surplombe. Nous entamons son ascension et traversons une zone crayeuse mise à nu par la création du sentier dans la colline. Les géologues pensent y trouver des fossiles. Romaine me prête son marteau et, au bout de cinq minutes, nous avons recueilli une petite collection de créatures marines disparues il y a une éternité – des morceaux de craie brisés en deux pour révéler un ver tubulaire marron, une coquille de brachiopode évoquant un ongle de doigt de pied ou encore la spirale parfaite d'une ammonite.

"Ce que je préfère, ce sont les traces fossiles, me glisse Andrew. Elles donnent tout un tas d'informations." Les traces fossiles sont les restes, non pas de la créature elle-même, mais de ses empreintes, de son passage, de son logis ou de ses fèces. "Il arrive même qu'on voie deux pistes – par exemple deux trilobites se trémoussant ensemble sur le sable – et on peut voir l'endroit où ils se sont rejoints brièvement pour prendre du bon temps. C'est plus facile de visualiser les paysages du passé quand on voit les traces des créatures qui y ont vécu. On se dit : 'Ah ouais, ça a vraiment existé!'"

Arrivés au sommet de la colline, nous nous asseyons. Tout n'est que tranquillité et silence. Une alouette chante quelque part au-dessus de nos têtes. De là, nous voyons les campagnes du Buckinghamshire, du Bedfordshire, du Hertfordshire et de l'Oxfordshire. Au loin, une rangée de petits buissons jaunes et rouges flamboie, telle une traînée ardente au bord de l'étendue verte. Quoi de plus logique, me dis-je, que les premiers habitants de la région soient

Les Anglais voient la craie comme leur apanage. Mais elle forme le sous-sol d'une partie du nord de la France.

venus ici, aient gravi cette colline, là où la vue embrasse le monde. "Ce n'est pas toujours aussi plaisant, me prévient Andrew. Revenez quand il fait un froid de canard et qu'il pleut, en janvier, et qu'on doit prospecter une zone industrielle de Watford [une ville du nord-ouest de Londres]."

Il sort son ordinateur portable et commence à y entrer des données. La carte sur laquelle ils planchent en ce moment est financée par l'Agence de l'environnement et deux grandes compagnies des eaux. Très perméable, la craie est un aquifère géant dont on se sert comme source d'eau potable. C'est aussi un filtre naturel qui purifie l'eau qui la traverse. Mais il peut également y avoir des failles dans la roche – où l'eau s'écoule au lieu de percoler. Les compagnies des eaux doivent donc connaître le comportement de l'eau dans la craie afin de savoir où il est possible de l'extraire en toute sécurité. Et, pour ce faire, elles ont besoin d'une carte détaillée des différentes formations. La holywell ne se fracturera pas comme une seaford. Une fissure dans la newhaven n'aura pas la même forme que dans la zig-zag.

Quand il a fini de pianoter sur son portable, Andrew nous désigne le bas de la colline. "Si vous vous étiez trouvés là pendant la glaciation anglaise, vous auriez vu une couche de glace monter jusqu'au pied de l'escarpement crayeux, là-bas."

Le chapitre suivant dans l'histoire de la formation des Chiltern Hills s'est écrit voilà 450 000 ans environ, quand d'immenses étendues de glace couvraient le nord de la Grande-Bretagne et descendaient jusqu'à Watford. Au-delà de ces étendues, les Chiltern Hills sont alors une vaste toundra vide et froide. Ne pouvant pénétrer dans le sol gelé, l'eau issue de leur fonte s'écoule sur la surface et forme des rivières qui finissent par creuser la roche, créant les vallées sèches aujourd'hui si caractéristiques de ces paysages crayeux. "Tout le sud de l'Angleterre a été joliment vallonné par l'érosion périglaciaire", explique Andrew. Plus au nord, en revanche, tout a été nivelé par les glaces. J'imagine l'avancée implacable d'énormes blocs de glace à travers le paysage – des blocs suffisamment lourds pour écraser et aplatir les roches qui se trouvaient sur leur passage.

Quelques semaines après mon séjour dans les Chiltern Hills, je pars marcher dans les North Downs. J'emprunte une piste agricole qui mène au sentier des crêtes. Sous mes pieds, le sentier est couleur terre claire et, là où la couche de terre arable a disparu, blanc vif – le squelette de la terre mis à nu. Arrivée en haut, je me retourne pour apercevoir Londres dans le lointain. Les tours grises et argentées émergent d'un halo bleu au-dessus des hêtres et des toits de tuiles rouges de la banlieue.

En regardant la ville, j'ai l'impression que le bleu se fait plus intense. L'espace d'un instant, c'est comme si le vieil océan crétacé reprenait possession du bassin londonien. Ou comme si je voyais la ville engloutie dans le futur. J'imagine la fonte des glaces et la montée du niveau de la mer, je vois le sud-est de l'île s'enfoncer sous mes yeux, tandis que l'Écosse s'élève – un effet de balancier causé par la fonte des glaces du Nord, voilà près de 20 000 ans.

Puis j'imagine que le sol de la ville s'alourdit, comme une éponge gorgée d'eau, les nappes phréatiques ressortent par les canalisations, s'infiltrant entre les pavés, investissent les caniveaux. La Tamise sort de son lit et inonde les quais. Des tentacules d'eau saumâtre remontent [la rue] Cheapside et s'insinuent dans le parc de [la cathédrale] Saint-Paul. Les eaux submergent le Parlement, Big Ben, Westminster. Le bleu engloutit le paysage.

—Helen Gordon
Publié le 23 février

sport. 

Euro 2020 : les trois joueurs que l'Europe nous envie

Reporté l'an dernier à cause de l'épidémie de Covid-19, l'Euro 2020 débute ce vendredi 11 juin. Les Bleus, qui n'ont plus remporté le titre depuis 2000, sont classés par la presse étrangère parmi les grands favoris. Voici les trois joueurs français qui attirent les regards.



Karim Benzema, six ans de maturation

Indésirable en sélection nationale depuis 2015, l'attaquant est entre-temps devenu le leader naturel du Real Madrid.

—Panenka Madrid

Une petite minute la tête sous l'eau, c'est une éternité. Mais soixante secondes, c'est court pour qui veut fumer une cigarette, faire un aller-retour à la boulangerie ou s'offrir une petite sieste. Une minute devient infinie, aussi, quand cette minute-là est la dernière du temps additionnel, et que le score affiche 1-0 en faveur de votre équipe. Quand à l'inverse on est mené 0-1, ces soixante secondes filent comme l'éclair. Bon, on ne va pas non plus faire comme si on venait d'inventer l'eau chaude. Une chose est sûre : si une minute est toute relative, une période de six ans, elle, n'a rien d'un instant fugitif.

À la naissance, l'enfant ne sait absolument rien faire, pas même se déplacer à quatre pattes. Six ans plus tard, il marche, il parle, et même il lit et écrit avec une relative aisance. Quand il entre à l'école, il ne se doute pas une seconde que le Père Noël n'est pas celui qu'il croit, il n'a pas idée non plus de l'identité véritable de la créature qui vient déposer une pièce sous son oreiller quand il a perdu une dent. Six ans plus tard, à l'entrée au collège, il connaît ces vérités que lui ont cachées ces menteurs de parents. Il vient de rejoindre les rangs des "petits" du collège, mais six ans plus tard il

fera partie des "petits" de la fac. Sauf que le "petit" est désormais légalement autorisé à acheter des cigarettes, à aller en soirée, à passer le permis de conduire et à faire de la prison. Six ans après, il pourra entamer un deuxième cycle universitaire, entrer dans le monde du travail ou – soyons réalistes –, gratter ce qu'il y a à gratter pour essayer de gagner trois sous.

Bref, six ans constituent en général, de façon assez unanime, une éternité. Demandez donc à Karim Benzema ce qu'il en pense. La dernière fois qu'il avait mis le pied sur un terrain avec l'équipe de France, c'était le 8 octobre 2015. C'était contre l'Arménie, et il avait mis deux buts. Il ne se doutait sans doute pas un seul instant qu'il devrait alors attendre six ans avant que Didier Deschamps ne le rappelle en sélection. Il s'imaginait probablement faire l'Euro 2016. Et le Mondial 2018, en Russie. Mais du jour au lendemain, tout a changé. Il a été emporté dans l'"affaire Valbuena" [il a été accusé de "complicité de tentative de chantage" à la sextape envers Mathieu Valbuena, un autre international français; il devra répondre de ses actes en correctionnelle, en octobre prochain]. Il s'est fait écarter des Bleus. On a avancé certaines raisons. Puis d'autres [notamment l'ire du sélectionneur Didier Deschamps, le joueur l'ayant accusé de céder "sous la pression d'une partie raciste de la France"]. Plus tard, il s'est dit qu'il ne retournerait jamais en équipe de France. Six ans, une éternité.

Six ans durant lesquels plus rien n'était comme avant. Ni pour Karim ni pour la France. En 2015, Benzema était un numéro 9 [un attaquant] sans l'être. Un numéro 10 [le meneur de jeu] qui n'en était pas un non plus. Un 9,5, peut-être? Nil ne pouvait le dire. C'était un talent incompris. Un trop-plein de génie. Un manque de régularité devant les cages. Un homme de main subordonné au meilleur élément du Real Madrid [son équipe depuis 2009], esclave de cette deuxième place, à la liberté entravée, obligé de contraindre son jeu face au rouleau compresseur n° 7 [Cristiano Ronaldo], lui auréolé de gloire, de buts et de réussite.

La France n'avait encore qu'une étoile sur son maillot. Elle avait flanché au Mondial brésilien, en 2014, devant l'Allemagne, future championne. Déjà à l'Euro 2012, elle s'était fait renvoyer chez elle, au même stade de la compétition et aussi par le futur vainqueur, l'Espagne. Allez, on ne poussera pas le sadisme jusqu'à remuer le couteau dans les plaies de l'Euro 2008 et de l'Afrique du Sud en 2010. Quand Benzema avait six ans de moins qu'aujourd'hui, la France endormie sur son étoile ne brillait plus guère sur les pelouses. Et personne, absolument personne, n'avait entendu parler d'un petit gars du nom de Kylian Mbappé.

Six ans plus tard, Karim Benzema a ajouté trois Ligues des champions à son palmarès.

Plus personne ne se demande s'il est plutôt un numéro 9 ou un numéro 10. Tout ce qu'on sait, avec certitude, c'est qu'il est devenu le meilleur atout du Real Madrid en attaque. Fini la roulette russe devant le gardien, aujourd'hui il avoisine la vingtaine de buts par saison dans le championnat espagnol. Bref, de crack en puissance pour l'équipe du stade Bernabéu, Karim Benzema en est devenu le leader naturel.

Idem pour la sélection française. Six ans ont passé, et à l'étoile décrochée en 1998 par Zinédine Zidane, Lilian Thuram, Marcel Desailly et consorts est venue s'ajouter celle de 2018. Celle-là, la France la doit à Griezmann, Pogba, Giroud, Lloris et les autres, qui l'ont remportée deux ans tout juste après être restés aux portes de la victoire en finale de l'Euro, à domicile, devant leurs supporters, contre le Portugal. Cette fois-là, au lieu de dormir sur sa pâle étoile, l'équipe de champions s'est reconstituée. Et un certain Kylian Mbappé a fait voler en éclats tous les murs, toutes les défenses, tous les obstacles, pour arriver au firmament, et y accompagner la France.

Comme le dit Charlie Chaplin dans le rôle du vieux clown Calvero dans *Les Feux de la rampe* : "Le temps est le meilleur auteur qui soit : il trouve toujours la fin parfaite." Sans doute les Bleus ne pouvaient-ils rêver une fin plus belle que celle-là : le retour de Karim Benzema en équipe de France pour cet Euro. Six ans qui ont tout changé.

—Jorge Giner
Publié le 21 mai

N'Golo Kanté, presque parfait

Le 29 mai, le milieu de terrain français de Chelsea a livré un match parfait en finale de Ligue des champions, et la presse mondiale a rivalisé de superlatifs pour qualifier sa prestation face à Manchester City. **The New York Times** la résume ainsi : "Il était toujours au bon endroit pour faire un tackle, pile dans le bon angle pour bloquer une passe, et intervenait toujours au bon moment [...]. C'est, en fin de compte, ce qui a fait la différence. Une équipe avait Kanté, et l'autre non." "Kanté est infini : il a beau courir, il n'est jamais usé", relève le quotidien belge **Le Soir**, impressionné par son endurance, sa capacité d'anticipation et ses récupérations de balle. "[Pourant,] il n'est pas encore fini, il lui manque encore une bonne dernière passe et de la familiarité avec le but. Avec ces aptitudes en plus, il serait le joueur parfait." À 30 ans, du haut de son mètre soixante-huit, le joueur révélé au Stade Malherbe Caen se distingue par sa personnalité attachante. Au Royaume-Uni, **The Times** décrit un garçon gardant le "regard timide d'un fan étonné d'être là", même lorsqu'il participe à la conquête du titre mondial avec les Bleus en 2018. "Kanté n'est pas un joueur ordinaire. Il se tient éloigné du monde des paillettes, et alors qu'il aurait toutes les raisons de devenir une star, ses origines modestes continuent de guider sa personnalité introvertie", décrit **ABC** en Espagne. Avant que l'Euro ne débute, Kanté est déjà l'un des meilleurs candidats au Ballon d'or. "Il est peut-être temps de rendre hommage à cet homme qui a prouvé qu'empêcher des buts était tout aussi important qu'en marquer", résume **The Times**.



Kylian Mbappé, exemplaire

"Devoir marquer Mbappé est l'un des tests les plus difficiles qu'offre actuellement le football mondial", relève **WalesOnline**. Le 2 juin, lors du premier match préparatoire des Bleus pour l'Euro, c'est Joe Rodon qui s'y collait pour le pays des Galles. Si le défenseur n'a pas démerité, selon le site des journaux gallois **Western Mail** et **South Wales Echo**, il n'a pu empêcher le Français d'ouvrir le score et d'emmener son équipe vers une victoire qualifiée de "routine" par le quotidien britannique **The Independent**. Le joueur du PSG a confirmé qu'il était en forme. "Jogi doit se triturer les méninges à son sujet!" s'exclame le tabloïd allemand **Bild**, faisant référence à Joachim Löw, l'entraîneur de la Mannschaft, équipe redoutée et premier adversaire à se dresser sur la route des Bleus dans leur quête du titre européen. "Mbappé est l'incarnation de trois qualités poussées à leur paroxysme : la puissance, la vitesse et la technique", s'émerveille **La Repubblica**. À 22 ans, l'ancien espoir de l'AS Bondy est devenu "un champion unique", assure le quotidien italien, qui salue "l'athlétisme, le dynamisme et l'agressivité" du joueur. Pour **The Guardian**, Kylian serait tout bonnement, à l'heure actuelle, "le meilleur joueur du monde", "dans une merveilleuse forme physique et mentale". Son jeu est "propre, limpide, sans aspérité", "il opère à un niveau tel qu'on pourrait le balancer dans n'importe quelle équipe ou que ce soit et qu'il l'améliorerait sans effort", poursuit le quotidien britannique. Il applaudit tout autant les qualités humaines de l'attaquant, qualifié de "sympathique". À l'heure du foot business, Mbappé se distingue de beaucoup d'autres joueurs par son manque d'arrogance et d'égoïsme. Il apporte "une humanité bienvenue" dans un univers saturé d'argent et de démesure, écrit le journal.

← Karim Benzema, N'Golo Kanté, Kylian Mbappé. Dessins de Glez, Burkina Faso, pour **Courrier international**.

En bref

UNE ORGANISATION HORS NORME

Entre le coup d'envoi du premier match, Turquie-Italie, le 11 juin au stade olympique de Rome, et la finale du 11 juillet au stade de Wembley de Londres, les sélections nationales de l'Euro vont voir du pays. "Pour la toute première fois, il n'y a pas de pays hôte unique. Les 51 rencontres se dérouleront dans 11 villes", détaille **AS**, le quotidien sportif espagnol, dans son édition en anglais. Des matchs sont aussi prévus en Russie, en Azerbaïdjan, en Allemagne, au Danemark, en Écosse, en Espagne, en Hongrie, aux Pays-Bas et en Roumanie. Le format de la compétition est lui aussi particulier puisque les 24 équipes sont réparties en six groupes de quatre; seront retenues pour les huitièmes de finale les deux meilleures de chaque groupe ainsi que les quatre meilleures troisièmes places. De quoi rassurer un peu les supporters des équipes du groupe F (France, Allemagne, Hongrie, Portugal). "Puisqu'il réunit trois des six grands favoris [avec l'Angleterre, la Belgique et l'Espagne], il s'agit indubitablement du 'groupe de la mort'", écrit **AS**. Concernant les protocoles sanitaires, chaque stade dispose de ses propres jauges et procédures, qui peuvent évoluer durant la compétition en fonction des réglementations locales – mais en principe aucun match ne doit avoir lieu sans spectateur.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

"Golazo", "kop"... Parlez-vous football? Découvrez le deuxième épisode de notre nouveau podcast *Les Mots des autres* : l'univers du football exploré à travers le prisme des langues étrangères et de leur traduction. Retrouvez également les analyses de la presse étrangère sur les temps forts de la compétition et le parcours des Bleus.



plein écran.



↳ **Frances McDormand**
dans *Nomadland*. Photo Searchlight
Pictures Walt Disney Company

En salle

“NOMADLAND”, DE CHLOÉ ZHAO

Adapté de l'ouvrage de Jessica Bruder, le film *Nomadland* a été récompensé trois fois aux derniers Oscars : prix du meilleur film et de la meilleure réalisation pour Chloé Zhao, une cinéaste chinoise installée aux États-Unis, et prix de la meilleure actrice pour Frances McDormand. Il mêle personnages fictifs et réels dans un récit aussi lyrique que politique. Très attendu, le long-métrage est sorti en France le 9 juin.

Retrouvez sur notre site notre revue de presse sur les acteurs non professionnels qui jouent dans le film.

—**The New York Times** (extraits)
New York

La première nuit que j'ai passée dans mon van aménagé, un modèle GMC de 1995, je suis restée les yeux grands ouverts pendant des heures, allongée dans mon sac de couchage. À travers les stores, j'observais la lumière intermittente des phares – blancs dans un sens, rouges dans l'autre – de chaque voiture qui passait. Est-ce que celle-ci ralentit ? Est-ce qu'ils savent que je suis là ? Vont-ils appeler la police ?

Ceux qui vivent dans leur véhicule m'avaient parlé du moment redouté où quelqu'un vient taper à la portière – généralement trois coups secs, souvent la police. La perspective d'être réveillée en sursaut m'inquiétait et m'empêchait de dormir.

Je m'étais installée dans ce van car je suis journaliste et que je travaillais sur mon livre *Nomadland* [traduit en français chez Globe]. Pendant trois ans, j'ai enquêté sur les Américains qui avaient été exclus du marché du logement et qui vivaient dans un utilitaire, un camping-car et même parfois une berline. J'ai parcouru près de 25 000 kilomètres, de l'Atlantique au Pacifique, de la frontière mexicaine à celle du Canada. Soir après soir, je m'arrêtais dans un endroit inconnu, que ce soit un relais routier ou le désert de Sonora. Parfois, je me garais dans une rue en ville ou sur un parking de banlieue pavillonnaire, une expérience qui m'a secouée plus que je ne l'aurais imaginé.

Pour ceux qui n'ont pour domicile qu'un véhicule, ce coup frappé sur la carrosserie est vécu comme une menace viscérale. Comment l'éviter ? Il faut réussir à se cacher de tous. Il faut être invisible. Ne jamais oublier qu'on n'est pas les bienvenus. Toujours être à l'affût pour éviter les problèmes.

Ces temps-ci, je pense beaucoup à ce toc-toc. Un nombre croissant d'Américains élisent domicile dans un véhicule,

“Nomadland”, une belle leçon d'empathie

Elle est l'autrice de l'ouvrage qui a inspiré à Chloé Zhao un film splendide, actuellement en salle. Dans une tribune vibrante, Jessica Bruder rappelle à tous que ce qui est dépeint à l'écran n'est ni une fiction ni une fatalité.

où l'on se réfugie en dernier recours, et leurs effectifs risquent de gonfler quand prendra fin le moratoire sur les expulsions, mis en place dans le cadre de la pandémie. Des lois qui sanctionnent ces populations nomades ont été adoptées dans plusieurs États – signe que les gens ne veulent pas les voir et encore moins près de chez eux.

L'année 2020 figure parmi les plus introspectives dans l'histoire des États-Unis. Le film contemplatif qui est inspiré de mon livre [voir ci-dessus] correspond bien à cet état d'esprit. La pandémie nous a poussés à beaucoup discuter d'interdépendance et d'empathie, de l'entraide nécessaire au sein d'une société. *Nomadland* nous rappelle que ces liens concernent aussi ceux qui vivent dans des logements mobiles. Personne ne devrait vivre dans la peur d'être chassé.

Dans le film, Fern, jouée par l'actrice Frances McDormand, sursaute quand quelqu'un vient frapper chez elle en plein repas. On voit passer une tête et on entend un poing taper une fois, deux fois, trois fois sur la carrosserie. Suit un avertissement bourru : “Vous n'avez pas le droit de rester ici toute la nuit !”

Le visage paniqué de Fern au moment où l'inconnu tape sur la carrosserie de son

van m'a tout de suite rappelé des souvenirs. Cet instant d'angoisse a laissé place à la tristesse, puis à la colère, car cette scène est d'une justesse frappante. J'aurais aimé qu'elle ne reflète pas aussi bien la façon dont les gens se traitent les uns les autres.

Certains des nomades évoqués dans mon livre jouent leur propre rôle dans le film. Ils ne connaissent que trop bien ce phénomène. Swankie, 76 ans, m'a raconté qu'elle en faisait des cauchemars dans son véhicule : “Je fais ce rêve récurrent et surréaliste où quelqu'un toque à ma vitre. En général, c'est quand je ne suis pas 100 % à l'aise à l'endroit où je me suis posée.”

Bob Wells, 65 ans, a même fait une vidéo devenue populaire, intitulée “Comment éviter que l'on vienne frapper chez vous” ; il fait aussi de la pédagogie sur le sujet depuis des années. Il explique comment s'installer en toute discrétion en se donnant un alibi qui sera accepté par la police et en donnant à son véhicule l'apparence d'un utilitaire professionnel. Je me suis d'abord posé des questions sur la pertinence et l'efficacité de ces stratégies puis je me suis fait une autre réflexion : dans un monde meilleur, personne ne devrait mettre en place de telles manœuvres pour être invisible.

L'ONG américaine de lutte contre la pauvreté et d'aide aux sans-abri National Law Center on Homelessness and Poverty garde un œil sur plus de 180 municipalités urbaines et rurales aux États-Unis dont plus de la moitié ont adopté des lois qui interdisent plus ou moins complètement de vivre dans un véhicule. Tristia Bauman, juriste dans cet organisme, constate que les réglementations se multiplient depuis 2010. Certaines communes interdisent aux véhicules de se garer pour la nuit. D'autres proscrirent le fait d'y habiter. Et les sanctions s'accumulent vite. Si les amendes restent impayées, la personne risque le plus cruel des châtiments : l'enlèvement du véhicule, direction la fourrière. Pour celui qui ne peut régler les frais, cela signifie non seulement perdre une voiture, mais aussi un chez-soi.

Qu'advient-il de ces nomades s'il y a un pic d'expulsions dans le sillage de la pandémie ? “Nous sommes très inquiets, pour ne pas dire terrifiés, à cette perspective”, résume Tristia Bauman. Mais tout n'est pas perdu. Certaines petites villes ont créé des zones où les nomades peuvent dormir en paix, sur le modèle d'une initiative lancée en 2004 à Santa Barbara, en Californie, même si les exemples sont rares.

[Après son succès aux Oscars], certains se sont demandé ce que les spectateurs allaient tirer du film *Nomadland*. Ce serait déjà un bon début si chacun laissait vivre ces nomades en paix. Les particuliers ont un rôle à jouer : quand vous voyez que quelqu'un vit dans une voiture, un van ou un camping-car, n'appellez pas la police.

Si vous avez vu le film, souvenez-vous de ce qu'a ressenti Fern quand l'inconnu l'a fait sursauter. Elle s'est crispée et a crié, d'une voix angoissée et épuisée : “C'est bon, je m'en vais !” Puis imaginez un autre scénario, plus bienveillant, où chacun peut manger et dormir en toute tranquillité – même si son logement est ambulante.

—**Jessica Bruder**
Publié le 24 avril

histoire.



Ainsi fut la Vespa

1946 – Italie Comment un ingénieur aéronautique a donné naissance à la célèbre “guêpe”, qui fête ses 75 ans.

—Der Spiegel Hambourg

Non, je n’ai jamais été jalouse de la silhouette de sylphide d’Audrey Hepburn. Ni de sa grâce inimitable, de ses magnifiques yeux de biche, de ses colliers de perles ou de ses robes Givenchy. Je n’ai même pas envié le beau Gregory Peck, avec lequel la diva d’Hollywood a eu l’occasion de flirter à Rome, en 1952, devant les caméras. Il n’y a qu’une chose que je lui envie encore aujourd’hui – la superbe monture sur laquelle elle pétarade pour toujours à travers la ville éternelle.

Cette Vespa 125, prima donna dans l’Olympe des plus belles mécaniques du globe, superstar discrète du célèbre *Vacances romaines*. En 1954, Audrey Hepburn se voyait remettre un oscar à Hollywood pour ce rôle. Personnellement, je l’aurais plutôt décerné à la Vespa : un fantasme tout en chromes, symbole de liberté, d’indépendance, de dolce vita. J’en ai toujours voulu une – et je n’en ai jamais eu.

Entre 1996 et 2002, j’ai traîné mes guêtres à Rome en sortant de mon chapeau des impératifs académiques et universitaires : des cours de langue, des stages, des semestres Erasmus, un mémoire, une thèse. Que je ne pouvais bien sûr faire que dans la ville aux sept collines, et exclusivement là. Je décrochais mes peaux d’âne, mais jamais je n’ai pu m’offrir de Vespa.

Tout ce que je pouvais me payer, c’était sa petite sœur, la Vespa du pauvre de la maison Piaggio, la Ciao. Une mauvaise blague sur roues, de couleur orange, rongée par la rouille, à peu près aussi élégante, visuellement parlant, que la patinette à moteur Krupp de 1919 : aussi laide qu’indestructible. Un genre de bicyclette équipée d’un moteur deux temps qui engloutissait des quantités invraisemblables d’huile. Et pourtant, comme j’en étais fière ! (Contre toute attente, je me la suis fait voler.)

C’est ainsi que je me suis retrouvée à pétarader sur une Piaggio Si cabossée bleu foncé, entre mes cours, les archives, les glaciers et les trattorias. On pouvait quand même monter à deux sur la Si. Mais elle ne voulait jamais démarrer et j’étais constamment obligée de la pousser, de l’insulter, de lui susurrer des mots doux, jusqu’à entendre enfin le vrombissement libérateur.

Proue large, croupe gironde. Par chance, j’avais cinq fabuleuses colocataires de Latina, une ville du sud de Rome, avec des grands-mères qui leur mitonnaient du *sugo* – et des parents qui leur payaient des Vespa. Et, comme on partageait tout, à l’exception des brosses à dents, des sous-vêtements et des hommes, j’avais le droit de récupérer les clés de leurs deux Vespa de temps à autre et de sillonner les rues avec.

Rien que le bruit au démarrage ! D’abord ce petit roucoulement typique, tout en retenue, puis un crépitement distinct – et le moteur qui se met aussitôt à ronronner. Un ronronnement si élégant, en harmonie avec les galbes de l’engin : la proue large, la taille de guêpe, la croupe gironde.

“On dirait une guêpe !” (*vespa* en italien), se serait écrié le fondateur de la société, Enrico Piaggio, quand l’ingénieur Corradino D’Ascanio

lui a présenté les dessins de la Vespa, en 1946. Piaggio, le capitaine d’industrie génois, cherchait désespérément à se reconverter après la guerre. Jusqu’en 1945, l’entreprise de Pontedera [Toscane] fabriquait des avions militaires pour l’Italie fasciste – et il n’y avait plus vraiment d’argent à se faire là-dedans. Piaggio s’est donc rabattu sur un moyen de locomotion maniable, robuste, grand public, capable de résister aux nids-de-poule : le deux-roues motorisé. Imaginé par un homme qui “n’avait encore jamais posé ses fesses sur un scooter et qui avait une sainte horreur des motocyclettes”, raconte l’historien italien Aldo Santini.

Car c’est pour les aéronefs que bat le cœur de l’ingénieur D’Ascanio. “Enfant déjà, voler était pour moi le plus beau, le plus précieux des rêves”, confiait-il un jour dans une interview. Avec son prototype baptisé D’AT3, le bricoleur des Abruzzes conçoit en 1930 le premier hélicoptère italien. L’appareil tient près de neuf minutes en l’air et peut parcourir un bon kilomètre de distance à 18 mètres du sol.

Seulement voilà, le gouvernement italien ne veut pas mettre de billes dans l’hélicoptère, et D’Ascanio entre chez Piaggio – où il se voit confier la mission de concevoir un scooter : pour tous ceux qui souhaitent se dépla-

Le Saint-Père célèbre le divin destrier dans l’espoir qu’il permette d’“aller rendre grâce à Dieu plus vite”.

cer vite mais qui n’ont pas de quoi s’offrir une voiture. Qui veulent pouvoir transporter des enfants, des chiens, une fiancée, ou un sac de patates, sans se mettre de l’huile partout. Le premier prototype, comparé à Donald Duck, est recalé par Piaggio – mais un vilain petit canard peut donner naissance à un joli cygne. Le 23 avril 1946, le brevet de la Vespa est déposé : un coup de maître, tant du point de vue de la technique que du design, avec des pneus de brouette, un entraînement direct et un moteur totalement caréné. Une vitesse de pointe de 60 kilomètres-heure, une puissance de 3,2 chevaux et une consommation imbattable de deux litres aux 100.

En 1950, Piaggio exporte déjà la Vespa dans 114 pays. En 1956, le pape Pie XII en bénit en personne le millionième exemplaire. Le Saint-Père célèbre le divin destrier dans l’espoir qu’il permette d’“aller rendre grâce à Dieu plus vite”. La Vespa ne fait pas seulement les affaires de la religion, mais aussi celles de l’émancipation féminine : si les femmes s’assoient encore en amazone derrière les hommes au début, elles finiront par passer les jambes devant et empoigner elles-mêmes le guidon – grâce à l’espace libre au niveau des jambes, la Vespa se pilote facilement en jupe ou la robe au vent.

—Katja Iken
Publié le 23 avril

☞ Audrey Hepburn dans *Vacances romaines*, 1953. Photo Paramount Pictures/7^e Art/Photo12

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Le pouvoir des Gafa, les réseaux sociaux,
l'utilisation des données personnelles menacent-ils
la démocratie ?



**Courrier
international**

Hors-série Avril-mai 2021
8,50 €

LE COUP D'ÉTAT NUMÉRIQUE

*Internet est désormais régi par
la loi du plus fort, celle des géants
de la tech. Une menace pour
la démocratie ? Les analyses
de la presse étrangère.*

EN PARTENARIAT AVEC

Europe 1

En vente chez votre marchand de journaux

L'EUROPE À PORTÉE DE TRAIN.

LUXEMBOURG,
BELGIQUE, SUISSE,
ESPAGNE, ITALIE,
ALLEMAGNE

DÈS **49€***



RENDEZ-VOUS SUR **inOui**_{sncf}, EN GARES, BOUTIQUES, AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES SNCF ET PAR TÉLÉPHONE.

Port du masque obligatoire durant votre voyage. Retrouvez toutes nos actions pour votre sécurité sur [sncf.com](https://www.sncf.com)

*Prix TTC par personne, à partir de, pour un aller simple en seconde classe effectué avec RENFE - SNCF en Coopération, DB - SNCF en Coopération, TGV LYRIA, TGV INOUI vers l'Italie, Bruxelles, et le Luxembourg, certains jours et dans certains trains, sur une sélection de destinations en Europe depuis la France, hors acheminement depuis les gares des lignes desservant les destinations. Billets en vente du 7 au 20 juin 2021 inclus, pour des voyages effectués entre le 21 juin et le 29 août 2021 inclus selon la destination, sous réserve d'un décalage éventuel en cas de contraintes sanitaires et dans la limite des places disponibles à ce tarif. Billets échangeables et remboursables sous conditions sur TGV LYRIA et DB-SNCF en Coopération. Billets non échangeables et non remboursables sur RENFE-SNCF en Coopération, TGV INOUI vers l'Italie, le Luxembourg et la Belgique. Offre non cumulable avec toute autre promotion en cours ou tarif réduit SNCF. Vente et informations en bornes libre-service, dans les gares, boutiques SNCF, par téléphone au 3635 (service gratuit + prix appel), auprès des agences de voyage agréées SNCF et sur www.oui.sncf
TGV INOUI est une marque enregistrée de SNCF Voyageurs. Tous droits de reproduction réservés. SNCF Voyageurs, SA au capital social de 157 789 960 euros, inscrite au RCS de Bobigny sous le numéro 519 037 584 - 9, rue Jean-Philippe Rameau - 93200 Saint-Denis Cedex. **rosa park**

renfe **SNCF**
en cooperación / en coopération

DB **SNCF**
in Kooperation / en coopération

TGV Lyria

TGV
inOui

VOYAGEZ AVEC VOTRE TEMPS